

# NUMÉRO SPÉCIAL

Sommet de la Francophonie



# LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

NUMÉRO SPÉCIAL - NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2014

## EDITORIAL

### Un sommet de Dakar hautement politique ?

À chacune de ses réunions au sommet, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) se félicite de nouvelles adhésions d'États ou d'observateurs. En faisant le point des locuteurs du français dans le monde dans un rapport présenté à la veille du sommet, elle réalise que la langue qu'elle défend se porte plutôt bien. Ici et là, elle grignote un petit bout de territoire au bénéfice d'apprenants venant de divers horizons. Le français a donc encore de beaux jours devant lui, pourrait-on dire, même si – c'est une autre réalité – la concurrence qu'il affronte laisse dire que la bataille pour maintenir la bannière flottant au-dessus du mât doit être de tous les instants.

Mais si une chose est de célébrer cette évolution, une autre en est de se demander si les fondamentaux de l'OIF ne sont pas en train de devenir foncièrement politiques. D'inclination culturelle à sa création, en 1970, elle s'appelle alors Agence de coopération culturelle et technique, puis passe en 1995 sous le label d'Agence intergouvernementale de la francophonie. Et de fil en aiguille, elle devient, sous l'appellation d'Organisation internationale de la Francophonie adoptée en 2005, un instrument politique indéniable. Il n'est que de songer aux prises de position de son secrétaire général lorsqu'éclatent des conflits au sein des États membres.

Au même titre que des instances éminemment politiques, comme l'Organisation des Nations unies, l'Union européenne, ou encore, l'Union africaine, l'OIF ne fait plus mystère de son engagement diplomatique, assorti d'une gibecière de remontrances et de sanctions. Dans le meilleur des cas, elle avertit contre la tendance à la violation des droits de l'homme, dans le pire, souvent, elle prononce la suspension de pays confrontés à des subrogations antidémocratiques ou anticonstitutionnelles. L'OIF déploie désormais ses observateurs aux élections se déroulant au sein de plusieurs pays et rend ses rapports. Si elle avait les moyens de sa politique, n'exagérons rien, peut-être constituerait-elle aussi ses propres unités de maintien de la paix, tant les troubles sociopolitiques touchant ses adhérents sont récurrents, particulièrement en Afrique, le territoire le plus vaste de son ancrage géographique.

En fin de compte, la « maison savante » de l'espace francophone, richement culturelle, joyieusement sportive, estime que le champ politique ne doit pas lui échapper, surtout si la politique devient pour ses membres, un obstacle à la réalisation du développement et à la construction de la paix. Pour autant, le rapport à la politique de plus en plus affirmée de l'OIF n'a pas de quoi surprendre. C'est bien dans l'air du temps qu'une organisation de sa taille, avec près d'une soixantaine d'États et une vingtaine d'observateurs, se préoccupe de la santé politique de ses affiliés. La politique étant, en substance, pour chaque pays, le reflet de ce qui marche ou ne marche pas sur les plans économique, social et culturel.

Là où cet objectif acté de politiser l'OIF risque de ne pas toujours constituer une source de détente parmi ses associés est la place plus que prépondérante qu'il prend aux yeux de certains. Un exemple pour étayer ce propos : la sérénité ne fut pas toujours au rendez-vous du sommet de Kinshasa, en 2012, entre tous les invités de marque. Certains d'entre eux, parmi les plus en vue, ne se souciaient guère de rendre à leur hôte, même en saluant sa disponibilité à accueillir avec ses défauts la famille francophone en son pays, les « diplomates » qui devaient en être la suite logique. Kinshasa ne dramatisa pas outre mesure cette grosse déconvenue diversement commentée à l'époque.

Poursuivons dans la même lancée du tout-politique qui s'empare de l'institution francophone, en imaginant que l'argument politique soit le plus porteur de suffrages au moment de l'élection du futur Secrétaire général de l'OIF dans le sillage du sommet de Dakar, les 29 et 30 novembre. Peut-être est-ce un mauvais procès à la volonté unificatrice de la famille francophone, mais le choix du remplaçant du président Abdou Diouf ne s'opérera certainement pas en dehors des influences politiques. Les commentaires accompagnant cette élection en diront davantage sur le fair-play ou d'éventuelles frustrations chez les perdants et les États qui les soutenaient.

De ce qui précède, la planche de salut pour la langue en partage est que finalement existe la francophonie des peuples, des intellectuels, des artistes, des étudiants, des commerçants et des commerçantes de la rue voisine. Eux se sont appropriés le français, le vêtissent et le dévêtissent, l'enrichissent au quotidien, loin de l'intrigue politicienne des arènes décisionnelles. Le français compte beaucoup sur ce beau monde, et le thème du XV<sup>e</sup> sommet le lui rend avec suite : « Femmes et jeunes en francophonie : vecteurs de paix, acteurs de développement ».

Avec plus de 200 millions de locuteurs aujourd'hui, à la question comment va le français dans le monde, la réponse pourrait être : bien ! Jusqu'à ce que le politique en décide autrement, eu égard à ce que disait l'autre : « Le dialecte n'est jamais qu'une langue battue, et la langue, un dialecte qui a politiquement réussi. »

Gankama N'Siah

## XV<sup>e</sup> SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

# L'espace francophone se construira avec l'Afrique

À Dakar, les chefs d'État et de gouvernement vont désigner le prochain Secrétaire général de la Francophonie et traiter de la question des femmes et des jeunes. Il sera surtout question de l'avenir de la Francophonie et de la langue française, une langue en copropriété. Avec 2 milliards d'habitants en 2050, une croissance économique soutenue, des ressources naturelles à exploiter, l'Afrique est une chance pour la francophonie.



### INTERVIEW

#### Macky Sall

« Le sommet fera le point sur la situation dans notre espace commun »

Pour le président de la République du Sénégal, également président du sommet, le futur Secrétaire général bénéficiera de l'appui des chefs d'État pour relever les défis, préserver les acquis et faire avancer l'organisation sur la scène internationale.

Page 3

### INTERVIEW

#### Henri Lopes

« La diversité culturelle est une valeur essentielle de la Francophonie »

L'ambassadeur, candidat à la succession d'Abdou Diouf au poste de Secrétaire général, grand militant de la langue française, incarne par ses multiples responsabilités les trois dimensions nécessaires à la tête de l'organisation : culturelle, politique et internationale.

Page 2

### TRIBUNE

#### Abdou Diouf

« En cette ère d'un monde où les repères bougent continuellement, l'enjeu linguistique et culturel est devenu une donnée majeure »

Le Secrétaire Général sortant rend hommage aux Pères fondateurs de la Francophonie et retrace les chemins parcourus depuis Niamey 1970 jusqu'à Dakar 2014 pour une Francophonie devenue visible et audible sur la scène internationale.

Page 2

### INTERVIEW

#### Yamina Benguigui

« La Francophonie est une école de la démocratie et un espace de liberté »

L'ex-ministre française chargée de la Francophonie souligne l'importance de la formation et de l'éducation des filles et des femmes : des clés qui ouvrent les portes de tous les savoirs et de tous les pouvoirs.

Page 18

#### Alain Mabanckou

Prix Renaudot et lauréat de l'Académie française

Francophonie une chance

Page 8

#### Calixthe Beyala

grand Prix littéraire d'Afrique noire et grand Prix du roman de l'Académie française

Il était une fois, une belle idée appelée Francophonie

Page 8

#### Kamel Daoud

Prix des cinq continents de la Francophonie et Prix François Mauriac

Le français reste une langue vivante dans le Maghreb

Page 21

#### In Koli Jean Bofane

grand Prix du roman mérité

L'avenir de la littérature francophone est en Afrique

Page 23

## Abdou Diouf : « En cette ère d'un monde où les repères bougent continuellement, l'enjeu linguistique et culturel est devenu une donnée majeure »

Il y a deux ans, c'est au cœur de l'Afrique centrale, épine dorsale de cette langue bien africaine, que nous tenions assises. Or il se trouve que c'est aussi là-bas, sur les rives du majestueux Congo, que le poète et homme d'État Léopold Sédar Senghor avait, au cours d'une conférence qu'il donnait à Kinshasa, dessiné à grands traits ce qui, un an plus tard à Niamey, allait être la physionomie première de la Francophonie institutionnelle

En cette année 2014, c'est à Dakar, sur le sol natal du poète visionnaire, que nous nous sommes donné rendez-vous pour le XV<sup>e</sup> sommet de la Francophonie. C'est là aussi un bel hommage que nous rendons à celui qui, aux côtés de ses compagnons Diiori, Bourguiba, Sihanouk et bien d'autres soldats de l'ombre, s'était très tôt engagé dans un combat novateur en plaçant pour que la communauté francophone se structure et s'organise pour occuper la place qui doit être la sienne afin de contribuer à l'édification d'un système international plus ouvert et plus généreux, parce que plus respectueux des histoires, des langues, des mémoires, des trajectoires et des identités de ceux qui la composent. Et la langue française, surgie des décombres de la colonisation, apparut comme un outil permettant d'assurer ce commun vouloir de vie commune, mais aussi de servir comme outil de créativité, de dialogue et de paix.

Il est vrai que voir juste et loin trop tôt peut coûter déceptions et frustrations. Mais le poète, n'est-il pas, comme l'a défini Arthur Rimbaud, celui qui est conçu pour voir et sentir ce que les autres ne voient pas ? Hugo, ne dit-il pas du poète qu'il un prophète, c'est-à-dire celui qui vient préparer l'avenir ? Le poète est assurément celui qui est porteur d'une parole devancière. Aussi, face aux bouleversements d'une société internationale où l'homme s'inquiète et s'interroge encore, il me semble plus que jamais urgent de revitaliser la force des idées des pères fondateurs, mais aussi de méditer la persévérance de quelques hommes de conviction qui ont maintenu le flambeau. Que de chemins parcourus depuis Niamey 1970 jusqu'à Dakar 1989, jusqu'à Dakar 2014 ! Long et difficile chemin sur lequel nous avons gagné cohérence et efficacité, longue et difficile marche au cours de laquelle nous

avons gagné en visibilité et en audibilité ce qui nous a permis de donner toute la mesure de notre utilité face aux grands défis du XXI<sup>e</sup> siècle. Si la langue française que nous avons en partage – depuis belle lurette devenue africaine – est le fer de lance de notre mouvement, notre ambition ne saurait se réduire à une simple finalité linguistique. Il est vrai que la langue exprime la diversité des cultures et des langues, tout comme il est vrai qu'elle porte des valeurs et des convictions. En cette ère d'un monde où les repères bougent continuellement, l'enjeu linguistique et culturel est devenu une donnée majeure, mais avec ses spécificités et ses priorités la Francophonie dispose d'atouts considérables pour contribuer à bâtir un monde plus juste. Et ces atouts passent par les femmes et les jeunes comme vecteurs de paix, mais aussi acteurs incontournables du développement.



Secrétaire général de la Francophonie

## Henri Lopes : « La diversité culturelle est une valeur essentielle de la Francophonie »

Figure emblématique de la diplomatie africaine et francophone depuis quarante ans, Henri Lopes est candidat à la succession d'Abdou Diouf au Secrétariat général de l'Organisation de la Francophonie (OIF). Il précise sa vision de la Francophonie dans un entretien exclusif accordé aux Dépêches de Brazzaville

**Les Dépêches de Brazzaville : Pourquoi votre candidature au Secrétariat général de la Francophonie ?**

Eu égard aux enjeux que représente la Francophonie aujourd'hui, je pense être le candidat capable de « passer le témoin », de faire le lien entre les Chefs d'Etat et les aspirations des populations. Je bénéficie d'une longue expérience qui m'a permis de constater sur le terrain les évolutions d'un monde en transformation, d'en être un acteur, ce qui est important. De plus, j'incarne les trois dimensions nécessaires pour un Secrétaire général de l'OIF. La première dimension est culturelle : j'ai consacré une grande partie de mon parcours, et ce de manière quotidienne, à la langue française, à son devenir et à ses intérêts. Toute ma vie, j'ai milité pour la langue française. La deuxième dimension est politique : j'ai une expérience assez longue dans mon propre pays. Enfin, la dimension internationale : j'ai occupé un poste très élevé à l'Unesco, où j'ai été directeur général adjoint en charge de l'Afrique. Voilà les raisons qui légitiment ma candidature.

**Quelles seraient vos priorités en tant**

**que Secrétaire général de la Francophonie ?**

Ce n'est pas le Secrétaire général qui fixe les priorités de l'organisation. Pour désigner le nouveau Secrétaire général de l'OIF, les chefs d'Etat ne vont pas examiner les programmes des différents candidats, mais ils vont estimer lequel ou laquelle est le plus à même de mettre en œuvre ce qu'ils souhaitent. Ce sont les chefs d'Etat qui, lors du sommet notamment, définissent les orientations, les programmes et les actions à entreprendre. Le Secrétaire général ne vient donc pas avec un programme et des priorités établies, mais il pourra certes par la suite présenter un programme marqué de son empreinte.

**Vous avez souvent dit que le français est devenu une langue africaine. Quelle importance donner aux langues africaines ?**

Lorsque je dis que le français est devenu une langue africaine, c'est une constatation ; c'est la langue de communication de plus d'une vingtaine de pays en Afrique, c'est la langue dans laquelle l'enseignement se fait, dans laquelle les constitutions sont définies, la langue

de la culture et de l'échange. Mais dans le cadre de la francophonie, la diversité culturelle est une valeur essentielle et cela implique le soin apporté aux autres langues. De ce point de vue, un certain nombre de programmes au sein de l'organisation visent à promouvoir ou à veiller à la conservation des langues africaines et à l'interaction entre ces langues et le français. Il s'agit donc d'une cohabitation dans laquelle nous sommes obligés de constater que le français domine et nous permet de communiquer avec d'autres pays africains. J'ai l'habitude de dire que si Senghor avait écrit en wolof, et si Césaire avait écrit en créole, je n'aurais pas pu lire aussi vite leurs ouvrages. Or le Discours sur le colonialisme est à l'origine de nombre de mes prises de conscience. Il a été mon chemin de Damas.

**Une seule candidature africaine était-elle possible ?**

Bien sûr que cela aurait été possible. Mais la réalité est qu'il y en a plus d'une. Il s'agit aujourd'hui de faire émerger par consensus le candidat dont le profil est le plus à même de porter les nouveaux défis qui s'imposent à l'espace

francophone dans un monde en perpétuelle mutation.

**Votre credo est de faire de la francophonie un outil de développement. La Francophonie a-t-elle les moyens financiers de ses ambitions ?**

C'est l'âme avec laquelle j'exécuterai mon mandat. Si je suis désigné par les chefs d'Etat. Dire que le français doit être une langue de développement ne doit pas forcément dire qu'il faut des moyens financiers pour cela. Cela signifie que l'attention que nous allons porter au français n'est pas celle des grammairiens ou des académiciens, mais que nous ferons de la langue française un moyen pour tous les peuples qui appartiennent à la famille francophone de faire face aux grands défis qui se posent au monde moderne.

**Quelle doit être la nouvelle impulsion de la Francophonie pour l'intégration économique de la jeunesse africaine et la prise en compte du droit des femmes ?**

Lorsqu'à l'OIF on met l'accent sur la jeunesse et les femmes, cela signifie qu'il faut les associer de manière

diverse aux questions globales que la Francophonie décide d'aborder. C'est-à-dire de ne pas faire de la Francophonie une organisation qui se limite à des appareils étatiques, mais considérer que ces portions de la population des différents pays membres doivent être des acteurs des actions et des programmes de l'OIF.

La France et le Canada ont l'intention de donner une nouvelle impulsion à l'OIF. Les pays africains ont-ils également une vision et une stratégie commune pour cette organisation ?

L'OIF est une famille qui comprend l'Afrique, la France, l'Amérique, les pays asiatiques, la communauté française de Belgique, etc. Nous discutons tous ensemble, et les positions ne sont pas prises en fonction d'une zone géographique ou d'une autre. À l'intérieur de chacun de ces pays, des politiques sont mises en place de manière particulière, tenant compte des spécificités de chaque pays, en fonction des différents thèmes envisagés au sein de l'OIF.

Propos recueillis par Rose-Marie Bouboutou et Noël Ndong

ADIAIC  
AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

www.adiaic-congo.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou- N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France)

Adresse : 38 rue Vaneau - 75007 Paris

Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

www.lesdepêchesdebrazzaville.fr

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAIC)

Numéro spécial réalisé par le bureau de Paris des Dépêches de Brazzaville

Adresse : 23, rue Vaneau - 75007 Paris

Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse

Directeur des rédactions : Emile Gankama

Directrice internationale : Bénédicte de Capèle

Publicité : Christian Balende

Rédacteurs en chef délégués : Rose-Marie Bouboutou, Noël Ndong

Ont participé à ce numéro : Rose-Marie Bouboutou, Morgane de Capele, Aminata Diop, Florence Gabay, Lucien Mpama, Noël Ndong, R.S. Tchimganga

Secrétariat de rédaction : Georges Quesne

Coordination : Carole Moine

Maquette : Olivier Nkossi Dayoni

Eudes Banzouzi

Imprimerie : Africom / Dakar

# Entretien avec Son Excellence M. Macky Sall président de la République du Sénégal



**Les Dépêches de Brazzaville : Monsieur le président de la République, votre pays, le Sénégal, accueille le XV<sup>e</sup> sommet de la Francophonie, avec, en vue, la succession au poste de Secrétaire général de votre compatriote et aîné, le président Abdou Diouf. Quel bilan faites-vous de ses douze ans à la tête de l'OIF ?**

**Son Excellence M. Macky Sall :** Il ne m'appartient pas de faire le bilan de l'action du président Abdou Diouf à la tête de la Francophonie. L'institution elle-même et la communauté francophone se chargeront de cette tâche importante, car le bilan est un point d'appui pour avancer. Il permet de situer les acquis et d'apporter des améliorations aux aspects qui ont été moins performants. On peut retenir toutefois, de l'avis de tous par ailleurs, que le Secrétaire général Diouf a donné à la Francophonie beaucoup plus de

visibilité et, surtout, lui a permis d'avoir un positionnement efficace sur la scène internationale sur les questions de démocratie, de médiation, d'accompagnement des processus électoraux, entre autres.

**Vous êtes le président de ce XV<sup>e</sup> sommet de la Francophonie. Quels sont les objectifs du sommet ?**

Le sommet fera le point sur la situation dans notre espace commun. Nous identifierons ensemble les préoccupations et prendrons les décisions appropriées. L'occasion sera saisie pour apprécier les cas de crise, mais aussi pour saluer les progrès dans certains pays, à l'image du Burkina Faso qui, comme vous le savez, a réussi sa transition. Naturellement, le thème du sommet, axé sur la question des femmes et des jeunes en rapport avec la paix et le développement, sera traité, et les chefs d'État et de gouvernement formuleront des orientations stratégiques, dont la Déclaration de Dakar, principalement, et les résolutions rendront compte. Comme vous le savez, certains pays de l'Afrique de l'Ouest sont touchés par la maladie à virus Ebola. Nous en parlerons et, le cas échéant, envisagerons les mesures les plus adéquates pour contribuer aux efforts de la communauté internationale.

**La Francophonie est une réalité internationale qu'il faudra confirmer à Dakar. Il conviendra également qu'elle se fixe de nouveaux défis. Quel sera l'apport de l'Afrique, alors qu'elle ne constitue pas encore une force sur la scène internationale ?**

L'Afrique, a-t-on dit et répété, est l'avenir de la Francophonie. D'abord, par la

jeunesse de sa population et l'évolution du taux de croissance des locuteurs, l'Afrique demeure un bastion considérable. Ensuite, notre continent recèle des potentialités économiques immenses dans un contexte où on parle de la dimension économique de la Francophonie. Le sommet de Dakar adoptera d'ailleurs une stratégie économique en même temps qu'une stratégie jeunesse. De l'avis de tous les observateurs, l'Afrique est promise à être un pôle important dans les relations internationales.

**Le thème du XV<sup>e</sup> sommet de la Francophonie porte sur « Femmes et Jeunes en Francophonie : vecteurs de paix, acteurs du développement ». Quels sont les défis et opportunités pour faire de ces deux catégories,**

**aujourd'hui marginalisées, une force ?**

Le Sénégal a proposé ce thème, qui a été adopté à l'unanimité par la communauté francophone. Le constat est le même partout que le poids démographique des femmes et des jeunes constitue une opportunité en même temps qu'une menace. S'ils sont au cœur des politiques publiques, s'ils bénéficient d'une formation de qualité et s'ils sont mobilisés, ils constituent incontestablement un levier essentiel pour le développement. En revanche, s'ils sont laissés dans la marge, ils peuvent être des forces de déstabilisation. J'estime que nous devons renforcer les capacités des jeunes et des femmes, favoriser leur accès à l'éducation et la formation, créer les conditions pour l'emploi et l'insertion économique,

favoriser également leur accès à la santé, à la culture et à l'espace public afin qu'ils puissent participer effectivement à la vie de leur pays.

**L'OIF désignera son troisième Secrétaire général à Dakar. Quels peuvent être les critères, consensus et objectifs déterminants pour ce choix ?**

Les chefs d'État et de gouvernement décideront ensemble, par consensus, nous le souhaitons, du choix d'un des candidats en lice. En tant que chef d'État du pays hôte, je travaille pour ce consensus. Dans tous les cas, le futur Secrétaire général bénéficiera de notre appui pour relever les défis, préserver les acquis et faire avancer l'organisation afin qu'elle soit encore plus présente sur la scène internationale.

L'Afrique est promise à être un pôle important dans les relations internationales



Macky Sall, Président de la République du Sénégal, reçu par le Président du Congo, Denis Sassou N'Guesso à Ollombo le 31 octobre 2014

# Francophonie Chemins d'Afrique

Par Gérard Lamoureux

Gérard Lamoureux est ingénieur culturel. Il a été commissaire exécutif de l'exposition internationale « Aimé Césaire, pour regarder le siècle en face » présentée à Cotonou dans le cadre du VI<sup>e</sup> sommet de la Francophonie. Ancien consultant auprès de l'Unesco et directeur d'une Alliance française en Inde, il est aujourd'hui délégué général du festival des Outre-Mers à Paris.

**Si l'on en croit les projections récentes (Cf. La Langue française dans le monde, Nathan, Paris, 2014), l'Afrique sera après demain le continent qui comptera le plus de locuteurs de français. En 2050, environ 85% des francophones, soit plus de 500 millions de personnes, devraient être africains**

La Déclaration de Kinshasa a synthétisé en une phrase les multiples conséquences de ces prévisions : « L'Afrique tient en son avenir celui de la Francophonie. » (Déclaration de Kinshasa. XIV<sup>e</sup> conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage. Kinshasa, RDC, 13 et 14 octobre 2012). Cette perspective soulève de nombreuses questions, notamment celle de la place de la langue française dans ce futur contexte. Rappelons tout d'abord que dans les pays de l'Afrique francophone, la langue française est loin d'être la seule langue en présence. Dans nombre d'entre eux, plusieurs dizaines de langues nationales côtoient le français, et le multilinguisme y est partout actif. Cependant, si l'on peut volontiers se ranger à l'avis de ceux, nombreux, qui considèrent que le français est aujourd'hui une langue africaine à part entière, elle reste, selon la formule d'Aimé Césaire définissant l'appartenance des Antillais à l'ensemble français, entièrement à part.

Le français y est aujourd'hui une langue pour les échanges interrégionaux et internationaux, une langue de communication donc mais aussi une langue de culture et de création, une langue

scientifique, une langue d'enseignement. Cette réalité complexe de l'espace francophone africain, qui trouve son origine dans le fait colonial et perdure depuis les indépendances, est riche de potentialités nouvelles et assumées : compte tenu des prévisions relatives à la croissance démographique mondiale, elle pourrait conduire la francophonie à déplacer son centre vers l'Afrique au milieu du siècle.

Ce possible déplacement et sa réussite, qui devrait être versée au bénéfice des populations concernées, sont néanmoins soumis à la réalisation de plusieurs conditions. La première est une amélioration de la performance des systèmes éducatifs capable de relever les niveaux d'éducation. Cela implique que les pays de l'Afrique francophone, et notamment leurs populations, soient convaincus de la validité de la langue française pour atteindre de tels objectifs. Quelles seront les raisons qui décideront les États à s'engager sur la voie de la pérennisation et du renforcement du français dans leurs systèmes éducatifs ? Comment s'établiront les rapports avec d'autres langues internationales, l'anglais par exemple ? S'agira-t-il plutôt de concurrence ou de complémentarité ? Pour accroître

son audience, le français devra démontrer partout sa capacité à devenir un levier efficace de développement. Une autre condition réside dans la place réelle qui sera accordée au français dans les programmes d'enseignement. Notons enfin que les rapports que la langue française entretiendra avec les autres langues en usage seront tout aussi importants. C'est dans le respect de ces dernières, dans la reconnaissance de leurs valeurs culturelles et identitaires, comme dans le soutien apporté à leur enseignement, que la Francophonie construira un dialogue fécond et durable avec le multilinguisme local et parviendra à bâtir un véritable partenariat entre langue française et langues africaines. Aux côtés des États souverains et à leur demande, les rôles de l'Organisation internationale de la Francophonie et de l'Agence universitaire de la Francophonie en faveur du bi-plurilinguisme dans certains programmes éducatifs nationaux et la conduite d'actions pour la formation des enseignants semblent prometteurs. Les résultats affichés par les initiatives existantes - École et langues nationales en Afrique (Élan, [www.elan-afrique.org](http://www.elan-afrique.org)), Initiative francophone pour la formation à distance des



© DR

maîtres (Ifadem, [www.ifadem.org](http://www.ifadem.org)) – et leur dynamisme en sont la meilleure illustration. Cependant, sans minimiser les progrès déjà réalisés, de nouvelles étapes doivent être franchies. En 2010, la moitié des enfants non scolarisés dans le monde vivaient en Afrique subsaharienne (Cf. Rapport mondial de suivi de l'éducation pour tous 2012, Unesco, Paris, 2012). Ainsi, les véritables enjeux à l'horizon 2050 paraissent résider davantage dans la scolarisation elle-même que dans le « marché linguistique » proprement dit. Et la garantie dans les décennies à venir d'un accès à l'école pour le plus grand nombre, si possible pour tous, se pose comme un préalable. Car ce sont bien les questions de l'accès global à l'éducation et de la qualité de cette dernière qui se trouvent posées avec une singulière acuité. En Afrique comme ailleurs, l'acquisition de com-

pétences est le plus court chemin non seulement vers un avenir meilleur mais aussi vers la formation de la main-d'œuvre dont les pays ont besoin pour assurer leur croissance dans l'économie mondialisée. C'est la raison pour laquelle la coopération éducative doit être considérée comme une priorité et devenir l'un des modes d'expression privilégiés de la solidarité en incitant notamment les États à augmenter, ou à ne pas diminuer, la part des dépenses publiques consacrée à l'éducation. L'avenir de la Francophonie « linguistique » se joue-t-il en Afrique ? Assurément. Et cet axiome se vérifiera d'autant mieux que les États de l'Afrique francophone continueront à privilégier l'usage du français dans leurs programmes d'enseignement et que les chemins de la Francophonie croiseront ceux de l'éducation pour tous.

## Passer des promesses aux actes

Par Aurélie Ganga

**Le XXI<sup>e</sup> siècle voit les rapports de force internationaux se modifier, avec une redistribution multipolaire des cartes. Dans cet espace remodelé des rivalités et ententes stratégiques, l'Afrique est un acteur politique et économique majeur. Se pose logiquement la question de l'avenir de la francophonie sur le continent**

Selon l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'Afrique, en effet, représente dans le monde plus de 35% des 274 millions de locuteurs français. Si la communauté organique et spirituelle d'Afrique francophone est héritière des empires coloniaux, elle s'organise néanmoins autour de valeurs universelles humanistes dont la langue française permet la transmission à travers les siècles.

À l'heure où le continent connaît une croissance économique forte et une refonte des régimes de gouvernance politique, l'Afrique francophone est toutefois concurrencée par l'Afrique anglophone. Effectivement, la langue de Shakespeare est internationale, directement utilisée dans le monde des affaires. Elle renvoie autant au pragmatisme qu'au dynamisme anglo-saxon. En somme, la langue anglaise est associée au concret, liée à l'activité économique. Inversement, la langue de Molière, quoique connue sur toute la Terre, évoque les arts, les lettres et l'histoire propres à une nation. Elle s'attache à un passé spécifique et glorieux. En bref, la langue française a un sens plus orienté vers l'idéal et la rhétorique.

Cependant, même si cette distinction entre Afrique francophone et Afrique anglophone est loin d'être aussi radicale, elle a le mérite de poser certains grands curseurs. Par conséquent, le XV<sup>e</sup> sommet de la Francophonie se tenant les 29 et 30 novembre 2014 à Dakar au Sénégal offre l'opportunité d'une réflexion sur la mise en œuvre de moyens efficaces capables de consolider la Francophonie institutionnelle en tant que promotrice de démocratie politique et sociale, de croissance économique, d'universalisme intellectuel, de gouvernance, d'infrastructures ou d'intégration régionale. Et dans le cadre du partenariat entre



© DR

la France et l'Afrique francophone, c'est le principe d'égalité qui doit guider les décisions des hautes instances. Les près de 100 millions d'Africains francophones attendent que les promesses soient converties en actes. Telle est la condition sine qua non de l'avenir de la francophonie en Afrique.

Journaliste et diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, Aurélie Ganga est vice-présidente de Go Between. Blog : [aurelieganga.com](http://aurelieganga.com)

## Un avenir à partager entre Noirs et Blancs

Je me souviens des propos d'un confrère québécois lors du XIII<sup>e</sup> sommet de la Francophonie à Montreux (Suisse) il y a quatre ans : « Sans l'Afrique, la Francophonie ne serait qu'un petit club dans le monde, un nain au côté du Commonwealth. Mais sans la France et le Canada, elle n'aurait aucun moyen financier. Les pays africains et leurs médias sont de ce fait traités de haut par leurs confrères du Nord, comme des mendiants, sans moyens d'organiser et de participer aux grand-messes de l'organisation. Mais sous l'angle de l'avenir du français ou de la culture, qui a besoin de l'autre ? »

« C'est dans ce contexte qu'il faut revoir l'avenir de la Francophonie. La France a manqué un grand rendez-vous avec l'histoire en refusant d'investir dans sa colonie du Canada », poursuivait ce journaliste de la Belle province, avant de s'interroger : « La Francophonie fera la même erreur si elle ne compte que sur la croissance démographique de l'Afrique pour augmenter son poids dans le monde. Mais c'est un mirage si les pays du Nord ne font pas les investissements nécessaires pour appuyer la scolarisation de ces peuples. L'appui du Nord sera-t-il au rendez-vous ? Si la réponse à cette question est négative ou mitigée, l'anglais occupera plus d'espace en Afrique. »

Au cours de sa récente visite au Canada, le président français, François Hollande, a déclaré que les deux pays grands pourvoyeurs de la Francophonie, le Canada et la France, avaient l'intention de donner une nouvelle impulsion à l'OIF lors du sommet de Dakar (29-30 novembre 2014), voulant que « ce rendez-vous soit utile pour soutenir davantage la jeunesse francophone, protéger le droit des femmes francophones et développer les technologies dans l'ensemble de l'espace francophone ».

### Pour une Francophonie culturelle et économique

François Hollande a ajouté le souhait d'une Francophonie debout sur deux piliers, culturel et économique. Le président français a estimé que la langue française devait « unir les chercheurs, les créateurs, les entrepreneurs, pour créer de nouvelles économies », rappelant en outre l'importance de la diversité culturelle. Il faut rappeler que Paris et Ottawa assurent à eux deux les deux tiers du budget de la Francophonie, les 75 autres pays membres se partageant le tiers restant.

NN

# En 2050 les Africains locuteurs de français représenteraient 85% des francophones au monde

Par Lansana Kouyaté

**Les propos qui vont suivre ne se veulent pas un regard égotique du continent africain sur ce qu'est ou ce que serait son apport à la survie du français par l'épanouissement de la francophonie. Elles ne sont pas non plus un exutoire de complexes contenus vis-à-vis des pays francophones industrialisés du Nord pour réclamer reconnaissance et respect**

L'Afrique n'est pas seulement l'avenir de la Francophonie, mais aussi le continent d'où est venue principalement sa naissance. En mars 1970 y est née l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) issue de la lutte acharnée de, entre autres, Hamani Diori du Niger, Léopold Sédar Senghor du Sénégal et Habib Bourguiba de Tunisie. L'ACCT sera remplacée en juin 2005 à Antananarivo par l'Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF). Entre temps, en 1995, fut adoptée à Cotonou la résolution créant le Secrétariat général de la Francophonie, dont les deux premiers titulaires seront évidemment africains, tout comme la sagesse pourrait recommander que le soient leurs successeurs. L'avenir de la francophonie ne se mesure pas par l'évidente participation réussie des Africains à la faire germer, mais par ce qui pourrait être appelé les fondamentaux de sa consolidation et de son expansion. Ces fondamentaux s'intituleraient démographie, économie, géographie et brassage linguistique. Voyons ce qu'a été l'évolution des statistiques dans ces différents domaines. Sur 54 pays africains, 43 sont aujourd'hui membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Ils s'agit de quinze pays en Afrique occidentale, dix pays en Afrique australe, huit pays en Afrique centrale, six pays en Afrique du Nord, et quatre pays dans l'océan Indien. Certains de ces pays n'ont pas le français comme langue officielle : le Cap-Vert (lusophone), l'Égypte (arabophone), la Guinée-Bissau (lusophone), le Ghana (anglophone), le Mozambique (lusophone), Sao Tomé et Príncipe (lusophone). La population africaine ayant en partage le français a été en progression continue : de 79 millions en 1997, elle a atteint 115 millions en 2006, 120 millions quatre années après, c'est-à-dire en 2010. Aujourd'hui, en 2014, elle est estimée à 274 millions. Toutes les projections faites par

les démographes et les linguistes s'accordent sur 837 millions d'Africains sur le fait qu'en 2050 les Africains locuteurs de français représenteraient 85% des francophones au monde.

Parmi les pays non membres de l'OIF dont la situation géographique pèse lourdement dans la tendance à la locution française, il y a le Nigeria. Pays de 177 millions d'habitants aujourd'hui, le Nigeria est presque entièrement entouré de pays francophones : Bénin, Cameroun, Tchad et Niger. Comme conséquence logique de ce que la géographie impose, le gouvernement nigérian a lancé, depuis la fin des années 1990, un vaste programme d'enseignement du français.

Aussi il n'est pas superflu de signaler que le Nigeria est l'un des plus grands pays d'émigration vers les pays francophones d'Afrique, où l'apprentissage du français devient inévitable. Les projections donnent au Nigeria, classé septième pays le plus peuplé du monde à cette date, la troisième place en 2050 (avec 440 millions d'habitants), après la Chine et l'Inde. Cette croissance démographique phénoménale aura sans nul doute des répercussions sur l'émigration vers les pays voisins et non voisins francophones. Le taux de natalité dans les pays francophones d'Afrique est sans nul doute un autre facteur de l'importance qu'ils auront par rapport à ceux du Nord, dont le taux ne cesse de reculer ces dernières années. Selon les statistiques de l'ONU, l'Afrique francophone comptera plus de 80% de jeunes de 15 à 29 ans en 2050. Au plan économique, l'Afrique de façon générale et l'Afrique francophone de façon particulière, gagne en confiance dans l'entrepreneuriat sectoriel. Qu'il s'agisse de l'industrie, de l'agriculture, du secteur tertiaire, les initiatives d'envergure se multiplient, entraînant un taux de croissance de 4% en 2013 alors que le monde développé ne fait pas mieux avec 3% sur la même période. Au même moment, l'Afrique francophone



e DR

a réalisé un taux de croissance de 3,9%. Quant aux ressources naturelles, il est facile de savoir que l'Afrique en a de larges potentialités sur une superficie totale de trente millions de kilomètres carrés couvrant 20% de la superficie des terres émergées de notre planète. Les pays francophones d'Afrique sont bien pourvus en ressources naturelles de toutes sortes. Rien qu'en Afrique centrale, les réserves de pétrole sont estimées à 32 milliards de barils. Les potentialités hydroélectriques de l'Afrique francophone représentent plus de 60% de celles du continent. Deuxième réserve forestière mondiale, les pays francophones d'Afrique centrale à eux seuls absorbent 500 millions de tonnes de carbone par an. Les autres matières premières abondantes et variées sont réparties sur tous les pays francophones d'Afrique : pétrole, or, bauxite, diamant, cuivre, coton, sans compter des millions de kilomètres carrés de terres arables attendant d'être mises en valeur. D'un point de vue strictement linguistique, le français populaire d'Afrique (parce qu'il y en a un) tend à devenir dans certains pays Africains une langue presque maternelle parce que parlées dans les familles aux quatre coins des villages les plus reculés. Si cette expan-

sion s'est réalisée en terre africaine, c'est sûrement parce que le français, celui qui a été promu par la pléiade et défendu par la Révolution française, n'a pu faire obstacle à la pénétration de nos dialectes faisant confluer le chatoyant de l'Hexagone et le pétillant mimé de nos contrées les plus reculées. La beauté du français est ainsi devenue joviale et ludique sans rien enlever à ses justes expressions. Aujourd'hui et certainement plus encore demain, il est permis de parler de copropriété de la langue entre l'Afrique et les pays francophones du septentrion. Cette assertion m'est beaucoup plus acceptable que le concept de codéveloppement, impropre entre celui qui est développé et celui qui ne l'est pas. Contre toutes bonnes tendances, il peut y avoir des réalités handicapantes. Malgré quelques efforts fournis, le français est encore menacé par des réalités pas simples, mais palpables. Les sciences et les technologies restent largement dominées par l'anglais. Les difficultés d'obtention de visas pour les pays francophones du Nord déjà détenteurs du savoir scientifique et technique par des catégories socioprofessionnelles tendent à la propension de celles-ci à se tourner vers les pays anglosaxons. Il faut reconnaître que le non-retour des cadres africains crée autant de problèmes au Nord qu'à l'Afrique.

Il favorise les pays du Nord lorsque leur domaine d'exercice est déficitaire, mais les défavorise lorsqu'il est en équilibre ou excédentaire. Une réglementation mutuellement avantageuse doit être élaborée pour donner son plein sens à la copropriété d'une langue que nous aimons bien.

Lansana Kouyaté est le président du PEDN (Parti de l'espoir pour le développement national), ancien Premier ministre de Guinée, ancien représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU en Somalie (Onusom II), ancien représentant permanent de la Guinée auprès des Nations unies puis vice-président du Conseil économique et social, ancien secrétaire général adjoint au département des Affaires politiques de l'ONU, ancien secrétaire exécutif de la Cédéao.

## LA LANGUE FRANÇAISE DANS LE MONDE

### Le français : une langue mondiale qui se porte bien

L'administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Clément Duhaime, et le responsable de l'Observatoire de la langue française, Alexandre Wolff, ont présenté le 5 octobre devant la presse le deuxième rapport quadriennal sur l'état de la langue française dans le monde

« Le français est une langue mondiale qui se porte bien ! » Tel pourrait être le sous-titre du deuxième rapport sur l'état de la langue française. Seule langue parlée sur tous les continents avec l'anglais, le français est, avec ses 274 millions de locuteurs dans une centaine de pays étudiés, la cinquième langue mondiale, en progression de 7% entre 2010 et 2014, date de la dernière étude.

#### Le français en forte progression en Afrique...

Le pourcentage de hausse du nombre de francophones monte même jusqu'à 15%, voire 30% dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne du fait de la forte croissance démographique du continent. Cette dynamique pourrait se poursuivre à condition que les systèmes éducatifs africains puissent absorber les effectifs d'étudiants de plus en plus nombreux

et dispensent une bonne qualité d'enseignement.

Notons que 212 millions de personnes à travers le monde, dont plus de la moitié sont en Afrique, font un usage quotidien du français et que 125 millions l'apprennent, notamment aux États-Unis, au Mexique, au Brésil, au Costa-Rica, en Inde, en Chine, au Nigeria, en Angola, en Australie, en Syrie et en Ouzbékistan. Le français est, après l'anglais, la deuxième langue la plus apprise dans le monde, enseignée par 900 000 professeurs. La France est également le troisième pays d'accueil d'étudiants étrangers après les États-Unis et l'Angleterre.

Le Français est également une langue économique grâce au potentiel en ressources humaines, naturelles et économiques de l'Afrique qui attire tous les regards dans un contexte économique mondial plutôt morose. Le français est,

après l'anglais et le chinois, la troisième langue des affaires dans le monde. La proximité linguistique a des retombées économiques directes pour les pays de l'espace francophone. Celle-ci engendre 22% de flux commerciaux et 6% de richesse supplémentaire par habitant en moyenne entre deux pays de l'espace francophone.

#### Mais en net un recul en Europe...

Le français est également la quatrième langue d'internet et la deuxième langue d'information internationale dans les médias. Seul bémol : le français, même s'il demeure la deuxième langue de travail dans la plupart des organisations internationales, y régresse avec la tendance à l'unilinguisme, ce qui « compromet la participation et l'expression des non-anglophones européens », observe le rapport.

Le français connaît un recul en Europe depuis 2010 avec une chute de 8% du nombre de locuteurs. Le français est la deuxième langue la plus parlée en Europe et s'il reste la langue la plus enseignée dans les régions non francophones de Belgique, du Luxembourg et de Suisse, ailleurs, son apprentissage est en recul. En Allemagne, le français reste la deuxième langue étrangère la plus enseignée. Cependant, il souffre de sa réputation d'être difficile à apprendre et doit faire face à la montée en popularité d'autres langues, comme l'espagnol, selon les auteurs du dernier rapport « la langue française dans le monde ». Dans les écoles autrichiennes par exemple, l'italien a supplanté le français comme deuxième langue étrangère enseignée. Ce déclin du nombre de francophones européens tend à montrer les difficultés du français à percer sur internet et dans les publications scientifiques.

Dans ces domaines notamment, le rapport révèle que le français éprouve des difficultés à garder son rythme face à l'anglais qui est de plus en plus utilisé en tant que langue universelle. Au sein de l'UE, on a constaté ces dernières années un recul du nombre de textes rédigés directement en français, au sein de la Commission dont les trois langues de travail sont l'anglais, le français et l'allemand. Dans la pratique, seuls 12% des textes de l'UE sont produits en français bien que la majorité des fonctionnaires soient originaires de pays membres de l'OIF, alors qu'« environ 90% des documents originaux sont rédigés en anglais » relève la directrice de la diversité linguistique à l'OIF, Imma Tor Faust. « L'état du français dans le monde » a, dans son édition 2014, consacré une enquête importante à l'Afrique centrale. Plusieurs chercheurs africains, en partenariat avec ceux de l'Agence universitaire de la Francophonie, ont réalisé des études de terrain afin de mieux comprendre le contexte de cette région qui compte parmi les plus francophones au monde. Selon le rapport de l'OIF, l'Afrique centrale serait un terrain d'étude privilégié permettant de comprendre les enjeux liés à l'avenir du français sur le continent. Le rapport est paru aux Éditions Nathan.

R-M.B.

## Afrique francophone et francophonie africaine

Par Lucien Mpama

**Dans les projections, l'Afrique apparaît comme le réservoir du futur de la langue française. Réalité complexe, mais bien portée par les contextes et les générations**

Dans le foisonnement des anecdotes qui ponctuent le premier contact du Congolais avec la France – en France –, il en est une qui ne manque pas de saveur. Quand, au détour d'une conversation, on se voit interrogé par des personnes souvent très bien intentionnées: « *Au fait, comment dites-vous bonjour en africain ?* », la réponse peut puiser dans l'embarras ou dans la dérision caustique. Il n'y a pas à véritablement parler de déclinaison linguistique africaine unique d'un concept ou d'une formule qui ressemblerait au bonjour dont un Québécois userait pour engager les civilisés avec un Wallon, un Suisse ou un Luxembourgeois. Le plus étonnant est que cela étone. L'Afrique, c'est 54 nations qui renferment en elles une mosaïque de langues, parfois incompréhensibles les unes des autres à cent kilomètres de distance, même quand elles sont parlées dans le même périmètre national.

C'est dans cet entrelacs de langues et d'idiomes, de réalités culturelles qui peinent à se reconnaître d'une même matrice, dans un monde où l'on est aussi ce que l'on arrive à désigner, que le recours à la langue française devient une formidable espérance. Et que celle-ci, de nécessité historique, finit par se transformer en un atout pour tous. C'est une des raisons qui expliquent le succès du français en Afrique. Et qui dessine le contour de cette espèce de pyramide renversée que l'on constate : la langue française semble peu compétitive face aux concurrentes anglaises et espagnoles en Europe, mais pleine de vigueur en Afrique.

### Véhicule des arts, vecteur de paix

Une langue n'est pas seulement un ensemble de règles et de prescriptions, pas seulement un trésor de mots et expressions, elle est un outil. Et comme tout outil qui se respecte, y avoir recours fréquemment est aussi fonction de la praticité qu'il apporte à qui l'utilise. Dire le monde moderne par un outil qui lie les pays africains qui ont le français en partage devient véritablement un gain de temps, même lorsque la concurrence anglaise semble imposer plus de facilités encore. Ces lieux communs ont souvent été commentés. Pourtant il en est un qui ne l'a pas été assez à mon goût : la paix, car la langue elle-même ne fait pas la paix, mais faire la guerre comme faire la paix passe par un même mécanisme : le partage de la même compréhension-incompréhension. Aujourd'hui, les chiffres affirment l'avenir africain de la francophonie. Et les projections, avec une certaine raison, annoncent que dans les 715 millions de personnes qui seront capables de s'exprimer en français à l'horizon de 2050, on comptera... 85% d'Africains !

Mais ces chiffres ne sont ni un souhait ni une prière. Ils s'appuient sur un taux de croissance démographique. Ils ne présentent à mes yeux qu'un seul défaut, ne pas prendre en considération le facteur paix. En effet, si l'amélioration des systèmes d'éducation et la sco-

larisation en français dans des pays comme le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Congo, le Gabon et le Sénégal ont permis un bond de qualité dans le recours à la langue française, il ne serait pas inutile de signaler que cette avancée est vérifiable dans des pays qui ont vécu dans la paix ou qui l'ont retrouvée.

Dans l'entrelacs de langues et d'idiomes africains, le recours à la langue française devient une formidable espérance. Celle-ci, de nécessité historique, finit par se transformer en un atout pour tous

Dans un pays comme le Congo, ravagé par une chaîne de conflits de plus ou moins grande intensité dès 1992, la paix revenue s'est consolidée aussi par le recours au même référent pour dire le mal et invoquer l'aspiration à vivre ensemble. Et, donc, il est symptomatique que la paix retrouvée fasse refluer le français dans un pays où cette langue qui comptait en 1990 le plus fort taux d'écrivains – francophones – au prorata de sa population de plus ou moins trois millions d'habitants. Et ce n'est pas un hasard si pour hâter la sortie de l'ère des conflits, des chanteurs comme Zoba Casimir Zao ont produit des œuvres musicales majeures... titrées en français ! L'Aiguille, Moustique, ou même Corbillard ou encore Ancien Combattant ont eu leur portée. Celle-ci a été démultipliée par le recours, même fantaisiste, au français.

Véhiculée par les arts, elle se révèle aussi un liant entre des réalités communautaires qui se retrouvent aujourd'hui dans un espace géographique ou qui, au moins depuis les indépendances des années 1960, construisent une réalité moins antagoniste, mais chaque jour plus que complémentaire. Dans ces périmètres où l'histoire a regroupé des communautés éparses, il y aura de plus en plus de mal à inscrire le français dans la rubrique « *langue étrangère* ». C'est vrai, il n'a pas – pas encore ? – gagné le statut de langue africaine, mais la réalité hybride qui se profile aura du mal à le tenir dans le carcan des « *choses qui ne nous sont pas attachées en propre* ».

**La langue, un outil défini par son usage**

Car, puisqu'il s'agit d'un outil, le français est aussi propriété de qui l'emploie, qui l'utilise. Si le marteau peut casser la pierre, il peut tout aussi bien enfoncer un clou dans une porte. Et il ne cesse pas d'être l'instrument que tout le monde utilise. Seul l'usage qui en est

fait peut changer, pas la légitimité de qui le possède. Le français entre dans les alambics des laboratoires de l'usage au quotidien en Afrique et en ressort transformé. Parce qu'une langue est aussi une réalité vivante féconde qui se reproduit par sa propre capacité à se dire. De ce point de vue, l'Afrique a dépassé la suspicion que lui valaient ses fantastiques inventions de continent « *ne parlant pas bien le français* ». Il est curieux d'ailleurs de constater que, de plus en plus, cette suspicion est retournée aux émetteurs quand l'Africain francophone s'applique à user de constructions sujet-verbe-complément. Il s'agace de s'entendre dire qu'il est « *un* » espèce d'extra-terrestre linguistique, qu'il doit se rappeler « *de* » recourir à l'accent parigot s'il veut parler le français.

Au continent du « *poulet-bicyclette* », du « *travail souffrant* » ou des « *filles déviergées* », les incongruités des autres deviennent des fautes. Car, c'est sûr, la faute est toujours celle de l'autre, l'accent cesse d'être exécutable quand c'est le sien. Un Togolais se moquera allègrement de l'accent du Marseillais, le Congolais de Brazzaville de son cousin de RDC. Lui, continuera d'énoncer: « *Tu sais que Madeleine est à l'hôpital ? On l'a intervenue hier* », et ne s'en portera pas plus mal. Le bistouri dans la main d'un francophone reste le même instrument, seule change la description de l'acte qu'il accomplit.

L'avenir du français en Afrique passe forcément aussi par le triomphe qu'on lui assurera dans les diverses situations traumatiques du continent. On avance généralement que le Rwanda est le seul pays du continent qui ait officiellement renoncé à l'usage du français comme langue officielle. Il n'y a pas les éléments qu'il faut pour déduire qu'il en sera toujours ainsi même s'il n'y en a pas davantage pour soutenir le contraire. Mais la langue française qui affiche cette vitalité qu'on lui décrit aujourd'hui saura vivre, en Afrique comme ailleurs, dans la fantaisie de sa croissance. Aucune analyse ne l'enfermera jamais dans un bocal ni ne la réduira à l'état de fossile.

### Antagonisme nul avec les langues africaines

Et si le Sénégal semble connaître un repli de la langue de Molière face au wolof, cet exemple n'est pas suffisamment parlant pour l'ensemble du continent. D'ailleurs, dans le pays où la francophonie a connu ses héros les plus emblématiques, on peut faire le vœu que la mémoire des pères fondateurs luttera assez pour conforter une réalité binaire qui n'entre pas en conflit meurtrier. Le wolof est relevé par la langue des pères de la francophonie. Le peu que j'en comprends me suggère que le locuteur sénégalais du wolof est aussi un passionné des emprunts de français, ne serait-ce que dans les expressions usuelles de la vie de tous les jours.

Il y a des « *çava* », des « *trop chers* », des « *pas assez* » et des « *salut mon ami* » qui n'ont de wolofici que ce qu'on veut bien leur donner comme locutions d'accompagnement. Mais dans tous les cas, puisque ces expressions ont trouvé

à se lover dans leur fusée porteuse, il en sortira bien quelque chose. Ce sera une autre prolongation du français dans une affirmation locale sans doute. Ce sera en tout cas autre chose qu'une injection létale pour l'une ou l'autre des deux langues. Ainsi, pour répondre à la question-anecdote qui ouvrirait cette réflexion, pour trouver comment dire « *bonjour* » en africain, il suffira de dire au Sénégal, au Congo ou en Mauritanie: « *bonjour* » ! Car cette expression est déjà bien moins exclusivement française et de plus en plus universelle. Donc africaine. Et parfaitement interchangeable, quelle que soit la langue où on l'utilise. Dès lors qu'il ne s'agit pas de l'écrire, personne n' imagine une difficulté particulière ni une incongruité quelconque à en faire l'expression de tout Africain et à l'intégrer dans les mots familiers de la langue usuelle.

### Le français de la précision

Tout se ligue donc aujourd'hui pour attacher véritablement la francophonie à l'Afrique, résolument terre d'avenir. Ne serait-ce que parce que le continent est tout à fait demandeur de la langue et du langage qui l'arrimeront irrémédiablement au train d'une technologie en marche. Même l'antagonisme que l'on sentait poindre entre le recours aux langues nationales et l'usage du français semble ne plus tenir. Car, à mon avis, les deux réalités ont fait jonction. Si l'on regarde encore une fois le cas du Congo, le français y est devenu la langue de l'administration et de l'autorité, et les deux langues nationales les véhicules idiomatiques du quotidien.

D'ailleurs, même si les puristes le déplorent, la distinction entre le « *lingala et le munukutuba des jeunes* » et l'usage qu'en fait le monde rural et

des adultes se fait précisément parce que ces deux langues nationales du Congo s'enrichissent de locutions françaises qui en font presque des jargons. Les expressions fleuries de la jeunesse deviennent presque des tiroirs à code où il faut passer d'un réservoir linguistique originel à un composé enrichi de mots français, mais détournés ! « *Ndenge nini, ba bord na biso ?* », demandera un jeune Congolais à un copain. Ici « *bord* » voudra dire « *nos affaires* » et échappera ainsi à l'entendement de tous, particulièrement des parents. Une autre variante, moins codée sera de remplacer « *bord* » par « *affaire* » : toujours du français lingalisé !

Et la réalité de l'autre langue, le munukutuba, surtout parlé sur la côte ouest, n'est pas plus différente de ce point de vue. Elle-même constituée de mots empruntés aux différents idiomes du sud, cette langue devient un véritable patchwork où domine le français. « *Beto me pesana rendez-vous na 16h* » (On s'est donné rendez-vous à 16h). Tout, d'ailleurs, se passe ici comme si les expressions les plus importantes étaient systématiquement empruntées au français soit pour éviter de recourir à un mot qui risquerait de manquer de percussion, soit pour que l'interlocuteur n'y verse pas le terme emprunté à sa propre langue et qui pourrait induire une incompréhension.

Il apparaît ici une autre curiosité déjà notée chez bien des intellectuels : le français devient la langue de la précision et du savoir correct. Les linguistes nationaux fustigent une telle tendance paresseuse, mais les usages sont toujours souverains dans une langue, quelles que soient les interdictions que les dictionnaires peuvent comporter.

## La langue française au Congo

**La langue française est arrivée avec la colonisation et s'est développée progressivement au Congo, ainsi que dans les quatre États de l'Afrique équatoriale française, dont Brazzaville était la capitale**

Jusqu'en 1960, le français était imposé dans l'enseignement en vertu d'un décret du 9 avril 1863, les langues congolaises n'étant tolérées que dans l'enseignement religieux. En 1953, environ 55% des enfants en âge d'aller à l'école parlaient français.

L'indépendance provoqua des scissions dans le pays : le Congo est marqué par des oppositions communautaires et socioéconomiques, et les langues se retrouvent aux centres de plusieurs enjeux. Si traditionnellement, le sud parle kituba et le nord lingala, l'urbanisation du pays et le peuplement des deux grandes villes, Brazzaville et Pointe-Noire, entraîne la formation de couples interethniques, et tend à l'utilisation d'une langue unique, favorisant le français.

### Paysage linguistique

Le Congo compte à ce jour près de 4,5 millions d'âmes. Il est l'un des pays les plus urbanisés d'Afrique, avec 55% de la population établie entre Pointe-Noire et Brazzaville. En 1980, le Congo fait état d'un environnement linguistique particulier : au total 72 langues ethniques, deux langues véhiculaires (kituba et lingala) et le français.

Selon une étude menée par l'OIF en 2010, 56% de la population et 78% des Congolais de plus de dix ans connaissent

78%  
des congolais  
de plus de  
dix ans  
connaissent  
et parlent  
le français

et parlent le français. Une enquête réalisée à Brazzaville indique quelques tendances : 95,7% des sondés affirment avoir reçu un enseignement en français, langue de l'écrit pour 81,6% d'entre eux. À l'oral, les pratiques sont plus diversifiées, mais le français vient en première position avec 48,3% de locuteurs, lingala 17%, kituba 15,1%, anglais 5,9% et lari 5,4%.

Morgane de Capèle

## COOPÉRATION

# Congo-Sénégal : des liens séculaires

Par Rose-Marie Bouboutou

**Le Congo et le Sénégal partagent des liens séculaires qui remontent à l'époque coloniale. Le téméraire et intrépide Malamine Camara est à ce titre le Sénégalais qui a le plus marqué l'histoire coloniale du Congo**

Il fut un fidèle ami et compagnon, de l'explorateur italo-français Pierre Savorgnan de Brazza, fondateur en 1880 de Brazzaville, en souvenir duquel un mémorial a été érigé en guise de reconnaissance à l'endroit même où il bâtit la première maison de la capitale du Congo. L'historien Seydou Touré rappelle que « la France n'aurait pas eu sa part du Congo sans le dévouement d'un tirailleur sénégalais, le sergent Malamine Camara, qui tint tête à Stanley sur les rives du Congo ».

Lors de sa dernière mission au Congo en 1905, le sergent Malamine est tombé malade et a été rapatrié à Gorée, au Sénégal, où il a trouvé la mort. Au cours d'une récente visite au mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, l'ambassadrice du Sénégal au Congo, Batoura Kane Niang, a déclaré : « Le sergent Malamine est très important pour le peuple sénégalais, pour la République du Sénégal. Je voudrais lancer un appel au président de la République du Congo pour que soit hissé le drapeau sénégalais au mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza en hommage au sergent Malamine Camara. Je souhaite très vivement que le drapeau

du Sénégal flotte à côté des drapeaux congolais, algérien, gabonais, français et italien. » L'ambassadrice a laissé ces mots dans le livre d'or du mémorial : « De ce que j'ai vu et entendu, je suis profondément émue et me sens désormais congolaise, car sans notre aïeul, Brazzaville ne serait pas ! »

**Poto-Poto, une mosaïque africaine**

Avec la structuration de l'empire colonial français, Dakar et Brazzaville furent établies capitales coloniales de la France en Afrique noire. Dakar devint en 1902 la capitale de l'Afrique occidentale française (AOF) et Brazzaville, en 1904, celle de l'Afrique équatoriale française (AEF). Poto-Poto, l'un des plus anciens quartiers populaires de Brazzaville, et l'un des plus cosmopolites, abrite une importante communauté sénégalaise. Créé par les colonisateurs français en 1909, il était l'un des quartiers réservés aux « indigènes », les Européens habitant le centre-ville. De nombreux migrants venus de toutes les colonies africaines, y compris d'Afrique de l'Ouest, s'y sont installés très tôt. Ce sont d'ailleurs eux qui ont donné son nom au quartier,

Poto-Poto, nom qui découle d'un mot bambara signifiant « eaux boueuses », le quartier étant situé dans une zone de dénivellé qui tend à s'inonder en cas de fortes pluies. Les familles installées depuis la période coloniale se sont totalement assimilées et ont adopté les langues locales congolaises, le lingala et le kituba. Cet arrondissement de la ville a même été administré entre 1963 et 1970 par le Congolais d'origine sénégalaise Mamadou Diouf qui en assumait les fonctions de maire. Poto-Poto abrite six mosquées, dont celle majestueuse de la rue Bacongo, la plus grande de tout le pays, capable d'accueillir deux mille fidèles.

**De l'École de Poto-Poto à l'École de Dakar**

Pierre Lods, arrivé à Brazzaville en 1949, fonde en 1951 l'École de peinture de Poto-Poto, expression de nos jours de la peinture contemporaine congolaise. Le peintre congolais Nicolas Ondongo y crée le style « Mickey » (déformation lexicale de « mike » qui signifie « petit » en lingala). Ce style, inspiré de scènes de la vie quotidienne figurant des silhouettes humaines longilignes peintes en noir, caractéristiques de l'École de peinture de Poto-Poto, va essaimer au Sénégal sous l'influence de Pierre Lods. À l'indépendance du Congo, celui-ci quitte Brazzaville pour Dakar à la demande du président Senghor et intègre la section

recherches plastiques nègres de l'École nationale des Arts, section dirigée par Papa Ibra Tall. Dans les deux capitales, il encadre de jeunes talents cachés et révèle de grands peintres africains.

Alioune Badiane, ancien directeur de l'École nationale des Arts, ajoute dans *Art contemporain du Sénégal* : « Pierre Lods a érigé son anticolonialisme en pédagogie. Partisan d'un épanouissement libre des individus, sans aucune entrave même institutionnelle, il se contente de distribuer du matériel, de créer une ambiance libératrice et d'entretenir la tension créatrice. Il considère les jeunes du centre d'art non comme des élèves, mais plutôt comme des amis auxquels il se voue entièrement. »

**De la période coloniale aux temps modernes**

Frères d'armes durant les Première et Seconde Guerres mondiales, Congolais et Sénégalais se sont battus côte à côte au sein du régiment des tirailleurs sénégalais. Des liens anciens unissent donc ces deux peuples qui ont partagé les joies de la victoire et les souffrances de la guerre sur le champ de bataille. Durant toute la période coloniale, de nombreux « cadres » congolais ont étudié au Sénégal et inversement. Les étudiants des deux pays partis poursuivre leur cursus en métropole se côtoient également dans le bouillonnement

intellectuel et militant de la période de la décolonisation, notamment au sein de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France, créée en 1950 autour du couple Alioune et Christiane Diop, fondateurs de la *Revue panafricaine* et de la maison d'édition Présence africaine. La librairie éponyme, située au cœur du Quartier latin à Paris, a été le point de ralliement de nombre de grandes plumes sénégalaises et congolaises.

Le président Senghor, père tutélaire de nombre d'écrivains africains, a d'ailleurs permis l'éclosion à l'international de l'écrivain congolais Sony Labou Tansi. La petite histoire raconte que le président sénégalais alors en mission d'État au Congo aurait fait chercher « Sony » par Henri Lopes. À l'époque, seul le grand Senghor connaissait « Sony » par ce sobriquet. Les recherches de cet écrivain congolais connu du célèbre poète furent vaines, et il faudra encore quelque temps pour débusquer notre héros alors qu'il dispensait des cours à Pointe-Noire.

Les relations diplomatiques entre les deux États modernes du Congo et du Sénégal ont été établies en 1968. Aujourd'hui, environ vingt mille ressortissants sénégalais sont installés au Congo, alors que six mille Congolais vivent au Sénégal en parfaite harmonie ; 50% des ressortissants congolais sont des jeunes, le plus souvent des étudiants.

# Loango-Gorée : les liens de la douleur

Par Noël Ndong

**Dans le cadre du XV<sup>e</sup> sommet de la Francophonie qui se tiendra les 29 et 30 novembre à Dakar (Sénégal), le secrétaire général, Amadou Lamine Sall, et le conseil d'administration de la Fondation Gorée, ainsi que l'architecte du mémorial, Ottavio Di Blasi, organisent une conférence de presse le 28 novembre**

Au cours cette conférence de presse, ils présenteront la Fondation mondiale pour le mémorial et la sauvegarde de Gorée et son plan international de communication 2015 dont l'objectif est de mobiliser l'opinion mondiale autour de l'île de Gorée, par laquelle plusieurs millions d'esclaves africains auraient transité entre le milieu du 16<sup>ème</sup> et le milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, reconnue patrimoine mondial de l'humanité par l'ONU depuis 1978.

L'île de Gorée est un lieu qui revêt une grande portée symbolique en tant qu'emblème de la traite négrière. Le président américain, Barack Obama, a déclaré : « L'île de Gorée témoigne d'une expérience humaine sans précédent dans l'histoire des peuples. Pour la conscience universelle, Gorée est le symbole de la traite négrière avec son cortège de souffrances... »

**Loango sur les traces de Gorée**

Loango comme Gorée furent des sites de voyages sans retour où l'histoire commence à être contée et la mémoire vive.

Le Congo a initié un travail de reconnaissance au patrimoine culturel mondial du Port de Loango, situé dans le Kouilou, d'où ont été embarqués plus de deux millions de personnes vers les Amériques, le Brésil, le Venezuela, la Colombie, le sud-est des États-Unis (Louisiane et Virginie), Saint-Domingue et Cuba. Il s'agissait du plus grand port négrier du golfe de Guinée dont subsiste aujourd'hui entre autres, les trois manguiers, le grand marché, le débarcadère et l'arbre devant lequel les

esclaves en partance étaient soumis au rituel de l'oubli.

Au Congo, une Cité africaine des arts et de la mémoire (Citam), un mémorial de l'esclavage, un musée avec des collections d'art traditionnel et contemporain africain, une bibliothèque et un centre de documentation consacré à l'histoire de l'Afrique seront construits sur le site de Loango, grâce à l'implication de l'Unesco. Ce projet sera réalisé en partenariat avec les musées de Gorée et Ouidah (Bénin), autre grand lieu d'embarquement des esclaves vers le nouveau monde.

La Fondation Gorée lancera une souscription mondiale, intitulée « Entrez vous aussi dans l'histoire ! », en vue de contribuer à l'érection du monument et du Centre international des mémoires, un espace de souvenir et de partage des mémoires autour de la grande traite négrière.

**Les conséquences de la systématisation de domination et de l'exploitation humaine**

La grande traite négrière fut la mise en œuvre d'un système de domination et l'exploitation humaine organisée à grande échelle entre les XV<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles.

Au même titre que la Shoah pour les juifs, cette tragédie fait partie des rares traumatismes universels qui hantent toujours l'inconscient collectif des peuples. Elle renvoie à « cette part obscure qui sommeille en l'homme, celle d'un prédateur antique qui se réveille périodiquement, semant alors terreur, douleur, et

larmes dans les sillons éventrés de la civilisation en lambeaux qu'il abandonne derrière lui », peut-on lire dans un document du mémorial de Gorée.

« L'Afrique, ses populations, son ventre déchiré » payèrent un lourd tribut à cette barbarie. Le mémorial de Gorée est donc un lieu d'hommage, de méditation, de réflexion. Mais c'est aussi un lieu unique au monde qui abrite le Centre international des mémoires, tourné résolument vers l'avenir, consacré aux droits de l'homme et dédié au dialogue entre les peuples », poursuit le document.

Entre les XV<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, les Euro-

L'esclavage fait partie des rares traumatismes universels qui hantent toujours l'inconscient collectif des peuples

peens embarquèrent de force sur des bateaux appelés « négriers » douze millions d'esclaves africains pour l'Amérique. Cet événement a marqué le cours de l'histoire du continent américain en particulier. Désireux de s'approprier davantage de territoires et de richesses, plusieurs grands pays européens ont mis en branle des expéditions visant à découvrir de nouvelles terres à exploiter.

Ils envoyèrent des colons pour peupler les nouvelles colonies européennes d'Amérique en vue d'exploiter ces nouvelles terres et d'en tirer des ressources naturelles (or, argent, café, sucre, coton) qui vont leur permettre de s'enrichir. Pour y parvenir, les colons vont déporter et contraindre la main-d'œuvre africaine à réaliser à leur place des travaux physiquement durs dans des conditions misérables et sans contrepartie pécuniaire dans plusieurs régions américaines (États-Unis, Antilles, Brésil, Québec). Arrivés en Amérique, les esclaves noirs étaient vendus à des propriétaires qui avaient tous les droits sur les esclaves.

Les Africains provenaient pour la plupart de Gambie, du Sénégal, du Congo, du Liberia, de Sierra Leone, de Guinée, de Côte d'Ivoire, du Ghana, du Togo, du Bénin (ex-Dahomey), du Nigeria, etc. L'arrivée des navires européens a profondément modifié la société africaine, tournant son économie vers l'exportation, notamment la traite négrière pour en faire des riches marchands. En France, un navire sur deux des armateurs de la ville française de Nantes aurait trafiqué avec « Loangue ».

**Les impacts des Noirs sur les cultures américaines**

Cette traite des Noirs aura des impacts sur les différentes cultures présentes sur le continent américain. Les esclaves africains arrivaient avec leurs cultures, leurs traditions, leurs croyances religieuses, leurs langues, etc. Les colonisateurs tenteront de réprimer, mais sans succès, la culture africaine. Certains exemples de métissages culturels sont encore édifians, en particulier dans l'art.

C'est le cas de la capoeira au Brésil (n'golo en Afrique) aujourd'hui danse, mais à l'origine un art martial (de combat) pratiqué par les esclaves africains et interdit par les Européens. Le blues, aux États-Unis, né de la rencontre culturelle entre les esclaves et les colons, transporté jusqu'à l'église où les esclaves vont introduire des rythmes africains, serait à l'origine de la plupart des musiques du XX<sup>e</sup> siècle comme le rythm'n'blues, la soul, la country, le folk, le rock n' roll, et même le jazz mais aussi en Amérique latine, le tango et la salsa

En janvier 2015, les Nations Unies lanceront la Décennie des personnes d'ascendance africaine (2015-2024) qui mettra en valeur l'héritage de la diaspora africaine disséminée à travers le monde, et leur impact considérable sur le patrimoine culturel. Cette décennie a été proclamée en 2013, en conséquence du travail de sensibilisation réalisé dans le cadre du programme « La Route de l'esclave », destiné à faire sortir l'histoire de la Traite négrière de l'oubli, ainsi que de valoriser le riche patrimoine culturel né de cette tragédie humaine, qui célèbre cette année ces 20 ans.

# Il était une fois, une belle idée appelée Francophonie...

Par Calixthe Beyala

Ses pères fondateurs l'avaient conçue dans un esprit de partage. Ils croyaient à travers la langue française créer un petit univers de fraternité, ils espéraient exalter l'unité dans la différence. Ils croyaient qu'avoir la langue en partage abolirait les notions de race, de religion et peut-être de région



Peut-être croyaient-ils qu'un rapprochement linguistique suffirait à lui seul à laver le monde de ses scories, à ôter le mal tapi au fond de l'être, ce mal qui fait quelquefois chanter aux armes le requiem de la terreur ? Ils pensaient à tant et tant de beauté, à tant et tant de magnificence ! Ils voulaient qu'advienne l'inédite émotion d'une paix universelle, d'une fraternité universelle, d'un amour universel. Que de rêves ! Que de rêves !

Mais comment leur reprocher d'avoir voulu convoquer l'espoir pour la grande gloire de l'espèce humaine ? Comment leur tenir rigueur de s'être crus pareils à ces colombes qui un jour initieront la transhumance de l'espérance ? Parce qu'après tout, au commencement était le verbe et que seul le verbe restera à la fin des temps. Que parler la même langue, utiliser le même verbe n'est-ce point suffisant pour abolir toutes les barrières ? Normal donc que Senghor et ses pairs aient conçu la Francophonie pour libérer les peuples de la peur de l'Autre, du carcan des incertitudes, mais également pour graver la langue française aux frontons des écoles, des églises, des mosquées, des rues et des ruelles de Paris à Dakar, de Ouagadougou à Douala, partout où ils croyaient pouvoir célébrer cette fraternité linguistique. Oui, les pères de la Francophonie pensaient qu'en créant la fraternité autour d'une langue, ils célébraient la vie, la Terre, le Soleil et les étoiles.

Aujourd'hui, les années se sont enfilées les unes après les autres, et la belle idée de la Francophonie s'en est allée s'effiloçant. Là voilà toute devant nous, déchirée, déchiquetée. Regardez avec moi sa robe vieillie comme celle d'une

prostituée tout aussi âgée, mangée par les mites et dont le temps ne respecte même pas les strass. Regardez par mes yeux cette Francophonie vidée de sa substance initiale, parce qu'elle s'est fermée à la beauté, parce qu'elle s'est barricadée derrière une tour loin des peuples, loin des souffrances des peuples, loin de la fraternité entre ceux qui ont en partage la langue de Molière. Mais existe-t-elle

Oui, les pères de la Francophonie pensaient qu'en créant la fraternité autour d'une langue, ils célébraient la vie, la Terre, le Soleil et les étoiles.

encore la langue de Molière ? Quand elle parle, sa voix s'entrechoque, s'entremêle à telle enseigne qu'on entend comme une résonance lointaine, un bruit de fond qui accompagnerait de vrais conciliabules, un parasitage...

Nul ne comprend ce que raconte la Francophonie, mais a-t-elle encore quelque chose à dire dans ce monde en mutation où les valeurs s'inversent, les forces en présence aussi ? Elle est là tel un tronc d'arbre vidé en son milieu, miteux de dedans, puant presque. Et ceux qui étaient censés l'habiter la huent, la fuient comme autrefois les gens sains les lépreux. Écrivains, artistes, peintres, sculpteurs, chanteurs, hommes et femmes de la rue ne se donnent plus à elle, ne s'ouvrent plus à elle et se refusent à venir téter ses mamelles, mais a-t-elle encore du lait pour nourrir ces millions de francophones ?

Oui, la Francophonie est aujourd'hui une lueur éclipse, une bougie éteinte, un astre qui s'en va en s'affaiblissant avant de se fracasser dans le vide. Elle continue néanmoins à interpeller nos consciences, empêchant sa tranquillité. On se dit qu'on aurait peut-être pu en faire le rejeton d'un arbre avec de jolies frondaisons. On se dit qu'on aurait dû avoir l'ardeur malgré les moult difficultés que nous rencontrons à nous faire écouter par les « décideurs » politiques de buriner par delà les ronces afin de la faire resplendir. On se dit tant de choses, mais on ne peut pas grand-chose, captifs que nous sommes des ambitions bâtarde qui hantent certains au sein du monde francophone.

Oui, il était une fois une idée extraordinaire, une idée géniale appelée Francophonie qui malgré sa beauté s'en va peu à peu vers les écueils du néant, parce qu'elle n'a pas su chanter le refrain des peuples, le chant des laissés pour compte... Parce qu'aujourd'hui, elle vogue entre les mains des politiques, oui des politiques qui se la disputent, qui se l'arrachent pour en faire leur pain quotidien.

Calixthe Beyala, née en 1961 à Douala, est une romancière française d'origine camerounaise. En 1987, elle publie son premier roman, *C'est le soleil qui m'a brûlée*.

En 1994, elle obtient le grand prix littéraire d'Afrique noire pour *Maman a un amant*, en 1996, le grand prix du roman de l'Académie française pour *Les Honneurs perdus* et en 1998, le grand prix de l'Unicef pour *La Petite Fille du réverbère*. Outre sa carrière d'écrivain, elle milite auprès de nombreuses associations pour la reconnaissance des minorités, le développement de la Francophonie et la lutte contre le sida. Son dernier roman, *Le Christ selon l'Afrique*, est paru en mars dernier aux éditions Albin Michel.

## Francophonie, une chance

Par Alain Mabanckou

**Je considère la francophonie comme une fenêtre ouverte, une invitation à la rencontre de l'Autre. Qu'est-ce que la Francophonie, sinon la fierté de participer désormais à une histoire commune, la résolution de se consacrer désormais à l'édifice d'un genre humain nouveau, plus tolérant, plus sociable ?**

Il serait erroné de réserver le terme de francophonie aux seuls autres pays qui parlent la langue française, à l'exclusion de la France qui, on l'oublie souvent, est un pays francophone à part entière. Le combat à mener consiste à expliquer comment la francophonie est une chance pour tous, pas seulement un moyen pour la France de se rassurer du rayonnement de sa culture et de sa langue au-delà des mers. Une culture et une langue qui ne lui appartiennent pas exclusivement d'ailleurs ! Il y a longtemps que la France n'est plus le centre de gravité de la langue française. L'apport des auteurs originaires des pays qui ont en partage cette langue est souvent rappelé. C'est par les écritures venues de « la périphérie » que la langue anglaise prospère : Rushdie, Walcott, Zadie Smith, etc. Le monde anglophone l'a réalisé bien avant, la France commence à le constater. Et il n'est pas encore trop tard ! Un autre constat : l'Amérique est sans doute le lieu où se défend désormais la francophonie. À la différence de ce qui se passe en France, la plupart des universités américaines comptent un département d'études francophones. Les professeurs de ces disciplines sont regroupés dans des associations, dont la plus connue est le Conseil international des études francophones avec plusieurs milliers d'adhérents. Il tient un congrès annuel dans un pays différent chaque année (celui de cette année se déroulera à Ottawa, et en Roumanie l'année prochaine. Il y eut déjà, entre autres, les congrès d'Abidjan, de Sousse (Tunisie), de La Nouvelle-Orléans, de Bruxelles...). Les études francophones gardent encore leur prestige aux États-Unis. En tant que professeur, combien de fois n'ai-je pas vu mes collègues enseignant l'allemand ou le russe m'envier le privilège d'avoir autant d'étudiants intéressés aux lettres francophones ? Un



jour, je me suis risqué à dire au cours d'un débat : « L'Amérique est le plus grand pays francophone du monde ! » Cela avait au départ fait rire. À la fin, le constat était clair : les instances francophones ne doivent pas négliger le créneau américain.

Quel est donc l'ambition de ce pays en recrutant les plumes francophones les plus réputées ? Je pense à Maryse Condé, Assia Djebbar, Édouard Glissant, Emmanuel Dongala, pour ne citer que ceux-là. Et que dire de tous ces étudiants américains qui m'ont fait relire Paul Fort, Voiture, Vauvenargues ? Pourquoi un cours sur « les écrivains américains et la ville de Paris » draine-t-il autant d'inscriptions ? Les chances de la francophonie sont aussi ailleurs. Si les anglophones

sont supposés grignoter d'année en année l'espace du discours, ce n'est qu'une illusion. Nous devons mener notre combat là où on nous attend le moins, et avec le génie d'une culture de plus en plus riche, grâce à la variété des individus qui composent cet espace dit francophone, et l'Afrique est, à n'en pas douter, l'avenir de cette « bataille »...

Alain Mabanckou

Alain Mabanckou est Prix Renaudot et lauréat de l'Académie française.

## LA FRANCOPHONIE : UN ENJEU STRATÉGIQUE

## Senghor, plus que jamais près de nous

Par Hamidou Sall

Lorsque « Les Dépêches de Brazzaville » ont offert l'hospitalité de leurs pages à ces quelques lignes d'un amoureux de la poésie, enfant de la terre du patriarcat des lettres africaines et père de la Francophonie, s'il est vrai qu'à ce moment-là mes pensées se sont d'abord tournées vers les inoubliables Sony Labou Tansi et Jean-Baptiste Tati Loutard, c'est ensuite vers l'auteur de « Chants de la graine semée » qu'elles s'en sont allées. Celui-là, enfant du Congo, c'est mon ami Gabriel Okoundji, admirable sentinelle avancée d'un dire et d'un beau-dire qui, passant par la langue que nous avons en partage, me sont parvenus dans toute la splendeur de sa parole poétique. Poésie, émergence fugace mais précieuse de l'essentiel. Salut Gabriel, frère essentiel !

Or donc nous voici à Dakar à l'occasion du XVe Sommet de la Francophonie. Vingt-cinq ans : c'est le temps qui sépare les deux Sommets que la capitale de mon pays natal aura accueilli. Dakar 1989 - Dakar 2014. Un quart de siècle après son premier passage en terra africaine du Sénégal, au pays de celui qui dans son œuvre poétique nous fit entendre les rhapsodies du fleuve Congo, j'ai comme le sentiment que la Francophonie revient chez elle, là où elle a été bercée par son père spirituel, Léopold Sédar Senghor. Ce n'est donc pas un hasard si le Sénégal est, pour l'instant, le seul pays africain où la Francophonie se soit réunie deux fois en Sommet. Plus qu'un symbole, c'est peut-être une nécessité que de revenir de temps en temps dans son pays d'attache car, comme le disait Saint John Perse, un autre grand poète de la langue française : on est toujours du pays de son enfance.

Aujourd'hui, s'il m'est demandé de poser quelques lignes sur ce moment tant important dans la vie de cette noble aventure qu'est la Francophonie, c'est, je crois, parce que j'ai passé douze années d'heureux labeur aux côtés de son Secrétaire général, un labeur qui touche à sa fin car, venu avec Abdou Diouf, je m'en irai avec lui. Cependant, il me plaît de rappeler qu'avant de devenir un fonctionnaire de la Francophonie, j'en étais déjà depuis bien longtemps un militant par ma filiation senghorienne.

Léopold Sédar Senghor, le poète ancré dans sa culture de son terroir mais si ouvert aux apports féconds de l'ailleurs, m'avait certes donné le goût des sources, lui dont les racines de l'œuvre poétique sont au plus profond de l'humus de son royaume d'enfance. Homme d'enracinement et d'ouverture, il m'avait montré très tôt que l'on pouvait être d'ici et d'ailleurs, et sa fascination pour la langue française

La Francophonie revient chez elle, là où elle a été bercée par son père spirituel, Léopold Sédar Senghor

avait fasciné le jeune écolier que j'étais. D'ailleurs, enfant, ses discours étaient pour moi un trésor de mots savants. L'accent, le rythme et la mélodie de sa parole ont bercé mes rêves et guidé mes premiers pas dans le cercle sonore de la danse des mots de cette langue française qui entrainait dans ma vie d'enfant.

À travers l'humanisme qui se dégageait de l'homme et de ses mots, j'ai grandi. À l'ombre tutélaire de son savoir et de sa culture, j'ai mûri. C'est tout cela qui contribua à m'attacher à cette langue que j'acquerrais sur les bancs de l'école et qui aujourd'hui est devenue à côté de ma langue peule ancestrale, ma compagne fidèle pour dire non seulement mon être au monde mais aussi pour scruter mon passé lumineux longtemps à moi voilé par une restitution non fidèle, sélective et orientée, de ceux qui, pour le seul triomphe de la leur tentèrent d'étouffer la mienne, celle reçue de mes ancêtres.

Aussi pour moi la langue française, ce merveilleux instrument ramassé dans les décombres de la colonisation, pour reprendre le verbe de Senghor, devint une arme miraculeuse, pour parler comme le frère de l'autre rive, le grand poète martiniquais Aimé Césaire. Grâce à la chimie du renversement, la langue française m'est devenue un espace où je dialogue avec l'autre, si différent mais si semblable. C'est grâce à la Francophonie que je chemine vers ce monde au-delà de ma petite terre et que j'entrevois cette force universelle qui relie les hommes et qui les délie de leurs préjugés, de leurs frontières.

C'est avec joie et nostalgie qu'à l'occasion du XVe Sommet de la Francophonie je m'en reviens fouler le sol de ma terre



primordiale, le sol de mon royaume d'enfance, pour un banquet de l'esprit qui sera le lieu du donner et du recevoir avec le souvenir et la nostalgie de cet immense poète majeur et souverain qui fut à l'aube de cette odyssee. Cette odyssee, aujourd'hui, ne doit pas s'arrêter au milieu du gué mais bien continuer sa formidable aventure voulue par ses pères fondateurs en réussissant à surmonter les épreuves nombreuses dans un monde en crise où la langue française n'est pas toujours considérée comme moteur d'avenir. Il est donc important de parvenir à faire perdurer le souffle qui a animé la Francophonie depuis plus de quarante ans, un âge où l'on sait prendre du recul sur le travail accompli tout en regardant les ambitions à venir avec envie.

Je crois fermement que ce XVe Sommet marquera l'histoire de la Francophonie, non seulement parce qu'une page de douze années se fermera, mais aussi parce qu'une nouvelle ère va s'installer dans la

continuité innovante ou, devrais-je dire, dans l'innovation continue, chose qui a toujours caractérisé la volonté de cette Organisation. Preuve en est le thème du Sommet : « Femmes et Jeunes en Francophonie : vecteurs de paix, acteurs de développement ». Ce sont bien là deux sujets essentiels. Car il est aujourd'hui important de donner envie aux futures générations d'apprendre la langue française en montrant les valeurs qu'elle véhicule, en donnant un intérêt qui dépasse le simple cadre linguistique. L'action du Président Abdou Diouf a permis de rendre la Francophonie plus crédible sur la scène internationale en la positionnant comme un acteur politique majeur du développement et de la paix.

À la prochaine équipe de continuer ce remarquable travail, d'en poursuivre les chantiers et d'en ouvrir de nouveaux !

Écrivain, conseiller du Président Abdou Diouf

## Pour une géopolitique de la francophonie

Par Frédéric Encel

**Les hommes d'État pourvus d'une vraie hauteur de vue savent bien qu'en relations internationales, la force brute ne fait pas tout. Ce qu'on appelle aujourd'hui communément le hard power, la coercition par la force militaire avec ses canons, vaisseaux et avions de combat, se voit fréquemment concurrencé par le soft power, autrement dit ce qui relève davantage des instruments d'influence culturels, éducatifs, médiatiques, voire économiques. La Francophonie s'inscrit parfaitement dans ce schéma et à deux niveaux au moins, diplomatique et économique**

## Le niveau diplomatique

Depuis leur accession à l'indépendance à partir des années 1959-60, les États africains ayant soit adopté le français comme langue nationale, soit poursuivi activement son enseignement, entretiennent d'étroits rapports avec la France en dépit de querelles et d'aléas normaux et classiques dans les relations entre nations. À cet égard, la politique de conciliation, d'aide et de coopération impulsée par le général de Gaulle fut déterminante.

Mais les liens « naturels » entre l'ancienne puissance coloniale et ses colonies expliquaient-ils à eux seuls ce phénomène diplomatique ? Certes pas, puisque le Zaïre (actuelle RDC), le Rwanda jusqu'en 1994, ou encore le Burundi entretenaient d'étroits rapports avec Paris sans jamais avoir été sous son emprise. Alors, simple question d'alliance tactique ? Pas davantage, puisque Kigali fut massivement soutenu par l'Élysée durant la grave crise de 1990-94 sans accord militaire préalable, tout comme Bamako au moment où s'inscrivent ces lignes. Mieux, comme la France, aucun des États coalisés voisins du Mali venus le défendre

contre des troupes djihadistes n'entretient d'alliance militaire avec lui, mais tous sont en revanche... francophones. Qui oserait ainsi affirmer que la francophonie partagée n'aura pesé ou ne pèse pour rien dans ces situations de crise aiguë ? Ce serait bien entendu forfanterie d'affirmer que l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), et d'autres institutions transnationales prônant et/ou promouvant la francophonie tel le Forum mondial de la langue française, constitue un instrument géopolitique primordial. Et pourtant... Forte de ses 77 États membres, dont les chefs d'État ou de gouvernement se retrouvent à un rythme soutenu et régulier, on ne peut la négliger ; quelle autre organisation de nature linguistique peut se prévaloir d'une telle représentativité sur les cinq continents ? L'espace hispanophone est très concentré sur le continent américain et l'anglophone – paradoxe de son universalité – n'existe pas réellement en tant qu'institution intégrée. En outre, d'autres ensembles créés sur des critères en principe plus efficaces que la langue se sont avérés bien éphémères (les grands émergents, ces

fameux Brics), voire fantomatiques (l'UMA en Afrique du Nord). On assiste même, depuis plusieurs années, à un engouement pour l'OIF de quelques riches États lilliputiens ne comptant que quelques centaines de francophones dans le meilleur des cas ! Traduction sans doute de l'omnipotence de l'économie dans notre monde globalisé...

## Niveau économique

Si on se base sur le seul critère économique et financier pour jauger de la puissance d'un ensemble francophone à l'échelon planétaire, le calcul ne sera guère concluant. D'abord, car on additionnerait des pommes avec des poires – pourquoi faire d'un ensemble linguistique un ensemble économique ? –, ensuite parce qu'aucun des États partiellement ou tout à fait francophones ne s'inféode aux autres, et les PIB respectifs du Congo-Brazzaville, du Grand Duché du Luxembourg ou du Burundi n'ont pas vocation à fusionner sur l'autel d'une solidarité linguistique. Cela dit, État par État – et sans compter les considérables places économiques française, québécoise ou

luxembourgeoise –, on assistera vraisemblablement à courte ou moyenne échéance à l'émergence de géants, et pas seulement sur le plan minier ou énergétique. Et de fait, plus l'Afrique francophone émerge, plus les investisseurs étrangers devront se mettre à la langue de Molière ; c'est notamment vrai pour des investisseurs en provenance de Chine, des États-Unis et du Golfe arabo-persique.

En outre, si la quantité d'États francophones ne devait guère varier, le nombre de locuteurs, lui, augmentera inexorablement durant les prochaines décennies, passant de 275 millions en 2014 à plus du double dans trente ans. En effet, non seulement la France ne perd pas – contrairement à l'Allemagne, à la Russie et au Japon déjà, à la Chine sans doute bientôt – de citoyens/locuteurs du fait d'une natalité très faible, mais aussi et surtout l'Afrique francophone connaît un bond démographique considérable avec, en prometteuses figures de proue, les deux Congo. De mieux en mieux formés, de plus en plus ouverts à la mondialisation, des entrepreneurs, universitaires, ingénieurs, étudiants, commerçants, indus-

triels ou investisseurs issus des États d'Afrique francophone renforceront le poids et l'influence de la langue française aux quatre horizons, davantage par leurs propres compétences, soifs de réussite, niveaux éducatifs et valorisations du savoir, que par les seules ressources naturelles commercialisables.

Nul doute que dans les années à venir, la francophonie représentera donc une force d'influence sans cesse plus partagée et plus considérable, pourvu qu'elle devienne – en plus d'un formidable instrument diplomatique et économique – un pôle d'attraction humaniste dans ce choc mondial des valeurs dont apparaissent seulement les premières manifestations...

Docteur HDR en géopolitique de l'université Paris-VIII, maître de conférences à Sciences-Po Paris, vient de publier *Géopolitique du Printemps arabe* (PUF, 2014). Chevalier de l'Ordre national du Mérite, il est en outre professeur invité en géopolitique de l'Université Omar Bongo de Libreville

# Entreprendre dans les technologies pour préparer le monde de demain

Par Véronique Mankou

Véronique Mankou, âgé de 28 ans, est le président-directeur général de VMK, une entreprise congolaise créée il y a cinq ans, connue pour avoir mis sur le marché la première tablette tactile conçue en Afrique en 2011. Véronique Mankou a été classé en 2013 par le magazine Forbes parmi les trente meilleurs entrepreneurs de moins de trente ans en Afrique, puis en 2014 parmi les vingt bâtisseurs de l'Afrique de demain

Alors que l'OIF se prépare à élire à Dakar son nouveau président, Véronique Makou livre aux *Dépêches de Brazzaville* ses réflexions sur les mutations en cours dans le monde avec un vœu : faire du continent africain une terre de technologies. Témoignage

Après un court séjour aux États-Unis, j'ai été invité à intervenir devant divers auditoires à Bruxelles, Lille et Paris avant de regagner Brazzaville. L'intérêt des rencontres que j'ai vécues et des débats auxquels j'ai participé, avec des personnalités des cinq continents, pourrait tenir en une formule : entreprendre pour préparer le monde de demain. Alors que l'OIF se rassemble à Dakar, c'est un dessein que l'organisation devrait s'assigner comme priorité. L'Afrique bouge, et nous pouvons si nous nous en donnons les moyens faire que notre continent soit au rendez-vous de l'émergence. Cela implique la mobilisation de toute la société et non de s'en remettre uniquement à l'État. Le secteur privé a un rôle prédominant à jouer dans le développement. Il est seul créateur de richesses et d'emplois. Entre 2000 et 2050, la population va passer de 6 à 9,5 milliards d'êtres humains ; et le PIB va quadrupler, soutenu par la croissance des pays

émergents. Cette augmentation de la population ne doit pas être source de déséquilibres mais considérée comme une opportunité. Nos ressources naturelles ne sont pas illimitées, et un jour se posera la question : que faire après ? L'une des réponses est d'investir dans les nouvelles technologies.

La révolution internet et le développement du numérique ont entraîné de profonds bouleversements. À l'avenir, d'autres mutations vont intervenir qui vont se traduire tant en termes de produits, d'applications et de services. Ce défi du numérique et des technologies ouvre l'ère de la nouvelle économie, et nous en voyons déjà les prémices. Il concerne tout le monde, la société civile (citoyens et entrepreneurs) comme les États.

Faire de notre continent africain une terre de technologies impose de relever un autre défi, celui de l'éducation. Éduquer, former sont les seuls

moyens de permettre à certains de nos concitoyens, en particulier les jeunes, d'être en capacité d'entreprendre. C'est aussi la seule possibilité de créer des emplois et de réduire les inégalités. Au-delà, il nous faudra organiser la formation tout au long de la vie pour permettre de répondre au mieux à l'évolution des qualifications et des compétences qu'exigent les progrès technologiques et les mutations à venir.

Ces opportunités offertes à de jeunes entrepreneurs existent. C'est le sens et la vocation du Bantuhub, un espace de co-working et d'émulation que j'ai créé à Brazzaville et qui devrait faciliter l'émergence de start-up au Congo. Dans le numérique et les nouvelles technologies, si une personne est passionnée et qu'elle possède des connaissances le champ de tous les possibles lui est ouvert. À elle alors d'entreprendre,



de créer son entreprise et de construire l'économie de demain.

En l'Europe de l'Est, on dénombre 135 000 entreprises privées, 230 000 en Asie du Sud-Est, et seulement 26 300 en Afrique. Nous avons l'ardente obligation de relever le défi de l'entrepreneuriat, et comme le dit un ancien proverbe chinois : « *Ceux qui pensent que l'on ne peut pas y arriver devraient s'ôter du chemin de ceux qui le croient !* »

## Le dynamisme économique de l'Afrique est du côté de ses pays anglophones

À ce jour, la croissance africaine est plutôt tirée par les économies des États anglophones, le Nigeria et l'Afrique du Sud. Un dynamisme économique qui tarde à trouver ancrage en Afrique francophone

L'Afrique francophone tarde à se faire un label économique. La vingtaine de pays ayant l'anglais en partage en Afrique constitue le moteur de l'économie subsaharienne. Exception faite, avec prudence, de la Côte d'Ivoire et de certains pays francophones d'Afrique centrale comme le Congo, le Cameroun ou le Gabon, tous les autres connaissent des économies faibles par rapport aux pays anglophones, plus dynamiques économiquement. Le top-5 africain du World Economic Forum est dominé par les pays d'Afrique anglophones, à savoir l'île Maurice, l'Afrique du Sud, le Rwanda, le Botswana. Sur le plan commercial également, la part des pays anglophones dépasse largement celle des économies francophones. À eux seuls, le Nigeria et l'Afrique du Sud représentent plus d'un quart d'entre eux. S'ajoute un nouveau venu le Ghana, qui affiche des indicateurs économiques encourageants et compte damer le pion à ses voisins francophones – si ce n'est déjà fait –, la Côte d'Ivoire et le Sénégal. L'explication donnée par les experts des questions africaines concerne un « *héritage colonial qui continue de déterminer les destinées des États africains* ». Et faire des affaires dans ces pays nécessite une adaptation à la culture des affaires locale, mais aussi aux institutions, et aux contraintes propres à chaque secteur et à chaque pays. Selon le PDG d'Afrique Challenge, Alioune Gueye, « *les pays anglophones ont hérité le pragmatisme du système anglo-saxon, et ceux des pays francophones d'une formation orientée vers la profession de juristes et littéraires, alors que chez les voisins de culture anglo-saxonne on retrouve une formation plus concrète : scientifiques, ingénieurs, etc.* » Ce qui n'est plus vrai aujourd'hui.

Un autre facteur évoqué est le processus de peuplement de certains pays majoritairement anglophones, en Afrique de l'Est notamment. Pour les experts, il s'agit là, le plus souvent, d'une population ayant des origines indiennes, donc de la même famille que certaines populations asiatiques. Cette proximité culturelle aurait favorisé les échanges entre ces deux zones géographiques. À cela s'ajoute l'avantage de

communiquer dans la même langue internationale la plus parlée au monde, l'anglais. Or du côté francophone, on remarquera que les Français et les Canadiens, qui ont une proximité culturelle et la langue française en partage avec l'Afrique, même installés durablement sur le continent, refusent de prendre la nationalité et de s'impliquer politiquement dans le pays d'accueil, ce qui serait un apport utile et favorable au vivre ensemble, se considérant toujours comme des étrangers.

Il apparaît donc que l'espace francophone est plus complexe et plus diversifié que l'espace Commonwealth, un lieu d'identité multiple qui a besoin d'un renforcement de connivence, et le français « *une langue de copropriété* » disait le président français François Mitterrand, une « *langue de non-alignement* » disait de son côté l'ancien secrétaire général de l'OIF Boutros Boutros Ghali. Mais cet espace a besoin de réajustement pour s'intégrer mieux au dialogue fécond entre le Nord et le Sud, deux mondes appelés à cohabiter durablement au nom de la solidarité internationale et du développement économique.

N.N.

Les locomotives économiques sous-régionales telles que la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, le Sénégal ou le Cameroun offrent des perspectives certaines à la langue française

## Dakar accueille le premier Forum économique de la Francophonie chargé de créer une Union économique francophone

Dans la foulée du XV<sup>e</sup> sommet de la Francophonie de Dakar les 29 et 30 novembre, le Sénégal organise le premier forum économique de la Francophonie les 1<sup>er</sup> et 2 décembre en présence du président Macky Sall, du vice-président pour la région Afrique de la Banque mondiale, Makhtar Diop, du président de Planet Finance, Jacques Attali, de l'ancien ministre français de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Thierry Breton, PDG d'Atos, et du directeur Afrique d'Islamic Development Bank

L'objectif annoncé est de dynamiser une action collective autour du potentiel économique que représente la Francophonie, riche de 720 millions d'habitants et de 7,2 milliards de dollars de PIB pour un ensemble de 57 États membres disséminés sur les cinq continents.

De nombreuses initiatives et mesures sont nécessaires pour dynamiser ce potentiel et en faire un réel moteur de croissance durable. La première est la mobilisation de l'ensemble des acteurs francophones appelés à définir le type de Francophonie économique souhaitée ainsi que les objectifs à mettre en œuvre. Puis viennent les investissements infrastructurels à réaliser, notamment dans le secteur de la santé, en se servant du numérique et des médias francophones comme des leviers. Il convient également de définir les mesures juridiques pouvant faciliter les échanges de biens et de capitaux au sein de l'espace commun et de favoriser les partenariats public-privé au service des économies des États membres. L'une des réussites du premier forum sera de parvenir à faire émerger des partenariats puissants au sein de l'espace francophone dans des secteurs productifs et prioritaires, générateurs d'emplois et de développement humain, et d'accroître la visibilité des États membres de la Francophonie en s'appuyant sur les atouts, les opportunités et les potentialités d'investissements. Il sera question aussi pour les participants de faire le point sur les nouveaux projets et programmes économiques dans leurs pays respectifs, sur l'état d'avancement des programmes de développement et sur les initiatives entrepreneuriales créatrices d'emploi. Partenaire du forum, Richard Attias a reconnu que de nom-

breux marchés économiques créés ces dernières années sur une logique régionale n'ont pas enregistré le succès attendu. Il pense qu'« *une culture et une langue communes pourraient apporter une dimension nouvelle à une solidarité et à un partenariat économique effectifs. Ce premier forum a pour ambition d'exposer les bases de ce concept.* » Avec ses 274 millions de locuteurs ayant en partage le français, l'espace francophone peut devenir une zone économique de poids sur le plan international. Dans un premier temps, il faudra procéder à l'état des lieux de la situation économique et souligner les enjeux et perspectives de développement qui passent par un renforcement des liens entre les États membres. L'idée n'est pas nouvelle de mettre en place un institut économique de la Francophonie chargé de la collecte, de l'homogénéisation de l'information économique francophone et de la coordination des actions de soutien et d'influence. Mais sa faisabilité rencontre des obstacles que le premier forum permettra peut-être de lever, notamment la définition des pouvoirs formels. Sans quoi la construction d'une véritable Union économique francophone ne sera pas possible à l'aube de l'inversion des équilibres économiques, où les États africains connaissent une croissance soutenue (6% en moyenne), et où la France, par exemple, est plongée dans une crise économique et financière aiguë. En effet, si les connaissances et le savoir faire technologique sont beaucoup plus au Nord ; les richesses, notamment les matières premières essentielles au développement des pays industrialisés et désormais la croissance, sont plutôt au Sud.

N.N.

# Pour Henri Lopes, le français est devenu une langue africaine

**Henri Lopes, est la plus grande plume vivante d'Afrique centrale et l'une des plus grandes de l'espace francophone. Grand défenseur de la langue française, il est l'auteur de huit romans et d'une nouvelle**

Diplomate, Henri Lopes est le doyen des ambassadeurs à Paris. Auparavant, il a été Premier ministre (1975-1975) et plusieurs fois ministres, sous-directeur général adjoint de l'Unesco (1982-1998). Également grand homme de lettre, Henri Lopes est lauréat du Grand Prix de la littérature d'Afrique noire pour son recueil de nouvelles, *Tribaliques* (1972), Grand Prix de la Francophonie (1993), prix littéraire de la Porte-Dorée pour son roman, *Une enfant de Poto-Poto* (2012). Président d'honneur de Livres et Auteur du Bassin du Congo et directeur général de la revue *Géopolitique africaine*, détenteur de plusieurs prix littéraires, Henri Lopes appelle à entretenir la francophonie dans ses soubassements, et affirme que si le français veut conserver son statut de langue internationale, il doit s'adosser aux pays de la francophonie dont la plupart sont sur le continent africain.

Henri Lopes considère le français comme une langue africaine, un francophone sur deux étant aujourd'hui africain. « *Le français est devenu notre trésor, plus que celui des Français* », rappelle l'ambassadeur. Pour lui, tout retour en arrière est impossible, la francophonie s'enrichissant du métissage. A travers l'histoire de la francophonie, ce congolais des deux rives, né à Kinshasa, formé entre Brazzaville, Bangui, Paris et Nantes, dit retrouver l'histoire de son peuple, sa propre histoire. Pour que la Francophonie soit à la hauteur des défis mondiaux, Henri Lopes invite ses défenseurs à se défaire d'une certaine forme d'arrogance qui trouble selon lui leur message, à



démontrer que celle-ci ne se résume pas à l'anti-anglophonie. En ce sens, il est convaincu que les Africains ont leur rôle à jouer, sachant qu'ils apportent un souffle nouveau qui « *fait pousser de nouvelles fleurs dans le jardin francophone* ». Pour ce diplomate chevronné, rompu aux arcanes de la diplomatie multilatérale, aucune langue ne porte en elle des valeurs démocratiques, celles-ci étant plutôt l'apanage des cultures et des civilisations. Pour Henri Lopes, favorable à « *un visa*

*francophone, un laissez-passer francophone* », la dimension francophone est à intégrer dans les politiques d'immigration. L'homme de lettre, ardent promoteur de la langue de Molière, est pour la vitalité de la langue française et souhaite qu'il y ait des exigences vis-à-vis des pays qui veulent intégrer l'organisation, la francophonie n'étant pas « *un club, mais une famille* », ce qui répond naturellement à « *plus de devoirs que de droits, comme cela se passe dans la famille africaine* ».

Par expérience, et en fin diplomate, Henri Lopes s'est retenu de battre campagne, au contraire d'autres candidats, pour le poste de Secrétaire général de la Francophonie, car « *ce sont les chefs d'État qui décident à la fois de la personne et de la feuille de route à appliquer* ». Pour lui, la priorité sera de poursuivre l'œuvre d'Abdou Diouf.

N.N.

## Inauguration du Centre international des conférences de Diamniadio

Le président sénégalais, Macky Sall, a inauguré le 23 octobre le Centre international des conférences de Diamniadio (30 km de Dakar) qui va abriter le XV<sup>e</sup> sommet de la Francophonie, où sont attendus 77 chefs d'État, 102 délégations, 3 500 participants dont 700 journalistes. Dakar abrite pour la deuxième fois un sommet de la Francophonie, après celui de 1989.

## Le comité scientifique préparatoire revisite le parcours de la Francophonie

Présidé par El Hadj Hamidou Kassé, le comité scientifique préparatoire du XV<sup>e</sup> sommet de la Francophonie a revisité le parcours de la Francophonie institutionnelle de ses origines à nos jours à Dakar, au cours d'un colloque préparatoire organisé dans la capitale sénégalaise du 29 au 31 octobre. Le comité a planché sur les défis actuels et futurs de la Francophonie pour enrichir la Déclaration de Dakar et ses résolutions



Le comité scientifique préparatoire du XV<sup>e</sup> sommet de la Francophonie a souligné le rôle déterminant qu'a joué le Secrétaire général sortant, Abdou Diouf, pour la visibilité, la crédibilité et la notoriété de la Francophonie, tout en jetant « *les jalons d'un futur possible de la Francophonie à l'aune des évolutions significatives de notre époque* », notamment les grandes inflexions de la communauté internationale comme le passage aux Objectifs de développement durable.

Le comité scientifique a insisté sur la place de plus en plus importante que doivent prendre les femmes et les jeunes ainsi que l'Afrique « *pour la pérennisation du projet francophone* », dont le XV<sup>e</sup> sommet constituera un tournant. Il a été rappelé l'importance de la responsabilité du Sénégal. « *En revisitant l'histoire et les grandes mutations de la Francophonie dans tous les domaines, cette rencontre [de Dakar] vise à cerner et à approfondir les données du présent de la Francophonie d'une part, à interroger ses orientations futures d'autre part* », indique le communiqué du comité scientifique. En effet, « *il s'agira de mesurer la portée et l'influence du message et de l'action de la Francophonie sur la communauté francophone et internationale depuis les origines aux fins de dessiner de manière prospective la Francophonie de demain* », explique le communiqué.

Les membres du comité ont axé leurs réflexions autour de trois points centraux : l'inspiration et la vision des pères fondateurs, dont il s'est agi d'analyser la signification et l'actualité (langue, culture, universalité) ; la réforme de la charte de l'organisation et l'apport du magistère d'Abdou Diouf (contexte et défis, réalisations et impacts, ambitions de la Francophonie et perspectives) ; les chantiers du futur à l'issue du XV<sup>e</sup> Sommet et prospective, à savoir le renforcement et la consolidation des acquis, la place et rôle des femmes et des jeunes, les enjeux et défis géopolitiques, les nouvelles solidarités francophones, les nouveaux enjeux économiques, techniques et scientifiques, et enfin la place et le rôle du numérique. Les débats ont été organisés autour de cinq sous-thèmes : la Francophonie des pères fondateurs ; Francophonie, diversité culturelle, linguistique et éducation ; Francophonie, démocratie, droits de l'Homme, paix et relations internationales ; mondialisation et développement durable, le tournant de Dakar ; la Francophonie de demain, rôle des femmes et des jeunes face au futur.

N.N.

## Le français est devenu notre trésor, plus que celui des français

## Les quatorze sommets de la Francophonie

**Communément appelée sommet de la Francophonie, la conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage est l'instance suprême de la Francophonie. Présidé par le chef de l'État ou de gouvernement du pays hôte, le sommet se réunit tous les deux ans**

Le sommet définit les orientations de la Francophonie de manière à assurer son rayonnement dans le monde dans un cadre stratégique décennal. C'est lui également qui adopte toute résolution jugée nécessaire au bon fonctionnement et à la réalisation de ces objectifs. Celui aussi qui élit le Secrétaire général de la Francophonie.

Depuis 1986, quatorze sommets de la Francophonie se sont réunis

1986 : I<sup>er</sup> sommet à Versailles (France)

1987 : II<sup>e</sup> sommet à Québec (Canada-Québec)

1989 : III<sup>e</sup> sommet à Dakar (Sénégal)

1991 : IV<sup>e</sup> sommet à Paris (France), initialement prévu à Kinshasa (RD-Congo)

1993 : V<sup>e</sup> sommet à Grand-Baie (Maurice)

1995 : VI<sup>e</sup> sommet à Cotonou (Bénin)

1997 : VII<sup>e</sup> sommet à Hanoi (Vietnam)

1999 : VIII<sup>e</sup> sommet à Moncton (Canada-Nouveau Brunswick)

2002 : IX<sup>e</sup> sommet à Beyrouth (Liban)

2004 : X<sup>e</sup> sommet à Ouagadougou (Burkina Faso)

2006 : XI<sup>e</sup> sommet à Bucarest (Roumanie),

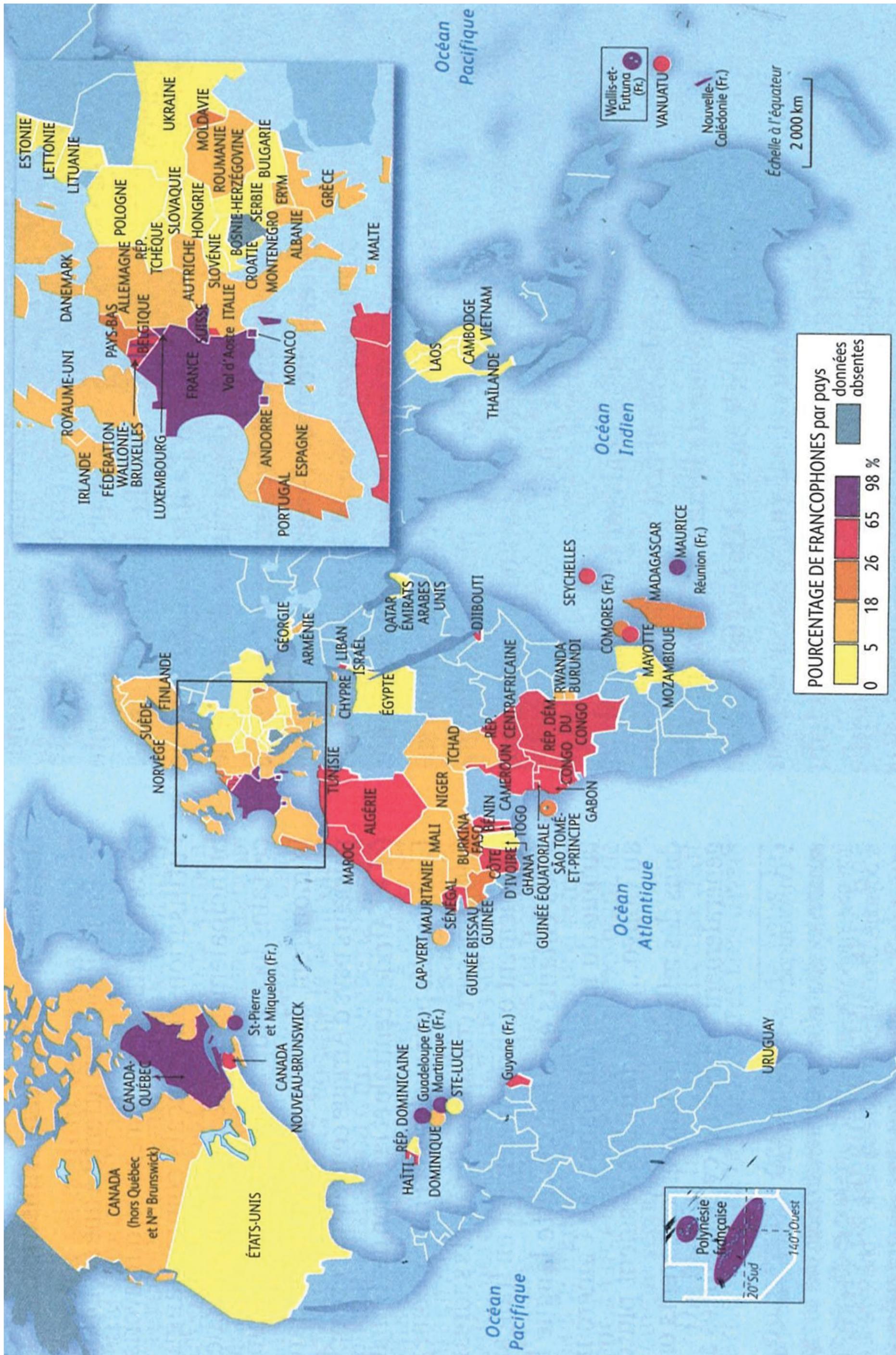
2008 : XII<sup>e</sup> sommet à Québec (Canada-Québec).

2010 : XIII<sup>e</sup> sommet à Montreux (Suisse)

2012 : XIV<sup>e</sup> sommet à Kinshasa (RD-Congo)

2014 : Le XV<sup>e</sup> sommet se tiendra du 29 au 30 novembre

2014 à Dakar (Sénégal)



**LA FRANCOPHONIE : UN ENJEU STRATÉGIQUE****Les candidats au poste de Secrétaire général de l'OIF (29-30 novembre 2014)**

Le Congolais Henri Lopes actuel ambassadeur du Congo à Paris, doyen des ambassadeurs ; le Burundais Pierre Buyoya, ancien président, ancien haut représentant de l'Union africaine ; la Canadienne Michaëlle Jean, ancienne gouverneure du Québec ; le Mauricien Jean-Claude de l'Estrac, actuel secrétaire général de la Commission de l'océan Indien.

**Jean-Claude d'Estrac, plaide pour une Francophonie ouverte sur la diversité**

Le mauricien, candidat au Secrétariat général de l'OIF, présente douze propositions qui répondent aux grands enjeux culturels, démocratiques et économiques. Pour le prétendant à la succession d'Abdou Diouf : *« la Francophonie, je ne la vois pas seulement comme un héritage du passé, mais avant tout comme un projet d'avenir. »*

**Michaëlle Jean présente sa vision de la Francophonie**

*« Notre monde fait face à de nombreux défis, que ce soit en matière de sécurité, de stabilité, de développement, d'éducation ou encore de santé, comme l'épidémie du virus Ebola nous le rappelle. La solidarité et la coopération entre les pays de la Francophonie peuvent apporter des pistes de solutions concrètes à ces défis. Ensemble, nous pouvons montrer ce qu'il est possible d'accomplir lorsque toutes les volontés sont rassemblées. »* En tournée sur le continent africain dans le cadre de sa campagne pour le Secrétariat général de l'OIF, ses rencontres ont permis à la canadienne de partager sa vision pour la Francophonie du XXI<sup>e</sup> siècle et d'entendre les priorités et les attentes de divers pays membres de l'OIF. Elle estime qu'il est important de prendre en compte leur vision de l'espace francophone de demain.

**Pierre Buyoya sollicite Joseph Kabila pour sa candidature**

Candidat à l'élection au Secrétariat général de la Francophonie, Pierre Buyoya a sollicité le soutien du président de la RD-Congo, Joseph Kabila. *« Je suis venu expliquer au président Kabila pourquoi je suis candidat, quelle est ma vision et quelles sont mes propositions »,* a-t-il déclaré à Kinshasa. Pierre Buyoya veut apporter à la Francophonie son « expérience d'homme d'État à la tête du Burundi durant deux mandats ainsi que son expérience diplomatique comme médiateur », se définissant comme *« un réformateur, un militant de la démocratie et de la paix »*.

**France-Afrique**

L'ancien ministre de la Culture de François Mitterrand, Jack Lang, actuellement président de l'Institut du monde arabe, se positionne pour le fauteuil d'administrateur de l'OIF en remplacement du Canadien Jean Duhaime en cas d'élection de Michaëlle Jean au Secrétariat général de l'organisation.

**Le rôle du Secrétaire général de la Francophonie**

Le Secrétaire général dirige et représente légalement l'OIF, conduit son action politique, sa coopération multilatérale francophone, assure le lien direct entre les instances et le dispositif opérationnel de la Francophonie, est responsable du secrétariat des instances de la Francophonie, préside le conseil permanent et siège de droit à la conférence ministérielle. Il est élu pour quatre ans, renouvelables, par les chefs d'État de l'organisation

## Les pères fondateurs au risque de l'histoire

L'origine de la Francophonie institutionnelle est de ces coquecigrues de l'histoire qui, pour peu qu'on soit dupe de la réalité de leur réalité, confinent au sourire à défaut d'inspirer mainte alarme. Le présent article se veut d'abord une modeste amorce de démythification...

Né des velléités de quelques chefs d'État africains à rester dans le giron sécurisant de la métropole, c'est en 1970, à Niamey (Niger) que cet instrument de la coopération multilatérale verra le jour. Cette sorte de Commonwealth à la française – que la Communauté de 1958 n'avait pas pu pérenniser de façon formelle – verra sa vocation et ses ambitions premières évoluer sans cesse dans le sens d'un réel dialogue des cultures et un réel partage pour l'instauration progressive de la démocratie (pour tous les États membres), le développement mutuel et la paix.

Ce sont donc Habib Bourguiba de Tunisie, Hamani Diori du Niger et Léopold Sédar Senghor du Sénégal, tous trois pères de l'indépendance de leurs pays respectifs, qui ont joué ce rôle d'adjoints ou d'initiateurs qui fait d'eux les pères fondateurs attirés de l'institution. Africains tous les trois, il arrive aussi qu'on associe à leur action militante celle du Cambodgien Norodom Sihanouk...

La question qui vient tout naturellement à l'esprit est pourquoi et comment des pères de l'indépendance de leur pays ont pu se muer en dupes de bonne foi d'une perpétuation de l'action et la politique coloniales par l'ancienne puissance tutélaire. En réalité, c'est un pragmatisme de réalpolitik et la conviction d'une future évolution favorable aux anciennes colonies qui auront milité en faveur de ce qui apparaît comme une sorte de syndrome de la Barbade (cf. Du bonheur dans l'esclavage de J. Paulhan), avec son risque calculé d'un racisme à rebours, même si l'interprétation devait s'appuyer sur une sorte de psychanalyse des peuples. Pourtant, l'attachement à la langue comme instrument de décolonisation et d'émancipation vers l'État-nation, si elle ne convainc pas, reste la meilleure explication de ce désir de coopération avec la métropole qui aura eu ses inconvénients idéologiques, certes, mais qui, tout bien pesé, s'avère, aujourd'hui, avoir porté les fruits escomptés par lesdits pères fondateurs au-delà même de toute espérance objective. Pour la plupart des pays africains subsahariens,

en effet, la langue française, perçue comme le meilleur dénominateur commun de nations pluriethniques, aura été le véritable ciment de l'unité nationale et de l'intégration dans le concert des États-nations que les pères fondateurs avaient eu raison d'escompter obtenir.

Mais ce pari insensé, on le doit surtout au président sénégalais. Immense poète et éminent critique littéraire, on lui doit également, avec la négritude, la conceptualisation du mouvement culturel ayant probablement le plus contribué à la décolonisation des esprits en Afrique et dans les diasporas noires au-delà du continent. Sur ce plan purement culturel et notamment littéraire, son nom est associé à celui de Césaire. Or, c'est encore Senghor qui, père de l'indépendance de son pays et premier président du Sénégal, a théorisé autour de l'idée francophone, en a tracé les contours et prophétisé l'efficacité. En partant notamment de cette francophonie littéraire à laquelle aucun écrivain n'eût pu rester insensible. Le miracle de la francophonie, c'est avant tout ce regard narcissique de l'écrivain se découvrant une identité particulière au miroir de la langue française, comme s'il était façonné par elle, comme s'il ne devait vivre qu'à travers elle. Or, ce sentiment s'est amplifié et a pris des dimensions encore plus importantes à partir du moment où les territoires de l'imaginaire en littérature permettaient également de sortir du ghetto où l'infamante condition d'ancien colonisé avait contribué à enfermer la plupart de nos écrivains. Senghor, quant à lui, ira jusqu'aux sources de la langue avec sa Défense et illustration... (Du Bellay) encore actuelle, valorisant au besoin le discours de Rivarol sur son universalité. C'est donc ce Senghor-là qui doit être avant tout saisi, pénétré dans sa pensée, pour comprendre ce que Jean-Michel Djian a pu déceler comme étant la « *genèse d'un imaginaire francophone* » et qui doit être mis à son actif, tel qu'en lui-même, intuitu personae.

R. S. Tchimanga

« La langue française est un trait d'union pour les francophones. Encore faut-il qu'elle bénéficie d'un enseignement adapté »

Par Anne-Marie Cordelle

Le Cercle Richelieu-Senghor de Paris regroupe des personnes et des organismes qui s'intéressent aux problèmes de société sous l'angle de la francophonie et du dialogue des cultures. Diplomates, hauts fonctionnaires, universitaires, professions libérales, journalistes, hommes d'affaires, écrivains et artistes, représentants d'institutions et d'associations travaillant sur ces sujets se retrouvent pour de fructueux échanges à l'occasion de réunions mensuelles.



**Les Dépêches de Brazzaville : En quelques mots, qu'est-ce que le Cercle Richelieu-Senghor ?**

**Anne-Marie Cordelle :** Le Cercle Richelieu-Senghor de Paris est un cercle culturel, un laboratoire d'idées qui milite pour le rayonnement francophone. Il constitue un relais d'actions, d'expertise et un espace de concertation dans la diffusion des valeurs francophones, en complémentarité d'autres organisations. Le Cercle Senghor est un collecteur d'informations et un moteur d'anticipation qui interpelle sur les attentes des francophones.

**Quelles sont les actions du Cercle en direction des jeunes ?**

La jeunesse joue un rôle crucial dans l'espace francophone. Nous y attachons une grande importance. En 1999, nous avons organisé un colloque sur Francophonie et Jeunesse, suivi d'un second en 2013 à Paris sur le thème « En quoi la langue française est-elle un atout pour les jeunes ? ». Des jeunes de plusieurs pays (Kazakhstan, Liban, Sénégal, Chine et Bulgarie) ont expliqué pourquoi parler, étudier et travailler en français est important pour eux. Les échanges d'expériences, nos publications et les recommandations que nous formu-

lons renforcent la mission de plaider de la Francophonie.

**Quelle place occupera l'Afrique, selon vous, au sein de la Francophonie ?**

L'Afrique y joue un rôle grandissant. Du fait de son accroissement démographique, ce continent deviendra le centre du français à deux conditions : l'existence d'une volonté politique d'enseigner le français ; l'appropriation par les jeunes d'un bagage de connaissances leur permettant une insertion professionnelle particulièrement dans le secteur des entreprises. La formation est l'un des défis actuels, essentiels et durables pour l'avenir de l'Afrique et plus largement des pays francophones. Certaines universités africaines manquent de moyens, d'infrastructures et de ressources financières pour dispenser un enseignement approprié à la réussite des étudiants et répondre seules aux besoins actuels du continent en termes d'innovation ou de compétitivité. L'université Senghor d'Alexandrie réalise cet ajustement de l'offre de formation notamment en matière de gouvernance, de patrimoine culturel, d'économie. La Fondation franco-africaine et le Conseil des investisseurs en Afrique, avec leur Programme RH-Excellence Afrique, procèdent du même esprit.

~~~~~  
**Anne-Marie Cordelle, diplômée de l'université Panthéon-Assas Paris-II, titulaire du Capa du Barreau de Paris, formation Intelligence économique IHEDN 2014, est présidente du Cercle Richelieu-Senghor depuis 2011 et chargée des relations extérieures avec l'Afrique et les pays francophones au Conseil supérieur du notariat. Elle est également membre cooptée en 2013 de l'université Senghor d'Alexandrie, un des opérateurs directs de l'OIF.**  
 ~~~~~

## REPÈRES

# Les pères fondateurs de la francophonie

### 1. Léopold Sédar Senghor, premier président du Sénégal (1906-2001)

Ami d'Aimé Césaire, agrégé de grammaire, ministre conseiller au début de la Ve République, académicien, il quitte le pouvoir volontairement en 1980. Il pense que l'édification d'un « *Commonwealth à la française* » permettra d'éviter l'émiettement qui guette l'Afrique francophone nouvellement indépendante et de ménager des liens privilégiés avec l'ancienne métropole. Il expose son projet de « *communauté francophone* » en juin 1966, lors du sommet de l'Organisation commune africaine et malgache à Tananarive (Madagascar) devant les chefs d'État africains. Quelques propos célèbres : « *Dans les décombres du colonialisme, nous avons trouvé cet outil merveilleux, la langue française !* » « *La Francophonie, c'est cet humanisme intégral qui se tisse autour de la Terre, cette symbiose des énergies dormantes de tous les continents, de toutes les races, qui se réveillent à leur chaleur complémentaire...* »

### 2. Habib Bourguiba, président de la Tunisie (1903-2000)

Après des études de droit et de sciences politiques, devenu avocat, il fonde le parti Néo Destour en 1934 et devient le président de la Tunisie en novembre 1957 après l'abolition de la monarchie. Il instaure la laïcisation de l'État, réforme le statut des femmes, interdit la polygamie et autorise le

divorce et l'avortement. Il a notamment déclaré : « *La langue française et la Francophonie concourent à édifier une Tunisie moderne et ouverte.* »

### 3. Hamani Diori, premier président du Niger (1906-1989)

Député à l'Assemblée nationale française en 1946, vice-président en 1957, il fonde le Parti progressiste nigérien et est à l'origine du Rassemblement démocratique africain avec le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny. Il devient le premier président du Niger en novembre 1960.

### 4. Norodom Sihanouk, roi du Cambodge (1922-2012)

Il a toujours clamé haut et fort son attachement à la francophonie, qu'il a utilisée comme « *arme* » de libération de son pays.

**Hommage d'Abdou Diouf aux anciens Secrétaires généraux de l'Agence de coopération culturelle et technique et de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie (Paris, 26 juin 2014) Français Owono-Nguéma, Jean-Marc Léger Roger Dehaybe, Dan Dicko Dankoulodo, Paul Okoumba d'Okwatsegue : « Il n'y a pas d'avenir possible sans passé assumé... [et] faire sienne l'idée que l'accomplissement d'un grand dessein est toujours une œuvre collective ».**

## Histoire de l'OIF

Sous l'impulsion des présidents Léopold Sédar Senghor (Sénégal), Hamani Diori (Niger), Habib Bourguiba (Tunisie) et du prince Norodom Sihanouk (Cambodge), 21 pays signent, le 20 mars 1970 à Niamey (Niger), le traité instituant l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), une institution fondée autour du partage d'une langue commune, le français, « *chargée de promouvoir et de diffuser les cultures de ses membres et d'intensifier la coopération culturelle et technique entre eux* ». L'ACCT est devenue en 1998 l'Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF), et en 2005 l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). L'OIF compte aujourd'hui 77 États et gouvernements. Elle intervient dans la promotion de la langue française et la diversité culturelle et linguistique, la promotion de la paix, de la démocratie et des droits de l'homme, l'éducation et la formation, le développement durable et la solidarité, la culture numérique, la jeunesse, l'égalité femmes-hommes, etc.

### Les secrétaires généraux de l'OIF

Boutros Boutros Ghali (Égypte) 1998-2002 ; Abdou Diouf (Sénégal) 2002-2006, 2006-2010, 2010-2014.

### Clément Duhaime, administrateur de l'OIF

Il aura été un acteur décisif dans le virage administratif de l'OIF. Un virage exigé par les principaux pays contributeurs, qui ont voulu plus de rigueur et de transparence dans l'utilisation des fonds.

N.N.

# Le hub de Brazzaville en plein envol



PARIS

DUBAÏ

COTONOU

BRAZZAVILLE

DOUALA

POINTE-NOIRE

OLLOMBO

Bientôt

LIBREVILLE

YAOUNDÉ

ABIDJAN

LUANDA

BAMAKO

DAKAR

BANGUI

N'DJAMÉNA



Contact: +242 06 509 0 509

[www.flyecair.com](http://www.flyecair.com) / e-mail: [relationclients@flyecair.com](mailto:relationclients@flyecair.com)



Bienvenue chez vous.

Suivez nous sur  

Désormais, gérez vos réservations en ligne sur notre nouveau site [www.flyecair.com](http://www.flyecair.com)

# L'université Senghor et le développement africain

Par Albert Lourde

**S'il est aujourd'hui une certitude, c'est que l'Afrique incarne pour la Francophonie à la fois son passé, son présent et son avenir. La Francophonie est née en Afrique ; une Francophonie sans l'Afrique, c'est-à-dire privée de sa base, serait sans avenir aucun**

Il est donc naturel que, de longtemps, la Francophonie se soit intéressée particulièrement à l'Afrique, en décidant notamment, lors du sommet de Dakar, en 1989, de créer une université internationale de langue française au service du développement africain qui porterait le nom de Léopold Sédar Senghor, chef d'État sénégalais, immense poète et homme de culture qui, il y a un demi-siècle, a pensé tous les grands thèmes qui sont aujourd'hui discutés et prônés dans le monde francophone : démocratie, État de droit, promotion de la femme, diversité culturelle, dialogue de civilisations.

Le sommet a doté l'université Senghor d'une double nature : université de la francophonie, reconnue d'utilité publique internationale, mais également, aux côtés de l'AUF, de l'AIMF et de TV5 Monde, opérateur direct et reconnu des sommets francophones qui lui ont donné pour objectif de former et de perfectionner – en français et sur place – des cadres de haut niveau capables d'impulser et d'accompagner le développement africain. Il s'agit de constituer, au cœur du développement de l'Afrique, un corps de fonctionnaires et d'experts d'élite, « les hussards noirs », en somme, de la bonne gouvernance africaine. Pour répondre à cette mission, l'université Senghor propose, à Alexandrie, des formations hautement spécialisées qui ne concurrencent pas mais qui complètent les cursus offerts dans les pays par les universités nationales.

Il s'agit d'un master en développement, master professionnel qui se décline en neuf spécialités : gestion du patrimoine culturel, gestion des industries culturelles, communication et médias, gestion de l'environnement, gestion des aires protégées, santé internationale, politiques nutritionnelles, management de projets, gouver-

nance et management public. L'université Senghor forme également à distance les formateurs de directeurs d'établissements scolaires (lycées et collèges) avec son master « gestion des systèmes éducatifs ». Le master en développement fonctionne conformément au système LMD, ce qui favorise et explique sa reconnaissance internationale.

D'autant que l'université Senghor propose un rassemblement performant et souple de compétences, un corps professoral sans équivalent sur le continent. Chaque année une centaine de professeurs, avec des professionnels de très haut niveau venus de l'ensemble des pays francophones, y dispensent des enseignements spécialisés en y faisant partager leur expérience pratique et leur diversité pédagogique. Telles sont les raisons pour lesquelles notre master a suscité, en dépit des difficultés que traverse l'Égypte, plus de 3 000 candidatures provenant d'une quarantaine de pays différents.

Depuis sa création, l'université Senghor a ainsi donné à près de 1 500 cadres africains issus de 37 nationalités différentes non seulement un master reconnu internationalement, mais surtout une conception globale de la bonne gouvernance et du développement durable à travers tous ses aspects : santé, culture, administration, environnement. En réunissant des cadres venus de différents horizons africains, en les faisant vivre et travailler ensemble durant deux années, l'université Senghor favorise l'émergence d'une coopération administrative interafricaine francophone. En proposant des formations sur place, sur le continent africain, l'université Senghor œuvre à endiguer le fléau de la fuite des cerveaux. En offrant des perspectives de stages dans l'ensemble des pays francophones, elle



est ouverte sur la complexité et la diversité du monde.

Le continent africain va connaître dans les prochaines années une révolution démographique qui portera sa population, selon les spécialistes, à deux milliards d'habitants. Les besoins de formation vont dès lors être immenses ; c'est pourquoi l'université de la Francophonie pour l'Afrique aborde naturellement une évolution, une adaptation, rendue indispensable, afin d'apporter, à sa place et selon ses moyens, une réponse efficace à ces nouveaux besoins. Contrainte, lors de chaque campagne de recrutement, à refuser plus de 2 000 candidatures de qualité, Senghor a entrepris de se rapprocher de ces publics qui ne peuvent pas, ou qui ne souhaitent pas pour des raisons diverses, venir en Égypte, en ouvrant des formations tant au Maghreb que dans la partie subsaharienne du continent.

L'université Senghor a dès lors décidé de s'externaliser dans les pays, en ouvrant,

en partenariat avec des établissements nationaux reconnus, des filières spécialisées formant des « campus Senghor » qui ont vocation à accueillir et à former sur place des étudiants de haut niveau, dans une période où les déplacements Sud-Nord sont rendus plus difficiles. Cette formule permet, par sa souplesse, de découpler et d'adapter l'offre de formation à la réalité et aux besoins du terrain sans jamais sacrifier l'exigence d'excellence. Car l'université, dont l'unité est préservée, garde le contrôle total du pilotage, l'entière maîtrise académique, pédagogique, administrative et financière des externalisations dans une construction rationnelle, cohérente et solidement articulée.

Les campus Senghor offrent encore plusieurs atouts majeurs sur la voie de la réussite africaine : d'une part, ils font ponctuellement appel aux ressources professorales et à l'expertise professionnelle locale, assurant ainsi l'entière adéquation des enseignements dispensés aux réalités

nationales et le désenclavement des professeurs africains désormais reliés aux réseaux universitaires de Senghor ; d'autre part, en formant les spécialistes qui font défaut aux universités africaines, ils nourrissent la perspective à terme d'une formation délivrée par les experts du Sud eux-mêmes, ne faisant plus appel que ponctuellement aux expertises du Nord.

Des campus Senghor sont actuellement ouverts en Côte d'Ivoire, au Burkina-Faso, au Maroc, à Djibouti. Des pourparlers sont en cours pour Libreville, Saint-Louis du Sénégal, Djibouti et Tunis. La mise en place d'un espace numérique de travail au sein duquel les professeurs, les étudiants, les personnels des différents campus pourront dialoguer et échanger leur expérience nous permettra de faire de l'université Senghor, à partir des campus situés dans les différents pays, une grande université internationale en réseau, une grande université virtuelle en appartenance partagée par tous les francophones.

**Vice-président du Centre méditerranéen de littérature, membre du jury du Prix Méditerranée, membre de l'Académie des sciences d'outre-mer, professeur à l'université de Perpignan où il a occupé les plus hautes fonctions, directeur de l'Institut français de droit comparé et de droit musulman, le professeur Albert Lourde a consacré sa carrière et ses travaux à l'outre-mer et à la Francophonie. Après avoir exercé de hautes responsabilités au Maroc, en Afrique noire et en Asie du Sud-Est, il dirige aujourd'hui l'université Senghor.**

## Le numérique à l'assaut de la formation à distance des enseignants en Afrique

**La secrétaire d'État chargée du Développement et de la Francophonie, Annick Girardin, a ouvert le 7 octobre à Paris, à l'Assemblée nationale, la conférence intitulée La Francophonie et le numérique. Elle a aussi participé à la table ronde Le Numérique, une opportunité pour diffuser la francophonie dans le monde ?**

L'enseignement numérique connaît une croissance constante, et la langue française doit rester présente par une offre consistante et diversifiée, ont souligné les participants. Le numérique offre donc des possibilités nouvelles en soutien à l'effort de formation en français.

Intitulé « 100 000 professeurs pour l'Afrique », le programme qui a été lancé cette année mise sur la

formation à distance des enseignants et sur leur mise en réseau.

Deux dispositifs novateurs développés par l'Institut français seront présentés à l'occasion du sommet de Dakar de la Francophonie : une banque de données numériques pour la formation au français professionnel et le réseau social sommet de Dakar des professeurs de français, « IF-Profes ».

Plusieurs stratégies ont été mises en place au sein de l'OIF, comme l'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (Ifadem), ou le programme Élan, pour École et langues nationales, avec pour objectif d'améliorer la qualité et l'efficacité de l'enseignement primaire en Afrique. Ces dynamiques restent insuffisantes. Des initiatives d'envergure doivent également être orientées vers la communauté scientifique française qui publie et n'intervient qu'en anglais à cause du manque d'une politique de publication scientifique de notoriété au sein de la communauté francophone.

N. N.

**Jean-Claude d'Estrac, plaide pour une Francophonie ouverte sur la diversité Le mauricien, candidat au Secrétariat général de l'OIF, présente douze propositions qui répondent aux grands enjeux culturels, démocratiques et économiques. Pour le prétendant à la succession d'Abdou Diouf : « la Francophonie, je ne la vois pas seulement comme un héritage du passé, mais avant tout comme un projet d'avenir. »**

### Inauguration du Centre international des conférences de Diamniadio

Le président sénégalais, Macky Sall, a inauguré le 23 octobre le Centre international des conférences de Diamniadio (30 km de Dakar) qui va abriter le XV<sup>e</sup> sommet de la Francophonie, où sont attendus 77 chefs d'État, 102 délégations, 3 500 participants dont 700 journalistes. Dakar abrite pour la deuxième fois un sommet de la Francophonie, après celui de 1989.

### La place du français sur internet

Le français est l'une des langues les plus utilisées sur le web, après l'anglais et le chinois. Troisième langue utilisée dans Amazon, quatrième langue selon le nombre d'internautes, sixième langue selon le nombre de pages, sixième langue utilisée dans YouTube.

N.N.

# Du passeport francophone au pacte de solidarité, un futur partagé

Par Germain-Hervé Mbia-Yebega

La dynamique de l'OIF se situe bien au-delà de ses formes d'institutionnalisation, soumise aux épreuves concrètes du contexte de surdétermination qui est le sien. Les prétentions de l'organisation n'en restent pas moins fondées sur un certain nombre de valeurs humanistes de respect, d'égalité, de dignité et de progrès. La circularité des idées et des personnes en procèdent nécessairement, dans ce vaste ensemble de 77 pays dont la complexité des interactions doit être prise en compte. Dure réalité des relations internationales qu'il faut nous résoudre à transcender dans la perspective d'un pacte de solidarité francophone, premier jalon d'une intégration effective et matérielle des hommes et de leurs projets

## Hypothétique passeport francophone

L'Alliance francophone a animé un atelier le 17 octobre 2014 à Metz en Moselle (lors des Assises internationales du journalisme), intitulé « 800 millions de francophones en 2050, quelle offre éditoriale pour ces futurs publics ? » La question récurrente d'obtention de visas d'entrée en France ne nous a pas permis d'atteindre certains objectifs escomptés, nombre de consulats généraux français dans les pays de résidence

Refuser des visas à des participants africains invités officiellement à des manifestations francophones porte atteinte à la crédibilité du partenariat francophone

des personnalités invitées faisant même valoir des pannes d'imprimantes à visas à titre d'argument explicatif de la non-délivrance des précieux sésames.

Le scandale est à la hauteur des humiliations vécues par nos amis et frères d'Afrique, et nous-mêmes, nous renvoyant aux exigences essentielles du projet communautaire que nous envisageons de bâtir. De quelle communauté parlons-nous lorsque des dispositions restrictives sont conçues et mises en application quotidiennement par les membres d'une même organisation ? Les forteresses qui s'édifient sans cesse sont d'abord celles des manières de penser, puis celles des manières d'agir. Ce qui contrevient fondamentalement à ce qui fait sens premier, cet idéal senghorien de la civilisation de l'universel au cœur des préoccupations ayant porté l'OIF sur les fonts baptismaux.

L'Alliance francophone n'a cessé de faire sienne cette préoccupation de la création d'un passeport francophone, depuis une vingtaine d'années, comme le rappelait son président, Jean Guion, lors de son intervention d'ouverture à



l'atelier de Metz. Sans en minimiser pour autant les lourdeurs, pesanteurs et peurs insidieuses d'une configuration des relations internationales plutôt craintive que volontariste.

## L'institution du pacte de solidarité francophone

Un partenariat se vit donc de l'intérieur. Le refus d'accorder des visas par des pays du Nord à des participants origi-

naires, en premier lieu de pays africains, et invités officiellement à des manifestations francophones porte atteinte à la crédibilité du partenariat francophone. De telles décisions à caractère discriminatoire portent gravement atteinte aux principes de la Francophonie, alors que les partenaires du Sud font preuve sans relâche d'un comportement ouvert et participatif lorsque de telles manifestations sont organisées dans leurs pays. C'est pourquoi l'Alliance francophone propose l'instauration d'un pacte de solidarité qui concerne l'ensemble des acteurs publics et privés de la Francophonie. Ce pacte est destiné à faciliter les déplacements de personnes francophones dans le cadre de manifestations officielles francophones et à l'intérieur de l'espace francophone. Il répondrait ainsi à un souci d'équité s'articulant de la manière suivante : tout participant invité à une manifestation officielle organisée dans un État membre de la Francophonie présente aux autorités compétentes le dossier requis en vue de l'obtention d'un visa. Ce dossier fera l'objet d'un traitement circonstancié

sur la base de la lettre d'invitation et du programme annexé qui précisera le domaine couvert par la Francophonie ; si un nombre conséquent de participants, soit un tiers de l'ensemble des participants invités, n'est pas en mesure de prendre part à la manifestation francophone à la suite de refus de délivrance de visas, les organisateurs seront en droit d'annuler la tenue de la manifestation programmée. Ces deux paragraphes devront figurer dans la lettre d'invitation et également dans tout contrat de partenariat. Cette approche ne peut être menée à bonne fin sans le soutien actif de l'OIF. En effet, la Francophonie est arrivée à un point de non-retour : sa légitimité dépend plus que jamais de l'adhésion de tous les acteurs francophones publics et privés à ses objectifs et à ses valeurs dans le cadre d'un partenariat partagé et équilibré.

Germain-Hervé Mbia-Yebega est politologue, chercheur associé au Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité et à la Fondation Paul-Ango-Ela de géopolitique en Afrique centrale, administrateur de l'Alliance francophone

## Le rapport de Jacques Attali plaide pour une Francophonie économique et met en garde contre la perte d'influence du français

L'ancien conseiller spécial du président français François Mitterrand, Jacques Attali, président de Planet Finance, a remis en août dernier un rapport sur les opportunités économiques de la Francophonie intitulé « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable »

Jacques Attali a souligné l'opportunité économique majeure que cette francophonie et cette francophilie constituent pour la France et ses partenaires dans un monde concurrentiel. Pour le rapporteur l'organisation de solidarités linguistiques s'impose afin d'en tirer profit. En effet, la langue, socle en partage entre les pays de l'espace francophone, peut permettre d'accroître les échanges de biens et de services.

### Les enjeux multiformes

En 2009, le PIB de l'espace francophone s'élevait à 8,4% du PIB mondial

Les enjeux sont immenses. Sixième espace géopolitique par sa population, l'ensemble des pays francophones représente 16% du PIB mondial, un taux de croissance de 7%. En 2050, l'ensemble des personnes parlant le français dans le monde pourrait s'élever à près de 770 millions d'individus. Ce qui pourrait constituer pour la France « une croissance considérable », selon Jacques Attali. Tout doit donc être mis en œuvre pour renforcer cette communauté et rendre cette croissance mutuellement bénéfique. Il faut agir vite et faire de ce scénario une réalité, souhaite-t-il, grâce au développement de l'enseignement du français partout dans le monde, et à l'extension de la culture francophone.

### Les propositions pour faire de l'espace francophone un atout économique

Jacques Attali appelle à encourager la croissance dans les secteurs clés et liste 53 propositions pour faire l'appartenance à cet espace un atout économique pour le XXI<sup>e</sup> siècle dont les grands axes sont le développement de l'enseignement du français par la création d'un groupe privé d'écoles françaises ; attirer les populations qui ne

Le partage d'une langue commune stimule les flux commerciaux d'environ 33%

parlent pas le français à partir de la musique et du cinéma français par la création d'un netflix francophone ; organiser une offre de cours en ligne francophone interactifs et diplômants ; renforcer les mobilités d'étudiants et de chercheurs, d'entrepreneurs ; organiser un réseau d'influences francophones ; encourager la croissance de

secteurs clés comme le tourisme, le numérique, la santé ou l'électricité.

L'objectif ultime étant de « créer une union francophone que l'Union européenne qui donnera à la France un levier d'influence et aux pays francophones un moyen d'agir tout à fait considérable ». L'auteur du rapport invite à imaginer « une union francophone aussi intégrée que l'Union européenne », qui deviendrait à ses yeux « un acteur politique et économique essentiel dans le monde ».

### Les conséquences de la perte de pouvoir de la langue française pour la France

Jacques Attali met en garde contre le chômage qu'engendrerait en France une perte de pouvoir de la langue française dans le monde. Il dégage un autre scénario noir qui serait dû à une baisse de la population « francophilophone » sous la pression de la concurrence des autres grandes langues internationales et face aux difficultés de certains pays de la communauté notamment du Sud à assurer l'accès à l'éducation de leurs populations en situation d'explosion démographique.

Les conséquences seraient d'une

grande ampleur pour l'économie française : une perte de parts de marchés pour ses entreprises, l'effondrement du droit continental au profit du droit anglo-saxon des affaires, la perte d'attractivité pour les universités, la culture et les produits français. Ce qui entraînerait la destruction, selon lui, de 120 000 emplois en France dès 2020.

N.N.

Le français est la troisième langue des affaires dans le monde

# Des structures pour favoriser l'insertion professionnelle des femmes

Par Dr Théodora Mière

**Lorsque je séjourne au Congo, j'apprécie de me rendre sur les marchés pour faire mes courses. J'observe souvent de nombreuses femmes qui vendent des denrées alimentaires et des biens de première nécessité. C'est ainsi que je découvre, Agathe, mère de famille qui se lève à cinq heures du matin pour acheter des bananes qu'elle vendra sur le marché, Martine qui fait de l'agriculture pour vendre des maniocs, souvent sans aide de l'État et sans formation professionnelle**

Ces femmes sont aussi des chefs de famille, veuves, divorcées, assumant seules l'éducation de leurs enfants, dans un contexte socioéconomique difficile (chômage, précarité), avec au quotidien des problèmes d'eau, d'électricité et l'absence de protection sociale. Leur contribution au secteur informel est très importante, et les femmes ont mis en place des systèmes d'auto-organisation pour pouvoir s'en sortir. Dans les grandes villes africaines, on observe une modernisation de la société de façon inéquitable, le fossé se creuse entre de nouveaux riches et des familles vivant encore d'une manière très traditionnelle, et les femmes en sont les principales victimes dans la mesure où les plus jeunes sont, parfois, obligées d'arrêter leur scolarité et se retrouvent responsables de frères et sœurs avec la tentation de se trouver un mari pour pouvoir subvenir aux charges familiales. À cela on peut ajouter des grossesses précoces dues à un manque d'accès à la contraception et les risques de MST.

Des efforts considérables doivent être effectués pour l'encadrement des plus démunis : une aide à la professionnalisation, des structures d'accompagnement avec des permanences sur les lieux de vie et d'activités, une protection sociale (allocations familiales, pension de retraite, accès aux soins, etc.). Il est nécessaire d'instituer une véritable politique sociale d'encadrement de ces familles monoparentales, où l'on trouve trop souvent des cas d'échecs scolaires. Certaines jeunes filles se retrouvent notamment à renoncer à leurs études ou à leur carrière pour pouvoir aider leurs parents, celles qui arrivent à poursuivre leur scolarité sur place se voient confier des niveaux de responsabilité inférieure à celle des hommes de même niveau.

La situation actuelle tend heureusement à s'améliorer, au prix de beaucoup d'efforts et de persévérance. Des exemples de femmes qui accèdent à des postes clés auparavant à dominance masculine (par exemple, des femmes dans le secteur pétrolier ou dans les réseaux télécommunications), se multiplient, preuve que les femmes prennent leur place dans la société, un modèle transposable dans tous les pays francophones. Dans les écoles où j'ai eu à intervenir, pour de nombreuses filles les études offrent la possibilité de ne pas reproduire le modèle social, il y a donc une prise de conscience des choix de vie et leurs conséquences à long terme. Malheureusement,

elles sont obligées de partir pour aller poursuivre leurs études ailleurs, qu'elles arrêtent parfois faute de soutien ou restent dans le pays d'accueil qui leur propose de meilleures perspectives de carrière.

Dans le cas du Congo qui a fait le pari d'être émergent, l'investissement dans l'éducation est plus qu'important, urgent. Nelson Mandela disait : « *L'éducation est l'arme la plus puissante pour changer le monde.* » Cette éducation doit être présente à tous les niveaux, une formation professionnalisante, des structures de meilleure qualité, des programmes, un encadrement, une bonne orientation scolaire, des bourses, pour des jeunes. Aujourd'hui les TIC se développent un peu partout en Afrique, les gens disposent de téléphones portables et/ou de tablettes. Ce sont là des supports d'information, d'éducation et de vulgarisation auprès des populations avec une implication plus grande des parents dans l'éducation et l'épanouissement de leurs enfants.

Par ailleurs, la francophonie ne doit plus se limiter à l'usage d'une langue mais comprendre un partage de valeurs, de principes mais aussi la mise en place de projets entre pays de langue française. Il existe plusieurs possibilités ou plusieurs organismes qui favorisent des partenariats sur des projets éducatifs et scientifiques. L'Agence universitaire francophone offre notamment des opportunités en termes de mobilité et de financement de projets entre pays de l'espace francophone.

J'ai pour modèle de femme Marie Curie, grande scientifique française qui à l'âge de 39 ans se retrouva veuve avec deux jeunes enfants et continuera ses recherches, respecta ses engagements et obtint un second prix Nobel. L'enjeu est de taille pour les femmes, car « *tout en conservant leur féminité, elles doivent assumer leurs responsabilités, en s'imposant aussi bien par leurs compétences cognitives que par leurs compétences comportementales* », comme le dit Serge Bouiti-Viaudo, directeur de cabinet au ministère des Hydrocarbures du Congo. Elles doivent arriver à relever ce défi avec de l'audace, de la prise de risques et pour ambition affichée une implication plus grande dans les instances de décision.



Théodora Mière est maître de conférences en sciences de l'information et de la communication, université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines (France). Dans le cadre de la préparation d'une habilitation à diriger les recherches (HDR), elle a eu à former des étudiants en réseaux et télécommunications et à œuvrer sur place pour un meilleur accès aux TIC et la mise en place de services ajoutés au Congo-Brazzaville.  
Blog : [milietheodoramierewordpress.com](http://milietheodoramierewordpress.com)

## Une Francophonie engagée et attentive aux progrès pour l'égalité, l'autonomisation et les droits des femmes

Par Dilek Elveren

**Pour la première fois dans l'histoire de la Francophonie institutionnelle, un sommet de chefs d'État et de gouvernement abordera la question des femmes. Le XV<sup>e</sup> sommet de la Francophonie à Dakar les 29 et 30 novembre aura pour thème « Femmes et jeunes : vecteurs de paix, acteurs de développement » dans un contexte où se négocie ardemment aux Nations unies le programme mondial de développement pour l'après-2015**

Ces dernières années, et plus particulièrement de 2010 à 2014, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a déployé des efforts sans précédent en faveur de l'égalité femme-homme, des droits et de l'autonomisation des femmes. De grands événements tels que la concertation des ministres francophones en marge de la commission de la condition féminine du Conseil économique et social des Nations unies, ou encore la mobilisation de la société civile avec la mise en place d'un Réseau francophone pour l'égalité femme-homme (le Réseau francophone pour l'égalité femme-homme est un réseau mis en place par l'OIF en 2013 pour accroître la mobilisation et la visibilité de la société civile engagée sur les questions relatives à l'égalité femme-homme, aux droits et à l'autonomisation des femmes en Francophonie) et l'organisation d'un forum mondial des femmes francophones ont eu lieu en vue du sommet de la Francophonie à Dakar. L'engagement francophone a été réaffirmé et renforcé dans le domaine de la lutte contre les dis-

criminations et violences faites aux femmes dans tous les domaines, mais aussi en vue d'un objectif dédié et structurant sur l'égalité femme-homme dans le nouveau programme de développement pour l'après-2015. L'implication personnelle des dirigeants de l'OIF, en particulier du Secrétaire général de la Francophonie, Abdou Diouf, a permis de créer les conditions d'un environnement favorable à l'intégration du genre dans les actions et initiatives déployées par l'OIF. Des avancées importantes ont été réalisées : les filles et les femmes accèdent de plus en plus à l'éducation et à l'emploi, aux services de santé et aux espaces de décision. Pourtant la majorité des femmes continue de subir des discriminations dans tous les domaines : économique, politique et social. En dépit de nombreuses avancées juridiques, leurs droits ne sont pas toujours respectés. Les violences faites aux femmes et aux filles sont un fléau intolérable qui continue de toucher une femme sur six dans le monde. Environ 125 millions de filles et de femmes ont été victimes

de mutilations génitales féminines. En temps de guerre et de conflits, le viol se généralise, se banalise pour devenir une tactique endémique. Par ailleurs, seulement 20,4% des parlementaires et 18% des ministres sont des femmes. Dans le monde du travail, la situation est comparable : les femmes sont minoritaires dans les conseils d'administration, dans les syndicats professionnels, et occupent le plus souvent des emplois précaires. Ces données ne peuvent nous laisser indifférents. Dans un contexte mondial de crise économique et financière, mais aussi politique et idéologique, force est de constater le ralentissement des progrès en faveur des droits fondamentaux des femmes et des filles, et parfois même leur remise en cause. Pour la Francophonie, il s'agit aujourd'hui de protéger les acquis et d'éliminer les défis persistants de la mise en œuvre des engagements nationaux et internationaux de ses pays membres en la matière. Trop souvent, les femmes sont appréhendées comme un groupe à part ou comme une minorité du fait d'une ten-

dance généralisée à catégoriser en « groupes sociaux » : on parle de femmes, d'enfants, de jeunes, de population rurale ou urbaine, de personnes âgées, de handicapés, etc. Mais les femmes ne constituent en aucun cas un « groupe » à part. Elles constituent plus de 50% de la population des pays francophones et représentent une force politique et sociale de grande importance. C'est ainsi que la parité en politique vise à mettre en place une représentation plus équitable et plus juste de la société. Les femmes ne peuvent être perçues uniquement comme des êtres « vulnérables » ou des victimes de discriminations ou de violences. Les discours victimisant ou minimisant les femmes ou leurs capacités sont inacceptables : les femmes ont une expérience qui est la leur – comme les hommes – et, par là même, sont aussi de véritables actrices de leur société, de leur économie et de la politique, cela n'excluant pas le besoin de renforcer leurs capacités. Enfin, les femmes sont avant tout des êtres humains et, en tant que telles, elles ont

des droits. Les discours renvoyant les femmes à leur rôle et statut de mère, de sœur ou encore d'épouse n'ont pas leur place dans un contexte international de promotion et de protection des droits de l'homme puisqu'ils promeuvent de manière contre-productive une approche émotionnelle du statut des femmes. Celui-ci ne doit pas dépendre du fait qu'elles font partie d'une famille ou d'une communauté spécifique, et la maternité seule ne peut en aucun cas définir les femmes. Si tel était le cas, que dire des femmes qui ne peuvent procréer ? N'ont-elles pas le même droit à la protection et à la promotion de leurs droits ? Favoriser la pleine et égale participation des toutes les femmes en Francophonie à la vie politique, économique, sociale et culturelle, notamment par le biais de l'égalité d'accès à l'éducation et à l'emploi. La Francophonie continuera d'agir et de contribuer à la réflexion sur les problématiques d'actualité internationale, en prenant en compte les besoins et les intérêts des femmes. Le choix du thème du sommet de Dakar prouve qu'aucun effort ne sera ménagé pour que les femmes et les hommes de l'aire francophone participent pleinement et de manière égale au développement de leurs sociétés, de leurs communautés et de leurs économies.

Dilek Elveren est une spécialiste des programmes égalité femme-homme de l'Organisation internationale de la Francophonie.

## FEMMES ET JEUNES EN FRANCOPHONIE : VECTEURS DE PAIX, ACTEURS DE DÉVELOPPEMENT

## «La Francophonie est une école de la démocratie et un espace de liberté»

Ex-ministre déléguée à la Francophonie, Yamina Benguigui, cinéaste, a fait du droit des femmes son combat au sein de l'espace francophone. Pour elle, la scolarisation des filles jusqu'à seize ans et la formation des femmes sont des droits fondamentaux, car l'école et l'éducation sont les clés qui ouvrent les portes de tous les savoirs et de tous les pouvoirs

**Les Dépêches de Brazzaville :** C'est grâce à votre action que les femmes sont à l'honneur pour ce sommet. En tirez-vous une fierté ?

**Yamina Benguigui :** Dès que j'ai pris mes fonctions, j'ai mis la question des femmes dans l'espace francophone au cœur de mon agenda politique, car les femmes étaient les premières victimes collatérales de tous les conflits et de toutes les injustices qui existaient dans cet espace. Quand j'ai lancé le projet du premier Forum mondial des femmes francophones à la fin de l'année 2012, j'ai immédiatement reçu le soutien du président de la République, Monsieur François Hollande. Je suis fière d'avoir pu créer une tribune internationale, une caisse de résonance où les femmes francophones ont pu faire entendre leurs voix sur des sujets aussi importants que le droit, le développement, la santé, la sécurité, l'éducation... Ce forum est à l'origine d'un réseau qui m'a soutenu quand j'ai décidé de porter la requête que ces femmes ont fait entendre à Paris lors de sa première édition en mars 2013 : nous voulions que la question des femmes devienne une des priorités du prochain sommet de la Francophonie. J'ai défendu cette requête auprès des instances francophones et des pays de la Francophonie. Le Secrétaire général de l'OIF, Monsieur Abdou Diouf et le président de la République du Sénégal, Monsieur Macky Sall ont été réceptifs à cette requête et ont placé le rôle des femmes dans le développement comme une des questions centrales du XV<sup>e</sup> sommet qui se tiendra à Dakar.

**Vous avez eu très tôt cette intuition,**

**concrétisée par le Forum mondial des femmes francophones, que les femmes et les jeunes sont la clé de la pérennité de la Francophonie. Où ce forum se tiendra-t-il l'an prochain et avec quels axes thématiques ?**

Le troisième Forum mondial des femmes francophones se tiendra à Brazzaville les 3 et 4 mars 2015. Le thème principal sera le rôle culturel des femmes dans l'espace francophone. Ce thème recoupe aussi bien celui de l'éducation que celui de la culture, mais peut-être aussi plus précisément le rôle central que les femmes ont dans la transmission des coutumes et des traditions. C'est avec les femmes et pour les femmes que nous devons penser à l'impact des pratiques socioculturelles que les femmes se transmettent de génération en génération. Pour cela la question de la scolarisation des filles reste fondamentale, et le troisième Forum sera l'occasion d'interpeller les États afin que l'école obligatoire jusqu'à l'âge de seize ans ne soit pas qu'une utopie. C'est le défi de l'Afrique moderne, car c'est l'éducation et la formation qui donneront aux filles et aux femmes les moyens de faire évoluer des sociétés où elles auront un rôle économique et culturel primordial.

**Vous aviez lancé l'initiative « 100 000 professeurs de français pour l'Afrique ». Où en est-on aujourd'hui ? Cette action a-t-elle été poursuivie par votre successeur ?**

Le programme que j'ai lancé est en cours de réalisation et fait partie des priorités de la secrétaire d'État chargée du développement et de la Francophonie. L'enseignement du français, la formation des profes-



seurs, la formation des formateurs sont les piliers sur lesquels se construit l'avenir de la francophonie. La maîtrise et le partage de notre langue commune sont un enjeu crucial pour les 800 millions de locuteurs francophones qui vivront dans le monde au tournant du siècle. Mieux parler le français, c'est écraser les anciens repères coloniaux pour créer les repères de l'Afrique de demain, car pour ces francophones, dont 80% vivent sur le continent africain, la langue française sera non seulement la langue du savoir, des savoirs, mais également la langue du travail et la langue du commerce. Dans un monde francophone où la mobilité est un facteur de développement, maîtriser la langue française est

un atout majeur pour accéder au marché du travail. Elle est la langue de la transversalité et du mouvement sur tout le continent. L'enjeu est donc autant économique que culturel, et plus particulièrement pour l'Afrique qui connaîtra une croissance à deux chiffres en 2050 !

**En tant qu'ancienne ministre de la Francophonie et cinéaste, quel bilan tirez-vous de l'exception culturelle après une décennie ?**

L'exception culturelle est une idée d'avant-garde, car elle a permis de mettre en lumière la nécessité pour un pays de pouvoir s'adapter à la mondialisation en faisant valoir et respecter les fondements de sa culture et de ses valeurs. C'est une idée extrêmement ambitieuse et généreuse dont s'inspirent d'autres nations francophones. Les résultats sont probants, notamment pour le cinéma : le cinéma français a pu non seulement résister à l'invasion des superproductions américaines, mais il a su aussi s'exporter en s'internationalisant. C'est grâce aux succès commerciaux de certains films et de certaines séries que le cinéma dit d'auteur peut perdurer et peut trouver des financements en France alors qu'il est en train de disparaître dans d'autres pays

européens. L'exception culturelle ce n'est pas le repli, mais l'ouverture maîtrisée au monde qui permet à une culture de rayonner dans toute sa diversité. Cette diversité aujourd'hui, c'est le cinéma francophone tout entier, et plus particulièrement le cinéma africain qui sera le défi culturel et économique de demain. Le cinéma reste une industrie capitale, il se nourrit de nouvelles histoires et de nouvelles formes de narration. L'Afrique est un réservoir de récits et de créativité qui donnera aux cinéastes africains une place centrale dans l'évolution du cinéma.

**Quel est votre rêve pour la jeunesse francophone en général, celle d'Afrique en particulier ?**

Je partage avec cette jeunesse dynamique et souvent impétueuse le rêve d'une francophonie sans frontière où notre langue commune réussira à faire tomber une à une toutes les barrières et tous les préjugés qui nous séparent encore parfois les uns des autres. La francophonie doit se débarrasser des oripeaux de la colonisation pour que le français devienne une langue moderne et égalitaire : les grands chantiers de demain se construiront sur le continent africain, et pour cela une langue africaine commune sera nécessaire pour que tous ces jeunes puissent trouver du travail. Cette langue africaine commune, c'est la langue française. Pour cela, il faut non seulement développer les autoroutes digitales du savoir en français, mais il faut aussi construire l'autoroute humaine de l'espoir au sein de la Francophonie.

**Propos recueillis par Rose-Marie Bouboutou et Florence Gabay**

## Les femmes et la transmission

Par Eugénie Mouayini-Opou

**Les femmes sont des bibliothèques vivantes qui éduquent et transmettent de génération en génération des valeurs humaines, éthiques, morales qui incluent le sens de la justice, de l'intégrité et du refus de la violence, donc de la paix**

La société reconnaît dans son ensemble que l'éducation des femmes contribue à construire l'être humain dans toute sa dimension, d'où la citation : « *Éduquer une femme, c'est éduquer une nation.* »

Les femmes sont reconnues porteuses de valeurs humaines au travers desquelles il est possible de développer des relations aux autres, de travailler avec les autres en coopération, de dialoguer ensemble. En un mot, de développer les principes d'égalité et de paix. Dès lors qu'elles transmettent la vie en donnant non seulement une existence physique, mais également juridique, elles ont façonné l'élément premier de la nature qu'est l'homme. C'est ce qu'on appelle la transmission par imprégnation.

Au Congo-Brazzaville, plus précisément dans le royaume téké, hier et encore aujourd'hui l'enfant qui naît est baptisé du nom d'un aïeul, un oncle ou une tante selon le choix des deux parents. Consciemment ou inconsciemment, les femmes jouent un rôle prédominant en apposant leur signa-



ture sur le futur de l'enfant qui portera ce nom toute sa vie et l'assumera. C'est une transmission d'ordre juridique.

Les femmes sont également au premier plan dans la transmission des valeurs morales. Quand un enfant a un comportement inapproprié, on dit de cet enfant qu'il est mal élevé. Dans la famille issue de la communauté téké, on l'interprète de la manière suivante : « *La femme-mère a failli à ses obligations, car elle n'a pas su bien souf-*

*fler les oreilles de son enfant.* » Ce qui veut tout simplement dire que la femme n'a pas assuré son travail d'éducatrice.

Dans le royaume téké, les croyances sont ancrées dans le Nkoue Mbali [considéré comme un code moral, un esprit supérieur ou tutélaire du royaume, qui recommande une justice au sein du royaume et châtie tout acte de violence et de malice. Ce qui contribue fortement à la conservation de la culture téké qui repose sur la paix, NDLR], et les femmes sont tenues de transmettre ces valeurs par tous les moyens : contes, devinettes, chants, berceuses, etc. Et surtout de répéter sans cesse les conseils suivants : rester chez soi le jour sacré de Nkoue Mbali, ne pas tricher, ne pas voler, ne pas tuer, ne pas mentir... Le respect, l'acceptation de l'autre, la reconnaissance, la considération, l'écoute, l'ouverture, l'honnêteté, le partage, la fraternité, et l'empathie sont des idéaux transmis à l'enfant par les femmes dès le plus jeune âge, l'objectif étant de transmettre au futur adulte l'idéal du vivre ensemble dans

la paix en construisant la solidarité.

Il y a également la transmission de la langue et de l'art culinaire. Si vous voulez savoir d'où vient un enfant qui ne maîtrise pas sa langue natale, questionnez-le sur le principal plat familial, ce dernier vous répondra sans ambiguïté, vous devinez alors d'où il vient. Au Congo-Brazzaville, deux plats familiaux sont connus : les trois pièces, poisson salé accompagné de feuilles

appelée mfoubwa ou koko et pâte d'arachide, puis naturellement le saka-saka ou pondou (feuilles de manioc). Cette originalité vous fera découvrir le jeune Congolais à la recherche de ses origines. Les femmes congolaises, qui sont au cœur de cette transmission vécue et ressentie au travers de toutes les générations, ont légué cet héritage qui permet de marquer son appartenance à un groupe.

Je conclurai mon propos par cette affirmation : « *Les femmes transmettent les valeurs humaines qui sont l'inspiration de la paix.* » Ces sont des valeurs universelles partagées par l'ensemble de la société. C'est le cas dans le royaume téké au Congo-Brazzaville où les femmes sont reconnues gardiennes du temple, réservoir des traditions qui renferment les valeurs humaines, éthiques et morales. Qui dit valeurs morales dit justice, intégrité et refus de la violence, mais également égalité et paix.

**Chez les Tékés, les femmes sont tenues de transmettre les valeurs du Nkoue Mbali qui reposent sur la paix**

**Eugénie Mouayini-Opou est écrivain et romancière du royaume téké**

## « La participation des jeunes aux processus décisionnels est cruciale, surtout aux niveaux local et national »

M. Ma-Umba Mabiata, directeur de l'Éducation et de la Jeunesse au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), s'entretient avec Les Dépêches de Brazzaville

**Au cours des consultations préalables au sommet de Dakar, la jeunesse francophone a plaidé pour le renforcement de sa participation au sein des instances de l'OIF. Ce plaidoyer sera-t-il entendu ?**

La participation des jeunes aux processus décisionnels est cruciale, surtout aux niveaux local et national. C'est pourquoi, dans sa programmation pour la période 2015-2018, l'OIF va intensifier son appui à la mise en œuvre de politiques nationales de jeunesse dans certains pays membres. Au niveau international, l'OIF va continuer à consulter les jeunes, à dialoguer avec eux et à leur accorder la place qu'ils méritent dans les instances de la Francophonie. C'est dans cette perspective que l'OIF a collaboré avec l'Agence universitaire de la francophonie, TV5 Monde, l'Assemblée parlementaire francophone, l'Association internationale des maires francophones, ainsi qu'avec la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie pour soutenir la mise en place d'une plateforme des réseaux jeunesse francophones. Cette plateforme vise à fédérer et à renforcer les capacités des réseaux des jeunes au sein de l'espace francophone. Elle sera un interlocu-

teur privilégié de la Francophonie. Il convient de noter que le lancement officiel de cette plateforme aura lieu à Dakar, en marge du XV<sup>e</sup> sommet de la Francophonie.

**Une proposition des jeunes francophones concernait la création d'un fonds mondial pour l'emploi afin de stimuler l'emploi des jeunes et faciliter l'accès à des emplois décentes et durables. A-t-elle été reçue par les chefs d'État ?**

La déclaration du sommet de Rio+20 recommande en effet à la communauté des Nations de mettre sur pied une stratégie mondiale pour l'emploi des jeunes. L'Organisation internationale du Travail a été nommée désignée pour jouer un rôle de leader dans le cadre de cette stratégie à venir. L'OIF se tient prête et jouera son rôle, car la question de l'insertion socioprofessionnelle fait partie de ses priorités.

Doit-on également attendre à l'issue du sommet des mesures pour faciliter la circulation des jeunes au sein de l'espace francophone ?

La question de la mobilité des jeunes est récur-

rente. Certaines mesures comme les conditions d'octroi de visas relèvent de la souveraineté des États. Cependant, l'OIF joue son rôle de catalyseur et continue de plaider en faveur d'une mobilité accrue des jeunes au sein de l'espace francophone. Sur le terrain, l'OIF apporte sa contribution à la mobilité des jeunes, notamment par le canal de son programme de volontariat international qui permet de déployer, chaque année, une cinquantaine de jeunes volontaires dans différents pays de l'espace francophone.

**Le numérique représente une opportunité de**

Pour la période 2015-2018, l'OIF va intensifier son appui à la mise en œuvre de politiques nationales de la jeunesse

**dissémination de la formation et de l'enseignement du français sans précédent, notamment en Afrique avec les Mooc. L'OIF favorise-t-elle la mise en place de partenariats Nord-Sud entre universités dans le domaine de la formation via les plateformes numériques ?**

La Francophonie dans son ensemble s'est dotée d'une stratégie numérique qui accorde une place de choix aux jeunes. Depuis des années, l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) œuvre au rapprochement des universités du Nord et du Sud, en utilisant notamment les technologies de l'information et de la communication. Au niveau de l'OIF, nous avons mis en place, en partenariat avec l'AUF, un programme de formation des enseignants, l'Ifadem (initiative francophone pour la formation à distance des maîtres), qui utilise, en grande partie, les technologies de l'information et de la communication pour renforcer les capacités des instituteurs en poste dans les zones rurales. Des spécialistes des universités du Nord et du Sud apportent leur expertise dans la mise en œuvre de ce programme.

Propos recueillis par R-M.B.

## Dakar 2014 pour un tournant générationnel

Par Hamidou Anne

**Le monde francophone se réunit à Dakar pour le XV<sup>e</sup> sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie. Ce rendez-vous bisannuel des différentes instances de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) permet de se rencontrer pour faire le point sur le poids, la place et l'influence de la langue française, et explorer de nouvelles pistes dans la marche de l'organisation**

Cette année, le sommet aura une double spécificité. D'abord au plan symbolique avec le retour au pays de Léopold Sédar Senghor, le père de la Francophonie politique. Ensuite, la fin du mandat d'Abdou Diouf, Secrétaire général depuis dix ans de l'OIF qui clôt un cycle entamé au sommet de Beyrouth. Le monde francophone revient à Dakar avec un questionnement crucial sur le devenir de l'instrument qui fédère ses énergies et ses ambitions, mais aussi dans l'optique de maintenir le français au centre du débat international, malgré l'uniformisation linguistique et culturelle que serait tentée d'imposer la mondialisation.

De son inspiration à la traduction concrète, la Francophonie a traversé la dernière moitié du XX<sup>e</sup> siècle sous différents aspects. Son « péché » originel, qu'elle traîne toujours d'ailleurs, fut l'illusion de perpétuer une domination coloniale française même après le « non » de Sékou Touré et la vague d'indépendances des années 1960. Malgré ce fardeau congénital qui fait encore le lit de plusieurs critiques parfois objectives, d'autres fois stériles, notamment en Afrique, il est indéniable que depuis 1970 et la naissance de l'ACCT, la Francophonie a à son actif de nombreuses réalisations. Notre langue progresse dans le monde, la culture francophone reste foisonnante et largement consommée, nos valeurs démocratiques et progressistes s'imposent d'abord dans les États membres et même au-delà. La Déclaration de Bamako reste un texte emblématique dans l'architecture juridique internationale en matière de paix, de sécurité



et de préservation des droits humains. L'aventure a été entamée sous le joug d'une Francophonie linguistique, puis culturelle. Depuis 2000, la Francophonie a pris un tournant politique et s'est imposée comme un acteur incontournable aujourd'hui en matière électorale et dans la sphère des relations internationales ponctuée par des rapports de forces et de constants jeux d'intérêts. Il est indispensable que la Francophonie capitalise ses succès et en fasse un levier d'émergence. Dès lors, il faut une réelle prise en compte de la dimension économique de la langue française et de la Francophonie. Et ce volet assez

marginal dans le projet des pères fondateurs masque mal une forme de malaise que nous francophones avons toujours développée vis-à-vis de l'économie, du marché.

Or, notre espace qui compte une multitude de pays pauvres, au-delà de la spécificité linguistique et culturelle qui est la sienne, doit également être pleinement une aire de développement et d'échanges économiques. « Femmes et Jeunes en Francophonie : vecteurs de paix, acteurs de développement », thème choisi par le Sénégal pour ce XV<sup>e</sup> sommet de Dakar, montre que le pays de Senghor se positionne sur un débat

majeur et extrêmement temporel. Ce thème est donc intéressant dans le renversement du paradigme actuel, car il permet de développer une perspective nouvelle qui devra être le lieu d'expression de discours futurs et de nouveaux enjeux de l'organisation à travers des acteurs nouveaux.

Mettre l'accent sur les forces montantes que sont les femmes et les jeunes dans l'hypothèse de l'émergence en Afrique et dans le monde francophone est intéressant et doit trouver un écho favorable dans les débats à Dakar. Et dans cet envol économique que la Francophonie doit amorcer à l'issue de ce sommet de Dakar, l'Afrique est appelée forcément à jouer un rôle de premier plan. Les projections les plus sérieuses évoquent un nombre de 700 millions de francophones en 2050, avec une majorité de locuteurs en Afrique.

Le continent est donc dans une poussée démographique soutenue qui doit le placer comme locomotive de l'ambition francophone de ces cinquante prochaines années. À cela s'ajoutent les données macroéconomiques. Selon la Banque mondiale, le PIB de l'Afrique subsaharienne, de 4,6% en 2014 devrait progresser à un rythme annuel moyen de 5,2% sur la période 2015-16 et s'élever à 5,3% en 2017.

Aire géographique jeune dans un monde qui vieillit, l'Afrique a une carte à jouer dans le nouveau schéma des relations internationales qu'est en train d'imposer en ce moment une redéfinition des cartes géopolitiques. Et son discours doit être audible pour constituer un marqueur fort de ce que sera la Francophonie de demain, dont les pre-

miers balbutiements doivent naître de Dakar. La jeunesse africaine est pleine de ressources, même si elle reste comme quasiment partout ailleurs cloîtrée dans la case d'une promesse, mais rarement comme d'une véritable opportunité, d'un réel levier de développement économique et social.

Il faudra donc qu'elle s'approprie la question de l'orientation économique et qu'elle se place en responsabilité pour inaugurer de nouveaux paradigmes de pensée et d'action. Longtemps, elle fut dans l'attentisme, guettant son temps. Dorénavant, à Kinshasa, à Québec, à Beyrouth et dans chaque parcelle de l'espace francophone, elle doit arracher la parole et exprimer franchement une envie de Francophonie à l'aune des réalités de son temps.

À Dakar, non pas à la plénière des chefs d'État et de gouvernement où ne se trouve pas sa place, mais à travers les manifestations d'environnement et les différents lieux de rencontre, la jeunesse africaine devra investir la parole, se mettre en réseau, critiquer les atavismes et décliner son message d'une Francophonie nouvelle, dynamique et à l'écoute de son futur.

Ancien élève de l'ENA à Paris, Hamidou Anne a été chargé de mission au cabinet du Secrétaire général de la Francophonie, Abdou Diouf, avant de travailler au Sénégal comme conseiller aux ministères des Affaires étrangères et de la Culture

LA FRANCOPHONIE : UN ESPACE PLURIEL

## « Le français reste une langue vivante dans le Maghreb. Dans la rue, on parle français et maghrébin »

*Kamel Daoud est un écrivain et journaliste algérien d'expression française. Son dernier roman, Meursault, contre-enquête, inspiré de L'Étranger d'Albert Camus, sorti en octobre 2013, lui a valu le prix des Cinq Continents de la Francophonie, ainsi que le prix François-Mauriac 2014. Le livre est également présent dans les sélections des prix Goncourt et Renaudot 2014. Entretien*

**Les Dépêches de Brazzaville : Avec votre roman, c'est la première fois qu'un auteur francophone d'Afrique fait partie des listes du Goncourt et du Renaudot avec un livre paru d'abord dans son pays d'origine. Pensez-vous que cela va contribuer à faire sortir la littérature africaine francophone du camp de la marginalité ou de l'exotisme ?**

**Kamel Daoud :** Je l'espère bien ! La France doit aller au-delà du champ éditorial parisien. Je ne parle pas des éditeurs, mais du lecteur surtout. Si j'arrive à faire passer l'image d'une francophonie autonome dans son territoire et dans sa créativité par rapport à la France, j'aurai réussi. Il reste à savoir que ce n'est qu'un vœu et qu'un livre ne fait pas le printemps : il faut plus, d'autres livres, un discours d'intellectuel autochtone qui soit audacieux et différent par delà les clichés que l'on s'en fait. Il faut aussi de l'originalité. C'est la voie tracée par les écrivains de l'Amérique latine qui ont réussi à imposer un label, un imaginaire et un continent. L'Afrique peut aussi le faire, au-delà du créneau épuisé de ses épopées de décolonisation. On peut nous aussi revendiquer le

centre du monde et le proposer au reste du monde comme récit. Meursault, contre-enquête est un roman, mais aussi une voix, une vision du monde.

**Le parcours de votre roman met en lumière les manques du circuit de distribution du livre sur le continent alors qu'ils sont pourtant un formidable outil de promotion du français...**

Le roman a été publié en Algérie. Il a connu un franc succès malgré le manque de librairies, un circuit de diffusion complètement sinistré, le manque d'espaces, etc. Cela procède du miracle, mais aussi de l'abnégation de mes éditeurs et de quelques libraires et associations. Le marché du livre est déstructuré en Algérie et, je le suppose, dans bien des pays d'Afrique. Le français ? Oui, il a besoin d'une langue, d'une voix, mais aussi d'une route, de circuits, d'espace et de soutien. Le livre ne semble prendre son élan que hors de son pays d'origine. Et pour des raisons évidentes. Pour parler en métaphore, le français est une langue qui a besoin du reste du corps.

**Vous avez déclaré dans la presse au sujet de votre père : « Il ne parlait pas beaucoup, mais lorsqu'il voulait exprimer un sentiment, il le faisait en français. Si bien que pour moi, cela n'a jamais été la langue du colon, de la violence, mais celle de la liberté. La seule valeur à défendre ! » Les plus jeunes ont-ils encore ce sentiment ? Quelle est la place du français au Maghreb face à la concurrence de l'arabe d'Al Jazeera ?**

Le français reste une langue vivante dans le Maghreb. Contrairement à la langue d'Al Jazeera : dans la rue, on parle français et maghrébin, (cette langue que je n'aime pas qu'on qualifie de dialecte), on ne parle pas l'arabe classique. Le français reste une langue de l'argent, des classes moyennes, des « affaires », du voyage. Qu'on le veuille ou non. Il y a cette langue et il y a son occultation idéologique permanente au nom de l'identité. Mais l'occultation n'est qu'illusion : le régime fonctionne en français, se fait soigner en français et envoie ses enfants en France. Donc on ne va pas se raconter d'histoires. L'arabe classique reste la langue du discours politique ou religieux en général, pas plus. Sauf qu'en Algérie, l'enjeu lin-

guistique est lié à l'enjeu identitaire : on surcharge le français d'un poids d'histoire et on surcharge l'arabe d'un poids idéologique énorme. Pour les jeunes Algériens, l'arabisation a été imposée et a réussi à créer des gisements pour la presse arabophone ou le discours religieux en arabe, mais pas plus : l'arabe n'est pas la langue de l'argent, de la mort ou de l'amour. Le français reste une langue qui vit.

**Vous contribuez à l'un des grands journaux francophones du pays. L'information en français a-t-elle encore de beaux jours devant elle sur le continent avec l'irruption du numérique ?**

Le cas algérien le prouve amplement. La presse arabophone avance, mais la presse francophone se maintient. Elle assure même une sorte de casting : la presse d'influence reste francophone, la presse arabophone reste dans le domaine généraliste du peuple/Dieu/sexe/faits divers. Internet reste en français et en anglais. Il ne touche pas les élites massivement comme au Moyen-Orient avec la langue

arabe. Cela risque de changer à long terme, mais je reste sceptique : une langue est un dialecte avec un pouvoir, disent les linguistes, et pour le moment l'argent n'est pas arabe.

**Pourquoi avoir voulu revisiter L'Étranger en 2014 ?**

Parce que c'est un fantasme littéraire chez un grand lecteur comme moi. Parce que ce chef-d'œuvre est porteur d'un angle mort qui m'a fasciné. Parce que c'est une œuvre majeure dans la généalogie littéraire algérienne même si elle nous tourne le dos. Parce que Camus a participé à ma délivrance philosophique. Parce que j'aime écrire et réécrire. Et parce que je suis algérien.

Propos recueillis par R-M.B. et Aminata Diop

© DR



## « Il est important que tous les acteurs soient sensibilisés à la contribution réelle de la culture au développement »

*Youma Fall est directrice de la Diversité et du Développement culturels à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Elle œuvre pour que l'organisation accompagne les créateurs et fasse lire, voir et entendre ce que le génie francophone a de plus valorisant. Entretien*

**Les Dépêches de Brazzaville : La démographie du continent seule ne suffira pas à garantir le développement de la francophonie, il faut également que le français soit attractif pour les jeunes Africains. Quelle est la pertinence de la francophonie pour la jeunesse africaine ?**

**Youma Fall :** En tant que directrice de la diversité et du développement culturels à l'OIF, je ne peux aborder la question que sous l'angle des contenus. En effet, la production de contenus en français accompagne de manière indispensable la promotion de la langue française. Le français est une langue véhicule de culture, et les expressions culturelles permettent de promouvoir les langues. Le français n'a de sens que quand les films ou les documentaires de télévision sont réalisés en français, quand le contenu des médias de masse ou internet est en français, quand les livres sont écrits en français. L'OIF accompagne la production de films, de musique, de spectacles de théâtre et de contenu pour les télévisions.

**Les industries culturelles et créatives sont un secteur en croissance, ainsi que l'économie numérique qui pèsent 160 milliards de**

**dollars dans dix ans. Cela représente un formidable réservoir d'emploi pour les jeunes francophones, notamment africains. Quel accompagnement offre l'OIF dans la mise en place de politiques idoines dans ce domaine ?**

Notre politique est d'accompagner tous les acteurs de la chaîne de production et de diffusion : d'abord les États dans la définition de leurs politiques sectorielles, ensuite les créateurs et les entrepreneurs culturels pour une abondante création de qualité, dans la diffusion des œuvres et la mise en marché, et enfin les publics à travers l'accès aux contenus. En ce qui concerne les États, nous accompagnons la création d'outils d'aide à la décision et organisons des rencontres pour une meilleure compréhension des enjeux et une plus grande maîtrise des problèmes. Nous accompagnons également les États qui en expriment le besoin dans la définition de leurs stratégies nationales et de leur politique sectorielle. Relativement aux créateurs ou aux entrepreneurs culturels, nous les soutenons par le biais de la formation pour une création de qualité et abondante, pour leur professionnalisation, ce qui est crucial. La formation est primordiale dans tous les domaines de la

créativité pour que les contenus en français puissent être appréciés et qu'ils puissent exister sur la scène internationale. Elle l'est aussi pour le personnel de renfort, les intermédiaires culturels et les médias qui assurent l'interface entre la création et le marché, le public et le créateur. Enfin, nous accompagnons également la diffusion de ces créations notamment à travers le numérique. Cette technologie a tendance à faire que le global et le local se confondent. Elle permet une création contemporaine, mais également à l'imaginaire des peuples, à notre patrimoine immatériel d'être vu, valorisé et publicisé. Nous proposons un encadrement de l'espace de réception à travers l'accès aux produits culturels, par exemple le produit livre grâce notamment aux centres de lecture et d'animation culturelle.

**La culture est encore souvent le parent pauvre des politiques en Afrique. Comment la valoriser en montrant le lien entre culture et développement ?**

La prise en compte de la culture dans le développement est confrontée à un problème majeur : les acteurs culturels en ont souvent une vision très idéologique ou anthropologique. Les pou-

voirs publics, notamment dans les pays du Sud, en ont une vision festive, les économistes en ont une vision budgétivore. Ces trois choses ne militent pas pour une réelle prise en compte de la contribution de la culture dans les stratégies nationales de planification du développement. Il est important que tous les acteurs soient sensibilisés à la contribution réelle de la culture au développement. J'aime beaucoup cette définition qui dit que la culture est à la société ce que la personnalité est à l'individu. Il est également important de prendre en compte la culture dans les modes de vie et de consommation. Si nous prenons comme exemple la scolarisation des filles, c'est un facteur éminemment culturel qui fait que la fille est présente ou pas à l'école. Si l'on prend la protection de l'environnement, c'est là encore la culture qui fait que les bois et les forêts sacrés sont préservés dans certains pays. Pour finir, disons que l'accès aux contenus et leur appropriation par les populations sont essentiels, de même que le dialogue des cultures pour une meilleure connaissance de l'autre. On parle beaucoup de tolérance, de dialogue des cultures, mais quand on ne se connaît pas on ne peut pas partager ou échanger.

Propos recueillis par R-M.B.

ENTREPRISES, PROFESSIONNELS, PARTICULIERS,  
**RENCONTREZ-NOUS**

---



**AGENCE BRAZZAVILLE**

AVENUE AMILCAR CABRAL CENTRE-VILLE BP 598 BRAZZAVILLE STANDARD + 242 06 504 22 22

---



**AGENCES POINTE-NOIRE**

TOUR MIROIR, AVENUE CHARLES DE GAULLE  
ROND-POINT KASSAI BP 818 POINTE-NOIRE  
+ 242 06 504 88 88

ATLANTIC, CENTRE COMMERCIAL DE L'HÔTEL ATLANTIC,  
AVENUE CHARLES DE GAULLE, CENTRE-VILLE,  
POINTE-NOIRE

---

DEVELOPPONS ENSEMBLE L'ESPRIT D'EQUIPE



## LA FRANCOPHONIE : UN ESPACE PLURIEL

## In Koli Jean Bofane : « L'avenir de la littérature francophone est en Afrique »

Écrivain à succès (*Mathématiques congolaises* et *Congo Inc.*, un tableau saisissant du Congo contemporain aux prises avec la mondialisation, pour lequel il a reçu le Grand Prix du roman métis 2014), In Koli Jean Bofane prépare un ambitieux programme de promotion des jeunes auteurs africains. Et il souhaite mettre en place une d'imprimerie locale pour permettre aux lecteurs d'Afrique centrale de trouver des ouvrages à des prix adaptés aux réalités économiques locales. Ambitieux, mais réaliste... Entretien

**Les Dépêches de Brazzaville : Jean Bofane, vous travaillez actuellement sur un ambitieux projet, afin de pouvoir proposer au lectorat africain des livres à des prix abordables. Pouvez-vous nous en dire davantage ?**

**In Koli Jean Bofane :** En Afrique les livres sont trop chers, inabordables pour le lecteur local. Et, par ailleurs, les auteurs ne sont pas assez accompagnés dans leur parcours. Le but et la mise en œuvre sont doubles : il s'agit de promouvoir les auteurs les plus talentueux pour leur permettre de progresser dans leur écriture afin d'arriver à trouver le débouché qu'ils méritent. Et de proposer les ouvrages à un prix abordable. La base est d'ouvrir un centre culturel à Kinshasa, qui sera baptisé Centre expérimental K, comme Kinshasa et comme Kongo, pour rendre hommage à nos ancêtres, à qui nous devons notre bagage culturel et notre inspiration. Dans ce centre, nous travaillerons avec les auteurs sélectionnés sur l'écriture proprement dite. Nous sélectionnerons des gens qui savent déjà écrire et à qui il ne manque pas grand-chose pour percer. Une carrière se joue parfois sur des détails, et l'idée est de leur permettre de franchir le dernier cap, qui n'est pas le plus facile à atteindre.

**Et pour le volet imprimerie ?**

Je pense qu'il est possible de sortir des livres pour cinq ou six dollars. Et là, le livre devient accessible à la population. Imprimé sur place, on réduit le prix de transport du livre et son impression fait travailler des gens sur place. Pour réduire les prix de vente, il faut ajuster les droits d'auteurs aux réalités économiques locales.

**Les maisons d'édition sont un acteur incontournable du processus du livre. Comment les intéresser à un tel projet puisqu'on parle là d'une activité économique qui se doit d'être rentable ?**

J'ai un ami algérien, également édité chez Actes Sud, ma maison d'édition : Actes Sud possède les droits pour le monde, et lui a gardé les droits pour l'Algérie. Il peut ainsi y vendre ses livres à

moins de dix dollars. Des collaborations peuvent être envisagées. Plus globalement, les maisons d'édition ont besoin d'auteurs talentueux. En soutenant le Centre expérimental K, elles participeront à l'éclosion d'auteurs à succès. Par ailleurs, leur intérêt, en favorisant la vente d'ouvrages dans un vivier démographique aussi important que l'Afrique francophone, est de multiplier les ventes, à des prix inférieurs, certes, mais en grand nombre. L'avenir de la littérature francophone est en Afrique, tout le monde le sait.

**Quel serait le rayon d'action du Centre expérimental K ?**

Le premier cercle sera celui du royaume Kongo, qui s'étend de Kinshasa jusqu'à l'Angola, en passant par le Congo-Brazzaville. Mais la littérature n'a ni frontière ni limite, donc nos voisins du Gabon, du Cameroun, mais aussi nos frères d'Afrique de l'Ouest seront concernés. Tout comme nos frères de la région des Grands Lacs, car je suis persuadé que de tels projets peuvent contribuer à panser les plaies des conflits. Brazzaville a une place importante dans ma démarche, car aujourd'hui, le Congo est un grand pourvoyeur de plumes prestigieuses : à tout seigneur tout honneur, je citerai d'abord Henri Lopes puis Alain Mabanckou, Emmanuel Dongala, le jeune Wilfried N'Sonde et bien d'autres.

En RDC, la dynamique est moins présente malgré la présence de Bibish Mumbu, Papy Mbwiti, Vincent Lobume Kalimasi, Yoka Lye. Parmi ces

talents, je pense en particulier à celui qui a été mon dédicé dans ce projet : Fiston Nasser Mwanza.

Nous nous étions ren-

contrés au congrès de Lubumbashi. À l'époque, il travaillait sur la nouvelle, la poésie, le théâtre, avec brio, mais j'étais persuadé qu'il pouvait bril-

ler dans le roman. Quand je l'ai revu lors du festival Étonnants Voyageurs, à Brazzaville en 2013, je lui ai dit de se lancer et je l'ai présenté au vieux loup de l'édition, Marc de Gouvenain, un ancien d'Actes Sud, aujourd'hui chez Pontas. Moins d'un an plus tard, son livre *Tram 83* sortait chez Métailié, était reconnu et traduit dans plusieurs langues.

**Finalement, une carrière ne tient parfois à pas grand-chose : la bonne rencontre...**

Effectivement, une rencontre au bon moment peut aider. Mais attention, sans talent, le coup de pouce ne vaut rien. Fiston Mwanza Mujila est doué, son écriture est difficile, novatrice, révolutionnaire. Figurez-vous que lorsque Sami Tchak a lu un de ses manuscrits, il m'a dit : « Bofane, Sony Labou Tansi n'est pas mort ! » C'est génial d'entendre ça, de voir que la relève est présente. À nous, les grands frères, de l'aider à percer, à exister et à perpétuer la littérature francophone africaine.

Propos recueillis par Camille Delourme



En Afrique les livres sont trop chers, inabordables pour le lecteur local. Et les auteurs ne sont pas assez accompagnés dans leur parcours

## Le grand tournant de la Francophonie

**Tout indique aujourd'hui que le sommet de Dakar marquera un tournant historique dans l'évolution de la vaste communauté des nations qui ont la langue française en partage. Un tournant qui sera la conséquence directe et immédiate des grands événements auxquels nous assistons sur la scène mondiale et que devra gérer, dans un contexte difficile, la nouvelle direction de l'Organisation internationale de la Francophonie**

Précisons, avant d'aller plus loin, que si ce tournant n'a pas été pris plus tôt ce n'est nullement imputable à Abdou Diouf, le Secrétaire général de l'institution dont le mandat s'achève, mais parce que les gouvernements des pays membres n'ont pas pris à temps la mesure des défis auxquels celui-ci devait faire face. Trop occupés sans doute par les problèmes de toute nature auxquels ils se trouvent confrontés, ils n'ont pas jugé utile de plaider ces quatre dernières années pour que l'OIF soit dotée de moyens adaptés à ses ambitions. Et la France, qui aurait pu donner le coup d'envoi de la réforme qui s'impose, a brillé, quoiqu'elle en

dise, par sa négligence, sa passivité, son manque d'enthousiasme.

Il est évident, du moins pour les observateurs de la scène internationale, que la Francophonie n'exploite pas réellement le formidable atout que lui confèrent le nombre et la diversité de ses États membres. Si elle est bien présente dans la sphère littéraire et artistique, elle brille par son absence dans la sphère diplomatique où se joue pourtant la partie décisive du rééquilibrage des rapports de force entre les grandes puissances dans l'arène internationale. Pour ne citer que cet exemple, elle ne tient pratiquement aucun rôle dans la réforme de la gouvernance mondiale

de l'Organisation mondiale de la santé ? Ne serait-ce que par son poids humain et la projection en avant de son économie, l'Afrique francophone serait en mesure d'influer aujourd'hui de façon décisive sur le cours de l'histoire à venir. Si elle ne le fait pas, c'est bien parce que l'usage d'une langue commune n'est pas encore perçu par ses dirigeants comme un moyen stratégique de faire mieux entendre sa voix dans le concert des nations.

Imagine-t-on l'influence que l'OIF aurait sur la marche du monde si les pays africains qui en constituent le pilier principal décidaient de peser de tout leur poids, par son intermédiaire, sur la réorganisation du Conseil de sécurité des Nations unies, sur le rééquilibrage des institutions financières de Bretton Woods, sur la dynamisation de l'Unesco, sur la réforme

un langage plus policé, mais derrière les formules polies employées par les participants l'on perçoit bien la frustration que suscite dans les milieux de la Francophonie le peu d'empressement de la France à proposer à ses partenaires des objectifs ambitieux et le scepticisme de ces mêmes partenaires quant au rôle que pourrait jouer la Francophonie dans le nouveau contexte international.

En bonne logique et si ce qui précède résume bien la situation, Dakar donnera à la Francophonie une autre dimension, une autre envergure. Prions le ciel pour que cela soit le cas !

Jean-Paul Pigasse



[www.livebyglevents.com](http://www.livebyglevents.com)



Cérémonies  
Sommets  
Forums  
Expositions

**Depuis 2009, Live! by GL events,  
acteur de référence  
des grands événements africains**



[www.gl-events.com](http://www.gl-events.com)

Contact : François Hurstel  
Tel : +33 (0) 1 44 31 53 15  
Mail : [francois.hurstel@gl-events.com](mailto:francois.hurstel@gl-events.com)

# La santé des femmes au Congo

*Le docteur Marie Francke Puruehnce, conseillère du président de la République du Congo, chef du département de la Santé publique et de la Population et secrétaire exécutive du Conseil national de lutte contre le sida du Congo-Brazzaville, s'entretient avec Les Dépêches de Brazzaville*

## Les Dépêches de Brazzaville : Quel lien faites-vous entre la santé des femmes, des jeunes et le développement ?

**Marie Francke Puruehnce :** Dans les pays en développement, la population est majoritairement composée de femmes et de jeunes. Ils représentent de ce fait l'avenir et le développement de ces nations. La bonne santé de ces habitants est une condition sine qua non de ce progrès, car ils constituent un levier puissant et incontournable du développement durable et transgénérationnel. Cette dimension santé est prise en compte dans le programme national de développement sanitaire du Congo, avec des politiques de santé publique visant à lutter contre la pauvreté, la morbi-mortalité élevée des femmes, le faible niveau d'éducation des jeunes, le VIH et les infections sexuellement transmissibles, la consommation d'alcool, de tabac et de drogues.

## Quels objectifs concernant la santé des femmes et des jeunes seraient à intégrer dans le nouveau programme de développement pour l'après-2015 ?

Dans l'agenda post-2015, il serait intéressant pour les pays de se focaliser sur trois principaux défis. D'abord, combattre les pesanteurs socio-culturelles, qui contribuent à la vulnérabilité

des femmes et des jeunes, par l'éducation et l'application de lois spécifiques, ce qui est particulièrement vrai pour les filles (lévirat, sororat, excision, mariages forcés, violences sexuelles) ; ensuite, lutter contre la pauvreté, renforcer l'autonomisation des femmes et améliorer l'accès aux soins en intégrant des critères respectueux des adolescentes ; enfin, mettre en place des programmes d'éducation spécifiques à travers des centres pour jeunes.

## En quoi les inégalités entre hommes et femmes impactent-elles la santé des femmes au Congo ?

Plusieurs facteurs concourent à la dégradation de l'état de santé des femmes, notamment la pauvreté et l'analphabétisme qui réduisent l'accès aux services sociaux de base, l'infection par le VIH-sida, les violences sexo-spécifiques qui portent atteinte à la santé mentale et physique des femmes, ou encore les mariages et les grossesses précoces...

## Comment ces inégalités sont-elles intégrées dans les politiques de santé publique au Congo ?



La Constitution de la République du Congo garantit l'égalité entre les hommes et les femmes. Le programme national de développement 2012-2016 prend également en compte les spécificités de la santé de la femme. Il faut savoir qu'en 2008 une politique nationale du genre a été adoptée. Elle accorde une place importante à la prévention et aux soins des pathologies touchant prioritairement les femmes.

Propos recueillis par R.-M.B. et F.G.

# Femmes africaines : forces et opportunités

Par Haweya Mohamed

Haweya Mohamed est administratrice d'Amref France, ambassadrice et porte-parole de la campagne Stand Up For African Mothers, et chargée de mission en communication à la Société nationale d'investissement à Casablanca (holding royale marocaine SNI)

On parle beaucoup de l'essor économique de l'Afrique... Le sommet de la Francophonie qui a lieu sur le continent devenu crédible pour l'investissement est l'occasion pour moi de rendre hommage aux jeunes filles et aux femmes africaines

C'est plus qu'un constat, les femmes africaines sont au cœur des communautés. Elles sont sources de vie, d'eau, d'éducation et de revenus pour leurs familles. Leur esprit d'endurance et les sacrifices dont elles font preuve chaque jour me poussent à leur témoigner tout mon respect, mais surtout à vous interpeller sur leurs conditions de vie. Vous le savez, elles sont très vulnérables, exposées à toutes sortes de problématiques et notamment à la misère sanitaire et au manque de politiques de santé publique. Aujourd'hui en Afrique, une femme meurt toutes les trois minutes faute de soins basiques pendant la grossesse ou l'accouchement. En zone rurale, les infrastructures sont quasi inexistantes, et si elles existent elles sont mal équipées. Trop d'enfants n'atteignent pas l'âge de cinq ans. Comment pouvons-nous accepter ça et continuer à croire que la santé (notamment celle des femmes) et le développement du continent ne sont pas liés ? Avec l'Amref (Association pour la médecine et la recherche en Afrique, première ONG africaine de santé publique), nous avons décidé, entre autres, d'accentuer nos efforts sur un sujet déterminant : la mortalité maternelle et infantile. L'Amref est la première ONG qui forme du personnel de santé en Afrique. Sa philosophie est simple : trouver des solutions africaines aux problèmes africains.

Nous avons donc lancé une campagne internationale, Stand Up For African Mothers, en octobre 2011 au Women's Forum pour former des sages-femmes en Afrique subsaharienne. Notre objectif est d'en former 15 000 d'ici 2015 pour contribuer à



réduire le taux de mortalité maternelle de 25%. Depuis son lancement, la campagne a déjà permis à plus de 6 000 sages-femmes d'entrer en formation sur le terrain. Nous les formons au Kenya, en Éthiopie, au Mozambique, en Ouganda, au Soudan du Sud, en Tanzanie et au Sénégal. Les sages-femmes sont des personnes clés dans le processus de développement du continent, et nous mettons à leur disposition tous les outils afin qu'elles bénéficient des meilleures formations. Recherche, innovation et nouvelles technologies sont au cœur de nos programmes et des

progrès en santé. Nous avons également entamé le développement de notre campagne en Afrique de l'Ouest où un rapport mondial sur l'état de la pratique de sage-femme 2014 a récemment révélé des informations alarmantes sur la couverture en soin de sage-femme pour les pays d'Afrique francophone. Aspect symbolique de notre campagne et pour la première fois dans l'histoire, le prix Nobel de la Paix pourrait être décerné à une femme qui représente notre campagne et qui se bat chaque jour pour la vie des mères et des enfants. Cette femme, c'est Esther Madudu. Esther exerce le métier de sage-femme en Ouganda depuis douze ans. Elle a bénéficié d'une formation continue de l'Amref sur le planning familial, la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, les complications lors de l'accouchement, la vaccination du nourrisson. La vie d'Esther est entièrement dédiée aux mamans et aux bébés de sa communauté dans le petit village d'Atiriri, en Ouganda. Chaque mois une cinquantaine de mamans viennent accoucher dans son centre de

santé. Mon objectif était de vous alerter en quelques lignes sur un besoin urgent du continent afin que chacun d'entre nous et tous ensemble, nous puissions contribuer à la lutte que les femmes mènent chaque jour... N'oubliez pas que la femme africaine est un agent économique de plus en plus important et que le continent ne sera plus un Eldorado si nous ne prenons pas soin des populations.

Titulaire d'un DEA LLCE (Langues, Littératures et Civilisations Étrangères) d'anglais obtenu à l'université de Jussieu Paris VII, Haweya Mohamed a commencé sa carrière dans les médias en 2001 (Endemol, Lagardère Active Broadcast, Channel 4 à Londres). En 2006, elle intègre la Direction Générale de RTL et devient en 2011 Chef de cabinet d'Alain Afflelou. Cette combinaison d'expériences et de sensibilités lui ont permis de créer sa structure HaweyaM en mai 2014. Aujourd'hui, Haweya Mohamed accompagne les dirigeants internationaux dans leur communication et vit désormais à Casablanca où elle est en charge de la Communication et de la stratégie digitale d'une filiale du Holding Royal SNI.

## Jeunesse, violence et paix en Afrique, une relation complexe

Par Kevin Adou

**Les jeunes, qui représentent plus de la moitié de la population africaine, constituent un gigantesque potentiel pour le développement. Mais, laissée pour compte, la jeunesse est tout autant une menace pour la paix et la démocratie**

### Les jeunes, acteurs et victimes de la violence

L'une des clés pour l'instauration d'une paix sociale durable réside dans la formation et l'insertion professionnelle des jeunes. La raison est simple : à travers toute l'Afrique, les conflits des factions recrutent leurs contingents dans la jeunesse marginalisée ou socialement exclue. Plusieurs études scientifiques montrent que le manque d'accès aux ressources et aux opportunités économiques ainsi qu'aux services de l'État (particulièrement en matière d'éducation) a été la principale cause de l'enrôlement des jeunes combattants. Certes, la pauvreté des jeunes ne constitue pas la cause principale des conflits, mais elle engendre le désespoir qui alimente les tensions.

Par ailleurs, lorsque les conflits armés éclatent, l'impact dévastateur sur les jeunes est énorme. En temps de conflit, bon nombre de jeunes peuvent se retrouver bloqués dans « l'âge de l'attente » (waithood, Singerman 2007) sans pouvoir faire leur entrée dans l'âge adulte. Dans un contexte de conflit, par exemple, il est fréquent que les jeunes soient encore plus touchés par le chômage que d'autres groupes de population, et les frustrations générées par cette situation perdurent parfois longtemps après la fin de la guerre. C'est à juste titre qu'Ahmedou Ould Abdallah disait que « le chômage alimente la violence, et la violence alimente le chômage ».

### La jeunesse, une force émergente sans repères

Les jeunes sont certes victimes et instrumentalisés, mais ils peuvent tout autant être rebelles, leaders et manipulateurs à leur tour. Ils échappent, dans bien des cas, au contrôle de ceux qu'on considère comme étant leurs « parents ». Ce fut le cas en Côte d'Ivoire de Guillaume Soro et de Charles Blé Goudé. Au Burkina Faso, les jeunes se sont engagés, à différents moments de l'histoire de leur pays, dans des combats politiques contre le régime en place. En octobre 2014, ce sont les jeunes Burkinabés, rassemblés au sein du mouvement le Balai citoyen, qui ont pris l'initiative d'engager une mani-

festation de rue qui a obligé Blaise Compaoré à quitter le pouvoir en renonçant au dessein de révision constitutionnelle qui lui permettrait de briguer un autre mandat (après 27 ans à la tête du pays).

### Des acteurs clés pour la prévention des conflits violents et la consolidation

Les jeunes sont porteurs d'une forte demande sociale pour échapper à l'extrême pauvreté. La société doit prendre en charge leurs besoins élémentaires et impliquer les jeunes dans la recherche par eux-mêmes de solutions durables. La violence des jeunes est bien souvent l'expression d'une révolte contre la société qui les marginalise et ne les écoute pas. Les revendications des jeunes sont étouffées ou réprimées violemment par les forces publiques qui accordent très peu d'importance à leurs besoins et préoccupations. La seule alternative qui s'offre à eux s'avère finalement celle de la violence (des « casses », de la rébellion...).

Les jeunes peuvent être un moteur de changement et de paix à condition que les États soutiennent leur rêve en leur donnant la capacité d'orienter positivement leur futur et celui des sociétés politiques. Le défi de l'emploi est fondamental. L'emploi permet aux jeunes d'avoir un statut et un pouvoir économique, et il augmente leurs possibilités d'intégration. Mais être jeune, actif et sans-emploi, c'est vivre une angoisse permanente quant à son avenir, c'est être de plus en plus dépendant et exposé à la manipulation.

L'éducation à la citoyenneté apparaît comme un autre aspect fondamental, car elle aide les jeunes à exercer leurs responsabilités de citoyens dans une société démocratique. Les dérives observées dans l'engagement politique des jeunes s'expliquent en partie par leur manque d'éducation au politique. Dans le système d'éducation formelle, les écoles tendent toujours davantage à enseigner et transmettre des connaissances principalement livresques et de moins en moins à éduquer. La violence et l'incivilité, la mauvaise gouvernance, la corruption généralisée, la destruction de l'État et le désordre ont pris le pas sur l'engagement citoyen, et la plupart

des jeunes se retrouvent sans aucun repère.

L'énergie, la capacité de créativité et d'innovation de la jeunesse sont un couteau à double tranchant. Si les leaders politiques n'assument pas pleinement leurs responsabilités en créant les conditions d'un épanouissement de la jeunesse, celle-ci accumulera les frustrations qui la transformeront en un monstre violent contre sa propre société ou initiera des révolutions contre les gouvernants. « Les jeunes sont plus enclins à éviter la violence et à s'investir dans des activités de consolidation de la paix si on leur offre un ensemble bien précis de possibilités liées et complémentaires appelé "conditions minimales pour la construction de la paix" : participation à la vie politique, création de liens entre les jeunes et leurs communautés, constitution de groupes pacifistes, formation des jeunes à la vie professionnelle et renforcement de la confiance et de l'estime de soi des jeunes. » (Alan Smith et Christine Smith Ellison, Les Jeunes, l'Éducation et la Consolidation de la paix, Forum des politiques éducatives de l'IIPE, Unesco, Paris, 16-18 octobre 2012)



Kevin Adou est spécialisé dans la conception et le management de programmes dans les domaines de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix. Titulaire d'un diplôme d'études approfondies en culture de la paix et action humanitaire, il a travaillé pendant huit ans au Centre de recherche et d'action pour la paix à Abidjan, un centre social et intellectuel jésuite à vocation sous-régionale œuvrant dans la recherche et la formation en gestion des conflits et paix, droits humains et développement durable. Depuis deux ans, il exerce les fonctions de directeur pays de Cord au Tchad. Cord est une ONG internationale basée au Royaume-Uni, travaillant aux côtés de partenaires locaux dans des pays affectés par les conflits pour traiter les causes profondes des conflits

## Jeunesse, femme et culture de la paix en Afrique : quels enjeux ?

Par Magloire Kédé Onana

**La jeunesse, comme on a coutume de la désigner, traduit la période de la vie humaine entre l'enfance et l'âge mûr. Tout au long du processus qui va de la naissance à la maturité, il y a des conditions la rendant active. C'est ce qui nous permet de penser qu'on ne naît pas jeune, mais qu'on le devient par une orchestration d'actions et d'interventions par lesquelles on doit conduire l'être humain d'un état à un autre, mieux, de l'état d'enfance, posé comme point de départ, à l'état adulte, posé comme point d'arrivée**

Nous sommes tous témoins de l'impérieux rôle que les femmes jouent, depuis la conception jusqu'à l'enfantement et dans tout le processus de socialisation pour sa maturation, jusqu'à la phase de l'homme en devenir. Les hommes ne sont point absents dans cette actualisation. Le problème à garder toujours à l'esprit est celui-ci : en quoi le fait d'élever les enfants dans des conditions familiale et sociale moins anxiogènes et phobogènes, de telle sorte qu'ils soient toujours capables de rendre le lien social possible, requiert-il l'apport du couple, et davantage de la femme, convaincus que nous sommes aussi de ce point de vue qu'on ne naît pas femme.

On le devient. Non point le style de femme que l'on présente et soutient ces temps-ci à grand renfort de publicité, favorisant pour ainsi dire l'émergence des hommes-femmes, et des femmes-hommes. Mais de la femme de sexe féminin, génitrice naturelle, responsable et avisée qu'être femme est plus qu'un métier. Poser le problème en ces termes, c'est vouloir démontrer en quel sens l'éducation à la culture de la paix dans tous ses contours prend une valeur incontournable.

La paix n'est point un mot que l'on prononce, c'est surtout un état, une manière d'être d'une personne qui dès le premier contact, dès le premier regard, nous inspire respect, considération, confiance et compréhension. Le vieux philosophe et homme politique romain Cicéron disait en ce sens que le visage, c'est le miroir de l'âme. Quant au philosophe contemporain Levinas, préoccupé par le même sujet, tout visage humain donne toujours un commandement éthique. La paix suppose pour ainsi dire la possibilité inspirée

par un visage de dialoguer, d'échanger, de partager le même espace, de coopérer volontairement et librement, c'est-à-dire sans conditions préalables avec autrui. C'est un état d'esprit de quelqu'un qui jouit d'un calme intérieur, d'une tranquillité de l'âme.

L'enfant vit et subit les états psychologiques d'une maman perturbée. Il peut donc venir au monde déjà avisé ou troublé, avec un psychisme inhibé. On pourrait donc dire que la paix dans les cœurs s'enracine très tôt, à l'état virtuel chez le jeune enfant. C'est à ce titre que la vie de tout un chacun s'actualise jusqu'à la mort, qu'on finit par comprendre comme l'aboutissement d'une vie heureuse bien accomplie.

À une autre échelle, la même paix pourrait s'enraciner entre citoyens ou groupes de personnes qui s'engagent à vivre dans la concorde. Il en serait de même entre les pays qui vivent dans la coopération (respect des frontières, des lois, échanges bilatéraux, etc.). La paix se traduit généralement par une volonté ou un accord de ne pas/plus être en conflits, en querelle, en guerre. « Cultiver la paix dans les esprits », et donc d'emblée dans les familles, la rétablir dans les ménages, la vivre entre voisins, entre frères et sœurs, la négocier entre les États et signer la cessation de l'état de guerre, « afficher une volonté de paix entre les assaillants », « se saluer dans la paix du Christ », voilà autant de lieux de paix, et qu'il convient d'intégrer dans les contenus de manuels ou de programmes de formation.

Un enfant n'a jamais demandé à venir au monde. Sinon, ils deviendraient nombreux, les enfants qui renonceraient ou retarderaient leur arrivée, ou alors choisiraient le contexte qui répondrait à leurs aspirations légitimes. « Perçu comme un homme en

devenir, alors que pour le présent, il reste une personnalité à modeler, un être à façonner, un destin qui se cherche. Il a besoin de s'accomplir. Il doit tout apprendre et tout le devoir de la communauté à son égard consiste à le prendre en main. Parce que son manque de maturité l'expose à des dangers, il a besoin d'être en permanence guidé, même si par ailleurs, il lui est demandé de contribuer à sa formation », souligne Luc Ndjodo. Éclairés par ces propos fort suggestifs, nous devons comprendre qu'aucun enfant ne choisit sa famille. Il est comme jeté là en déréliction dans X famille et sans excuses.

C'est à cette première institution qu'incombe au premier chef et surtout aux parents au sens noble du terme, la tâche de l'éduquer, de le soigner, de le protéger, de l'encadrer, mieux, de jeter les bases de son devenir. C'est dire que l'apprentissage par l'enfant de la culture, des valeurs et règles d'une société commence au sein de la famille. Et pour que sa personnalité se développe et s'épanouisse harmonieusement, l'enfant devrait grandir dans un milieu où il trouverait amour et compréhension mutuelle entre les différents membres gravitant autour de la mère.

Tout doit donc être mis en œuvre au niveau des États pour que les enfants ne soient point séparés trop tôt de leur famille qu'il ne faut point détruire ni dénaturer. Prise en ce sens, la famille restera par la femme et pour la femme un vecteur de paix ; envisagée elle-même comme un bien suprême de l'humanité que les générations successives doivent préserver et consolider pour l'harmonie entre les communautés nationale et internationale.

Mais le comportement des individus étant

toujours fonction des situations qu'ils traversent au quotidien, et en raison des contextes qui généralement ne se ressemblent pas, la paix a cessé d'être et n'est jamais acquise d'avance, ni immédiatement perdue. Les injustices dans les relations entre les hommes, les égoïsmes de tout bord, la volonté de puissance, le conflit des genres et en un mot, la crise généralisée des valeurs qui secoue durement et durablement nos pays sont autant d'éléments anxiogènes et phobogènes qui ont fini par créer un monde d'insécurité, où les valeurs républicaines fondamentales sont bafouées, et où les familles sont instables et déchirées. Le problème est donc de savoir comment faire pour rétablir et promouvoir les valeurs si chères pour la vie et favorables à l'éclosion d'une jeunesse épanouie. Les interpellations sont collectives et exaltantes !

Né au Cameroun, Magloire Kédé Onana est ancien élève de l'École normale supérieure de Yaoundé, titulaire d'un master d'administration et gestion des entreprises de l'IAE de Bordeaux et d'un doctorat nouveau régime en philosophie de l'éducation obtenu à l'université Paris-Est, enseignant de philosophie, ancien proviseur des lycées, ses travaux de recherches portent sur les politiques publiques d'éducation, les valeurs humaines fondamentales que la tradition philosophique a mises au jour, l'équité et la qualité dans l'éducation, les questions de gouvernance éducative, l'innovation sociale et la gouvernance des territoires.

# La francophonie de demain sera africaine

Par Olivier Mousson

Au cours des dernières décennies, des changements du climat ont causé des impacts sur les systèmes naturels et humains sur tous les continents et à travers les océans.

Les experts du Groupe de Travail 1 (GT1) au cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ont tiré la sonnette d'alarme, au vu des changements observés dans le système climatique « *Le réchauffement du système climatique est sans équivoque et, depuis les années 1950, beaucoup de changements observés sont sans précédent depuis des décennies voire des millénaires* ».

L'Afrique en raison des projections sur les conséquences du changement climatique - sécheresses, pénuries d'eau, baisse des rendements agricoles et montée du niveau de la mer - et de sa faible capacité d'adaptation au changement climatique, fait partie des régions les plus susceptibles d'être sérieusement affectées par le changement climatique.

Conscients que la gestion solidaire des enjeux environnementaux et économiques constitue un défi majeur pour la survie de l'humanité, le devenir de la planète, le renforcement de la coexis-

tence pacifique et le développement équitable des peuples, les chefs d'Etat des pays francophones ont décidé de consacrer le 14<sup>ème</sup> sommet de la francophonie qui s'est tenu à Kinshasa en République démocratique du Congo (RDC), les 13 et 14 Octobre 2012 au thème : « *Francophonie, enjeux environnementaux et économiques face à la gouvernance mondiale* ». Désireux de poser les jalons d'une gestion durable de leurs ressources naturelles, ils ont dans le texte de « *la Déclaration de Kinshasa* » affirmé leur volonté de soutenir les modèles de développement équitable et durable basés sur une « *économie verte* » conformément à la Déclaration de Rio+20 et renouvelé leur engagement à lutter contre le changement climatique. Les pays francophones ont demandé à l'OIF et aux opérateurs, de proposer en vue du prochain Sommet une stratégie économique pour la Francophonie réunissant pouvoirs publics, institutions éducatives, société civile.

« *AFRICA OFF COP 21* » pour faire résonner la voix de l'Afrique

La Conférence des Parties (COP) instituée lors de l'adoption de la Convention Cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUC) en

1992 réunit toutes les parties à la Convention, soit les 194 pays qui l'ont ratifiée et l'Union européenne. Après la COP 20 qui s'est tenu à LIMA, au Pérou en Décembre 2014, la francophonie participera à la 21<sup>ème</sup> Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Paris en 2015. Il est important de souligner que l'Afrique parle d'une même voix depuis le 3 Juin 2014, date à laquelle la Position africaine commune (PAC) sur le programme de développement post-2015 a été publiée, le 3 juin 2014, au siège de la Commission de l'Union africaine à Addis Abeba.

Le document regroupe les priorités de développement de l'Afrique qui sont ancrées dans les « *six piliers* » suivants : transformation économique structurelle et croissance inclusive ; science, technologie et innovation ; développement centré sur la personne ; durabilité environnementale, gestion des ressources naturelles, gestion des catastrophes, paix et sécurité ; et finances et partenariats.

Le Dr Nkosazana Dlamini Zuma, Président de la Commission de l'UA a déclaré : « *La PAC va nous permettre de parler d'une seule voix et per-*



*mettre à d'autres parties du monde de savoir que la vision de l'Afrique n'est autre que le Programme de développement post-2015* ». Carlos Lopes, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), qualifie d'« *étape concrète pour l'intégration de toutes les questions clés au niveau global, mais avec une perspective africaine qui prend en compte tous les Objectifs de développement durable* ».

« *Nous nous engageons donc à parler d'une seule voix et à agir dans l'unité pour s'assurer que la voix de l'Afrique soit entendue et pleinement intégrée dans l'agenda de développement global* », peut-on lire dans le document de consensus.

L'OIF, qui a pour objectif de contribuer à améliorer le niveau de vie de ses populations en les aidant à devenir les acteurs de leur propre développement a apporté à ses états membres

mais aussi à l'ensemble des décideurs africains, un appui de taille dans l'élaboration ou la consolidation de leurs politiques en mettant à leur disposition « *le guide des négociations* » et « *Résumé pour les décideurs* », publications éditées par l'Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (IFDD) pour aider les participants aux grandes conférences des Nations Unies sur les changements climatiques, la biodiversité, la désertification ou de la Commission du Développement Durable, à mieux comprendre les principaux enjeux qui feront l'objet des discussions lors de ces rencontres internationales. La conférence de Copenhague en 2009 n'ayant pas abouti à l'adoption d'un nouvel accord international sur le climat et les revendications africaines n'ayant pas été prises en compte, Paris Climat 2015 sera l'occasion pour les pays africains de reprendre les négociations en étant mieux préparés.

Olivier Mousson est le président de la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale association reconnue d'utilité publique qui répond depuis sa création en 1801 à une triple vocation : stimuler le développement économique de la France, en favorisant l'innovation technologique et en valorisant l'entrepreneuriat. La SEIN organisera, en marge de la COP 21, une conférence parallèle : l'« *AFRICA OFF COP 21* » à l'Hôtel de l'Industrie à Paris, en partenariat avec les Ateliers de la Terre.

**BASSIN DU CONGO-SA**  
**STRATÉGIE & ACTION**

Tout savoir sur une région d'avenir

[www.lesdepechesdebrazzaville.com](http://www.lesdepechesdebrazzaville.com)  
[www.adiac-congo.com](http://www.adiac-congo.com)

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE